

QUEEN
E
78
.C2
F514
1996
c.2

Le rendement financier et la
création d'emplois chez les
entreprises subventionnées par
Entreprise autochtone Canada —
Rapport final



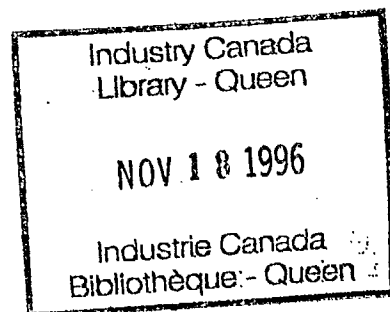
GOSS GILROY INC.
Management Consultants
Conseillers en gestion

Queen
E
78
.C2
K514
1996
c.2

Le rendement financier et la
création d'emplois chez les
entreprises subventionnées par
Entreprise autochtone Canada —
Rapport final

Préparé pour :

Entreprise autochtone Canada
Industrie Canada



Par :

Goss Gilroy Inc.
Conseillers en gestion
321, avenue Hamilton
St. John's (Terre-Neuve)
A1E 1K1
(709) 579-0425
Télécopieur : (709) 754-3188
Adresse électronique : ggi@nfld.com

Le 21 février 1996

Résumé

Le rapport qui suit décrit les résultats d'une étude approfondie des entreprises subventionnées par Entreprise autochtone Canada (EAC). Le but premier de l'étude était d'évaluer, à l'aide des résultats financiers de 1994 et de 1995, la rentabilité et la viabilité des entreprises auxquelles EAC est venue en aide entre 1989 et 1993 et de sonder le lien pouvant exister entre la réussite financière et diverses caractéristiques d'un projet ou d'une entreprise.

Méthodologie de l'étude

L'étude a comporté :

- l'examen des dossiers d'EAC pour le choix des entreprises;
- la collecte de données - au moyen d'une interview téléphonique - sur les caractéristiques des entreprises et de leurs propriétaires, ainsi que de données sur l'emploi;
- l'examen et l'analyse des états financiers présentés par les entreprises.

L'étude faisait le point sur 1 341 entreprises auxquelles EAC est venue en aide à partir d'un échantillon direct de 704 entreprises. Une étude analogue mais moins exhaustive a porté, en 1992-1993, sur les entreprises subventionnées au début du programme.

Un traitement rigoureux uniforme des données financières est une caractéristique importante de la méthodologie de l'étude. Les états financiers fournis par les entreprises ont été rajustés (ou «normalisés») de la manière suivante :

- tous les états financiers ont été rajustés de manière à englober un salaire approprié pour les propriétaires exploitants, ce qui a réduit la rentabilité de la plupart des entreprises;
- les dépenses ou les revenus vraiment exceptionnels ont été rayés des états financiers, par exemple le profit de la vente d'actifs;
- les subventions ou contributions d'organismes gouvernementaux (y compris EAC) n'ont pas été considérées comme un revenu à moins d'avoir neutralisé les dépenses d'investissement dans l'entreprise.

Cette approche établit réellement une norme élevée de rendement pour ces jeunes entreprises.

Les entreprises actives qui ont fourni des données financières ont été classées dans l'une de quatre catégories en fonction des données financières rajustées (normalisées) :

Profits importants	Profits supérieurs à 10 % des revenus
Faibles profits	Profits inférieurs à 10 % des revenus
Faibles pertes	Pertes inférieures à 10 % des revenus
Pertes importantes	Pertes supérieures à 10 % des revenus

Les entreprises entrant dans l'une des trois premières catégories ont été considérées comme viables à ce stade-ci de leurs opérations compte tenu de l'analyse de suivi des entreprises examinées dans le cadre de l'étude de 1992-1993, puis de nouveau dans le cadre de la présente étude.

Principales conclusions

1. *Survie des entreprises subventionnées*

Conclusion : La survie des entreprises subventionnées est élevée à en juger par les données de référence disponibles. Après une à cinq années d'exploitation, 71,9 % des entreprises subventionnées demeurent actives. Ces entreprises actives interviennent pour 85,9 % de l'aide fournie dans le cadre du programme.

Les entreprises sur lesquelles la présente étude a porté ont reçu une aide d'EAC entre 1989 et la fin de 1993 environ. Dans l'ensemble :

- 71,9 % des entreprises subventionnées durant cette période pouvaient être considérées comme actives à l'été 1995;
- 24,7 % d'entre elles avaient interrompu leurs activités ou c'est du moins ce que l'on a supposé parce qu'il a été impossible de les rejoindre après des efforts de suivi intensifs;
- 3,4 % d'entre elles avaient été vendues ou avaient fusionné avec d'autres entreprises.

Les taux de survie varient en fonction d'un certain nombre de facteurs, mais notamment en fonction du montant de l'aide accordée. Par exemple, seulement 52,1 % des micro-entreprises (entreprises ayant reçu une aide inférieure à 15 000 \$) sont actuellement actives tandis que 94,6 % des entreprises ayant reçu au total 250 000 \$ ou plus le sont. Donc, un pourcentage très important de l'aide accordée dans le cadre du programme (85,9 %) a été fourni à des entreprises qui demeurent actives. Seulement 14,1 % de l'aide accordée durant les cinq premières années d'existence du programme est allée à des entreprises qui ont par la suite interrompu leurs activités ou fait faillite.

Les taux relativement élevés de fermeture parmi les entreprises ayant reçu une aide moins généreuse méritent d'être examinés de plus près, mais ne donnent pas nécessairement matière à inquiétude. Selon des études antérieures, lorsque ces micro-entreprises réussissent, les avantages sur le plan de l'emploi représentent un coût minime pour le programme, ce qui en fait un élément rentable de celui-ci.

Les taux de survie varient également en fonction d'autres facteurs, mais moins radicalement :

- Ce sont les jeunes entreprises qui ont le moins de chances (68,4 %) et celles qui ont pris de l'expansion le plus de chances (76,2 %) de survie. Les acquisitions se situent entre les deux avec un taux de survie de 71,1 %;
- La survie varie également en fonction du secteur industriel - entreprises agricoles (84,8 %), entreprises de construction (80 %) et entreprises du secteur des autres services (p. ex. divertissements et loisirs, services personnels et services ménagers) (75 %). Les taux de survie les plus bas ont été attribués aux entreprises manufacturière (62,7 %) et aux hôtels et restaurants (63,1 %);
- Sur les 200 entreprises dont le propriétaire ou l'un des propriétaires avait un diplôme d'études postsecondaires, 88 % ont survécu;
- Les entreprises dont mari et femme étaient propriétaires avaient plus de chances de survivre (79,1 %) que les entreprises appartenant à des hommes (72,6 %) ou à des femme (66,5 %).

Nous avons constaté que 22,3 % des entreprises autochtones examinées pour la première fois dans le cadre de cette étude avaient cessé leurs activités. Ces entreprises avaient été créées il y a plus d'un an, mais moins de quatre ans. Le taux de survie de ces entreprises n'est pas aussi élevé que celui qu'a fait ressortir l'étude de 1992-1993, mais il s'apparente à celui signalé pour l'ensemble des entreprises canadiennes.

2. Emploi

Conclusion : Les projets financés par EAC ont entraîné la création d'un nombre important d'emplois. La grande majorité de ces emplois ont été confiés à des autochtones - dont de nombreux jeunes.

Un avantage de taille associé aux entreprises autochtones auxquelles le programme vient en aide est l'emploi qu'elles créent - étant donné surtout que bon nombre d'entreprises sont exploitées dans des collectivités autochtones rurales et éloignées où les possibilités d'emploi sont limitées.

Selon l'étude, 964 entreprises étaient actives et offraient l'équivalent de 5 875 emplois à temps plein. Compte non tenu des expansions et des acquisitions dans le cas desquelles

du travail était déjà offert, 66,2 % de ces emplois, où l'équivalent de 3 889 emplois à temps plein, peuvent être attribués à l'aide d'EAC.

D'après l'aide totale fournie tant aux entreprises actives qu'à celles ayant cessé leurs activités, le coût par emploi à temps plein est de 28 388 \$.

Les données fournies par les entreprises interrogées indiquent que 81 % de leurs employés sont des autochtones. De tous les emplois occupés par des autochtones, 41,3 % le sont par des jeunes.

3. Viabilité des entreprises subventionnées

Conclusion : Environ la moitié des entreprises subventionnées enregistrent un bénéfice d'exploitation ou de faibles pertes après avoir assuré à leurs propriétaires exploitants un revenu conforme aux normes commerciales canadiennes. Une analyse longitudinale indique qu'il s'agit là d'une sous-évaluation des perspectives de survie des entreprises subventionnées.

Sur les 1 341 entreprises que l'étude englobait, 51 % pourraient être considérées comme viables selon une analyse conventionnelle. Après avoir appliqué des règles de normalisation strictes, nous avons constaté que :

- 17,4 % des entreprises subventionnées ont réalisé des profits importants;
- 19,4 % ont enregistré de faibles profits;
- 14,2 % ont accusé de faibles pertes.

Un suivi des entreprises incluses dans l'étude de 1992-1993 a fait ressortir que celles de la dernière catégorie ont presque autant de chances de survie que les entreprises rentables. En outre, il est probable que bon nombre des entreprises signalant des pertes importantes (20,9 % des entreprises sur lesquelles l'étude a porté) survivent d'après l'analyse effectuée.

La viabilité des divers groupes d'entreprises varie énormément :

- Seulement 28,2 % des micro-entreprises sont viables par comparaison à 56,6 % des autres. Parmi les entreprises recevant une aide de 250 000 \$ ou plus, 71,9 % sont considérées comme viables;
- 60,8 % des entreprises ayant procédé à une expansion sont considérées comme viables par comparaison à 48,4 % pour les acquisitions et à 43,5 % pour les démarrages;
- La viabilité varie énormément en fonction des secteurs industriels. Les meilleurs résultats obtenus ont été les suivants :

Services de production (67,6 %);

Construction (63,4 %);
Commerce de détail (61 %);
Transport (57,6 %).

Les résultats pour les secteurs de la pêche (26,1 %) et de l'agriculture (39,2 %) semblent faibles, mais l'analyse financière ne permet pas de tenir compte de certains des avantages que les entreprises de ces secteurs offrent à leurs propriétaires, c'est-à-dire l'abondance d'aliments et le style de vie. Les faibles résultats pour le secteur des autres services (39,2 %) sont peut-être plus significatifs;

- De bons résultats ont aussi été observés pour les entreprises dont mari et femme sont propriétaires (57,8 %), et notamment surtout pour des entreprises appartenant à un particulier ayant un diplôme d'études postsecondaires ou un baccalauréat (70,2 %).

4. Survie et croissance à long terme

Conclusion : La survie et la stabilité sont les principales caractéristiques des entreprises autochtones subventionnées en vertu du programme. Les données mises à jour des entreprises d'abord examinées dans le cadre de l'étude de 1992-1993 indiquent que :

- la survie est élevée même parmi les entreprises qui, d'après l'étude de 1992-1993, accusaient un déficit;
- la rentabilité des entreprises qui signalaient des profits en 1992-1993 a diminué;
- la croissance a été extrêmement limitée;
- la plupart des entreprises ont maintenu l'emploi aux niveaux de 1992. Cela est vrai autant pour les entreprises qui étaient déficitaires en 1992 que pour celles qui réalisaient des profits.

La présente étude a comporté la collecte de données récentes auprès de toutes les entreprises sur lesquelles a porté l'étude de 1992-1993. L'analyse de ces données par comparaison de celles fournies en 1992 a permis de faire un certain nombre de constatations importantes :

- Comme on s'y attendait, le taux de survie des entreprises ayant fait état de profits en 1992 est élevé. Plus précisément, 86 % des entreprises qui étaient rentables en 1992 étaient toujours en activité à l'été 1995. Cependant, le rendement de ces entreprises s'est détérioré. Seulement 60 % des entreprises qui ont survécu sont demeurées rentables. Autre constatation : le revenu total de ces

entreprises n'a augmenté que très légèrement, l'emploi total a plus ou moins baissé et les profits totaux ont grandement diminué.

- Alors qu'on ne s'y attendait pas, les entreprises ayant signalé des pertes en 1992 ont également survécu à des taux élevés. De celles qui ont fait état de faibles pertes en 1992, 80 % étaient toujours en exploitation à l'été 1995 - soit un taux presque aussi élevé que celui enregistré pour les entreprises rentables. L'étude a aussi fait ressortir que même parmi les entreprises ayant déclaré des pertes importantes en 1992, 60 % étaient en exploitation à l'été 1995. En général, les entreprises déficitaires en 1992 enregistraient toujours des pertes (après normalisation) en 1995. Toutefois, la taille des pertes a diminué et certaines entreprises sont maintenant rentables. La plupart des entreprises ont maintenu l'emploi aux niveaux de 1992 et réussi à obtenir ces résultats supérieurs grâce à une augmentation de leurs revenus.

Dans l'ensemble, ces résultats font ressortir une forte survie parmi les entreprises autochtones ayant bénéficié d'une aide, mais une croissance limitée. Des entreprises apparemment chancelantes ont survécu et maintenu leurs niveaux d'emploi. Par contre, des entreprises apparemment fortes ont perdu une partie de leur rentabilité et n'ont pas prospéré.

Au total, environ 90 % des emplois qui existaient en 1992 existent toujours. Ce qui est surprenant, c'est que la plupart des emplois sont les mêmes. La disparition d'emplois attribuable à la faillite d'entreprises est moins grande que prévu. Par ailleurs, les entreprises rentables n'ont quasiment créé aucun nouvel emploi.

Table des matières

Résumé	i
1.0 Introduction	1
2.0 Méthodologie de l'étude	4
2.1 Entreprises admissibles et prélèvement d'un échantillon	5
2.2 Cas reliés	8
2.3 Traitement de la non-réponse	9
2.4 Collecte des données	11
2.5 Contrôle de la qualité	14
3.0 La réussite financière des entreprises subventionnées	17
3.1 Résultats globaux	17
3.2 Comparaisons du rendement financier	17
3.3 Résultats en fonction de l'aide fournie	29
4.0 L'emploi chez les entreprises subventionnées par EAC	33
4.1 Caractéristiques de l'emploi	35
5.0 Comparaison avec l'étude de 1992-1993	36
5.1 Comparaison des résultats de 1992 et de 1995	36
5.2 Le rendement de 1992-1993 comme indicateur du rendement de 1995	41
5.3 Croissance de 1992-1993 à 1995	43
6.0 Caractéristiques des entreprises actives	48
6.1 Revenu	48
6.2 Propriété et structure de l'entreprise	49
6.3 Emplacement	50
6.4 Entreprises exportatrices	51
6.5 Utilisation d'ordinateurs au sein de l'entreprise	52

Annexes : (incluses dans ce volume-ci)

Annexe A : Tableaux financiers détaillés - Toutes les entreprises

Annexe B : Tableaux financiers détaillés - Entreprises actives seulement

Annexes techniques : (volume distinct)

Annexe C : Aide autorisée et emploi

Annexe D : Comparaison des résultats de 1993 et de 1995

Annexe E : Augmentation de l'emploi

Annexe F : Résultats de 1993

Annexe G : Normalisation des données financières

Annexe H : Questionnaire de l'étude

Annexe I : Définitions des termes financiers

1.0 Introduction

Entreprise autochtone Canada (EAC), un service d'Industrie Canada et des ministères qui l'ont précédé (ISTC, MEER, MEIR, etc.), finance des programmes de développement des entreprises pour les peuples autochtones depuis les années 70, durant lesquelles le programme des Ententes spéciales d'aménagement rural et de développement agricole a vu le jour. Le programme le plus récent - le Programme de développement des entreprises autochtones (PDEA) - a été établi en 1989-1990. La présente étude porte sur les entreprises qui ont bénéficié d'une aide dans le cadre du PDEA.

Une étude analogue a porté en 1992-1993¹ sur les entreprises qui ont reçu une aide au début du programme. La présente étude a consisté en un examen du rendement d'à peu près deux fois plus d'entreprises. En fait, toutes les entreprises examinées lors de la première étude ont aussi été englobées dans celle-ci. En outre, un échantillon d'entreprises qui n'avaient pas été incluses dans la première étude a été choisi pour la présente étude. La méthodologie utilisée est décrite en détail au chapitre 2 du rapport. Il convient de noter, à l'intention des lecteurs au courant de la première étude, que des améliorations ont été apportées à la méthodologie et que les résultats décrits ci-après ne peuvent être directement comparés au rapport de 1993. Toutefois, le chapitre 5 aborde la question de la comparabilité et met en contraste les statistiques sur le rendement provenant de la présente étude avec celles de l'étude de 1992-1993.

La méthodologie améliorée utilisée dans le cadre de cette étude-ci est le résultat d'un examen interne des procédures effectué par l'équipe de GGI, ainsi que des consultations que GGI a entreprises avec le personnel d'EAC et des représentants du ministère des Finances et du Bureau du vérificateur général. Ces modifications ont permis un traitement plus rigoureux des données financières, et la méthodologie révisée restreint la possibilité de surévaluer le rendement des entreprises subventionnées par EAC.

Les objectifs de l'étude étaient les suivants :

- déterminer la rentabilité et la viabilité des entreprises autochtones subventionnées dans le cadre du programme;
- mettre en contraste le rendement de divers groupes d'entreprises pour que le personnel du programme puisse avoir une meilleure idée des caractéristiques des projets qui ont réussi ou qui ont échoué;

¹Voir *Financial Performance and Employment Creation Relating to Firms Assisted by ABDP*, Goss Gilroy Inc., juin 1993.

- examiner, pour la première fois, le rendement des entreprises qui n'ont plus aucun rapport avec EAC et, en particulier, examiner la survie et la croissance à long terme des entreprises autochtones subventionnées par le programme;
- déterminer le nombre d'emplois qui ont été créés (ou maintenus) grâce au programme.

Le rapport est divisé en six chapitres. Outre ce chapitre-ci, qui sert d'introduction :

- Le chapitre 2 donne une description détaillée de la méthodologie de l'étude. Il s'agit d'un élément important du rapport, puisque la familiarité avec l'approche utilisée permettra aux lecteurs et aux analystes d'interpréter adéquatement les résultats présentés ailleurs dans le rapport.
- Le chapitre 3 présente les résultats de notre analyse du rendement financier des entreprises sur lesquelles l'étude a porté. Comme il est indiqué au chapitre 2, cette analyse est fondée sur les états financiers fournis par les entreprises. Des états financiers qui conviennent parfaitement au sein d'une entreprise ne sont pas nécessairement utiles à l'analyse de la rentabilité que devait comporter la présente étude. Par conséquent, nous avons revu et rajusté les états financiers. La méthodologie utilisée pour ces rajustements est décrite au chapitre 2. L'intention était de modifier les états pour que des événements exceptionnels ou des stratégies de gestion n'aient aucune incidence sur eux. Ainsi, les états financiers qui incluaient des subventions d'EAC ou d'autres ministères ou organismes gouvernementaux dans le revenu ont été modifiés afin que celui-ci n'englobe que les ventes réelles de l'entreprise. De même, les états financiers qui n'englobaient pas un salaire approprié pour les propriétaires travaillant au sein de l'entreprise ont été rajustés pour inclure un tel salaire.
- Le chapitre 4 fournit une analyse de l'emploi associé aux entreprises subventionnées par EAC. Les modifications apportées à la méthodologie nous ont permis d'analyser plus à fond que dans le cadre de la première étude dans la mesure dans laquelle il s'agit d'emplois supplémentaires.
- Le chapitre 5 met en contraste les résultats au chapitre du rendement décrits ci-après avec ceux qu'a fait ressortir l'étude de 1992-1993. Ce chapitre compare également le rendement en 1995 et en 1992 des entreprises incluses dans les deux études.
- Le chapitre 6 trace un profil des entreprises dont la présente étude a révélé qu'elles étaient exploitées activement.

2.0 Méthodologie de l'étude

La méthodologie s'inspire essentiellement de celle utilisée dans le cadre de l'étude 1992-1993, laquelle était modelée sur une étude pilote effectuée par la région centrale d'EAC à l'été 1992. Même si l'étude de 1992-1993 a été très réussie, une grande priorité a été accordée au perfectionnement de la méthodologie aux fins de la présente étude. GGI a pu faire appel à la même équipe exactement qu'en 1992-1993. EAC a apporté sa collaboration en détachant cinq personnes qui avaient participé à la première étude. GGI a effectué un examen interne et défini les possibilités d'amélioration. Des experts du ministère des Finances et du Bureau du vérificateur général ont accepté de rencontrer GGI et des représentants d'EAC, et ces consultations ont permis de cerner d'autres possibilités d'amélioration. GGI a ainsi pu élaborer une méthodologie améliorée et l'a présentée à l'équipe d'EAC au cours d'une réunion à Ottawa. Le feedback reçu a entraîné d'autres améliorations encore.

La méthodologie appliquée en 1992-1993 satisfaisait à des normes très élevées, mais l'approche utilisée dans le cadre de la présente étude était un peu plus rigoureuse et les résultats obtenus se défendent mieux. Le seul inconvénient, c'est que les résultats signalés ici ne peuvent être comparés directement à ceux du rapport de 1993. Néanmoins, au chapitre 5 du rapport, les résultats de la présente étude sont mis en contraste avec ceux de l'étude de 1992-1993.

Les caractéristiques de base de la méthodologie utilisée en 1992-1993 ont été retenues pour la présente étude :

- Les entreprises ayant récemment reçu une aide dans le cadre du programme ont été exclues puisqu'une évaluation de leur rendement financier n'a pas été jugée possible.
- L'étude a été effectuée conjointement par GGI et le personnel d'EAC. Cette approche offrait un certain nombre d'avantages :
 - Des études antérieures ont révélé qu'il était beaucoup plus probable que les entreprises autochtones acceptent de fournir les nombreuses données requises pour l'étude à EAC plutôt qu'à des conseillers. Étant donné que les bureaux d'EAC savaient également comment rejoindre les propriétaires des entreprises, des taux très élevés de réponse ont été obtenus;
 - Le personnel d'EAC avait accès à d'autres renseignements à propos des entreprises, qui leur ont permis de valider l'information fournie;
 - L'expertise de GGI en méthodes et en opérations d'enquête de même que son expérience de l'analyse du rendement financier des entreprises ont assuré une approche uniforme et rigoureuse de l'étude.

Le partenariat a abouti à une étude de qualité beaucoup supérieure à ce que chaque organisation aurait pu réaliser seule.

- La collecte des données a englobé un examen des dossiers (y compris des dossiers informatisés et sur papier), une interview téléphonique et l'envoi par la poste d'états financiers détaillés.
- L'analyse du rendement financier a été effectuée à partir des états financiers² présentés par les entreprises. Les états financiers ont été rajustés pour permettre une analyse de la rentabilité intrinsèque de chaque entreprise par opposition aux résultats réels dont ils faisaient état. La méthode utilisée pour ces rajustements est décrite en détail ci-dessous.

Les sections subséquentes du présent chapitre décrivent, plus en détail, chaque aspect de la méthodologie.

2.1 Entreprises admissibles et prélèvement d'un échantillon

Toutes les entreprises subventionnées dans le cadre du programme dont on pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'elles aient été en exploitation pendant deux années complètes pouvaient être incluses dans l'étude. Le choix s'est fait parmi les projets qui ont assuré une aide directe aux entreprises. L'analyse porte sur le rendement des entreprises. Cette distinction (c'est-à-dire entre les projets et les entreprises) n'était qu'une question mineure lors de l'étude de 1992-1993 puisque le programme était assez nouveau et que de multiples projets pour une seule entreprise étaient chose rare. Toutefois, la question a énormément compliqué la présente étude, et la méthodologie utilisée dans le cas de projets multiples pour une seule entreprise est décrite à la section 2.2 ci-dessous.

Les projets sélectionnés pour l'étude ont été divisés entre deux panels. Le panel 1 regroupait les projets choisis pour l'étude de 1992-1993. Le panel 2 englobait les projets entrepris depuis la première étude, ainsi que ceux sur lesquels l'étude de 1992-1993 n'avait pu porter parce que l'entreprise n'était pas en exploitation depuis deux années complètes à ce moment-là. Les projets se rapportant à des entreprises qui ne pouvaient pas avoir été en exploitation pendant deux années complètes (les critères arrêtés sont définis ci-dessous) n'ont pas été inclus dans le panel 2. Les procédures détaillées de sélection sont décrites ci-après pour chaque panel.

²Dans la plupart des cas, les états financiers fournis avaient été dressés par un comptable qualifié. Seules quelques petites ou très jeunes entreprises ont fourni des états financiers qu'elles avaient établis elles-mêmes.

2.1.1 Projets inclus dans l'étude de 1992-1993 - Panel 1

L'étude de 1992-1993 a été limitée aux projets subventionnés par le Programme de développement des entreprises autochtones dans le cadre desquels une aide a été offerte pour la création, l'acquisition, l'expansion, la modernisation ou l'amélioration d'une entreprise. Les études étaient exclues de même que les projets entrepris dans le cadre de programmes antérieurs (Programme de développement économique des autochtones et Ententes spéciales d'aménagement rural et de développement agricole). Au total, 1 302 projets satisfaisaient à ces critères. Bon nombre de ces projets n'avaient pas été menés à bien et souvent, dans le cas de ceux qui l'avaient été, les entreprises étaient très jeunes.

Étant donné que le but premier de l'étude de 1992-1993 était d'évaluer la rentabilité et la viabilité des entreprises subventionnées dans le cadre du programme, nombreux sont parmi les projets mentionnés ci-dessus ceux qui ont été exclus. On a jugé insatisfaisants les états financiers de la première année pour évaluer la rentabilité et la viabilité d'une entreprise. C'est pourquoi seules les entreprises susceptibles d'avoir été en exploitation pendant au moins deux années complètes ont été considérées comme admissibles. Ainsi, les projets de démarrage approuvés après le 30 septembre 1990 ont été exclus.

Des restrictions supplémentaires sont venues assurer que les projets subventionnés dans le cadre du programme avaient été menés à bien. Plus précisément, les projets dans le cas desquels moins de 50 % de l'aide autorisée avait été versée au 31 mars 1992 ont été exclus. De plus, les projets approuvés après le 30 septembre 1991, mais non encore entrepris, ont également été exclus.

Après l'application de ces critères, il restait 337 entreprises pour l'étude de 1993. Comme l'indique le rapport de 1993, l'enquête a fait ressortir que :

- 292 entreprises étaient actives;
- 10 entreprises n'ont pu être repérées ou ont refusé d'être interviewées;
- 9 entreprises avaient fait faillite;
- 26 entreprises avaient cessé leurs activités.

Nous avons essayé d'inclure dans la présente étude les 292 entreprises exploitées activement en 1992. Il y a eu deux exceptions :

- neuf de ces projets se sont avérés avoir été annulés avant le paiement final et ils ont été rayés de l'étude;
- six projets ont été omis par inadvertance.

Donc, 277 projets ont été identifiés pour le panel 1. Il convient de remarquer que les tableaux du chapitre 3 se rapportent à 322 entreprises - les 277 dont on savait qu'elles étaient actives à la fin de 1992 et les 45 qui soit avaient cessé leurs activités, soit ne pouvaient être rejointes lors de l'étude de 1992-1993. Par conséquent, l'analyse des échantillons du panel 1 au chapitre 3 porte sur toutes les entreprises, pas seulement sur celles dont on savait qu'elles étaient actives à la fin de 1992.

2.1.2 Projets non inclus dans l'étude de 1992-1993 - Panel 2

Pour le panel 2, nous avons identifié tous les projets d'entreprises (à l'aide des critères décrits en 2.1.1 ci-dessus) depuis la mise en oeuvre du programme qui n'avaient pas été inclus dans l'étude de 1992-1993. Nous avons exclu les projets suivants :

- les projets de démarrage approuvés après le 31 mai 1993;
- les projets autres que de démarrage (p. ex. les expansions ou les acquisitions) approuvés après le 1^{er} février 1994;
- les projets dans le cas desquels moins de 50 % de l'aide autorisée avait été versée au 30 novembre 1994.

Ainsi, 1 070 entreprises remplissaient les conditions requises. Étant donné que nous ne disposions pas des ressources nécessaires pour entreprendre une étude aussi vaste, nous avons procédé à un échantillonnage. Nous avons construit l'échantillon de manière à englober toutes les entreprises tout en incluant tous les projets de grande envergure (vu le montant de l'aide) dans l'échantillon. Pour satisfaire aux besoins en données du programme, un pourcentage plus élevé de petits projets faisant appel à un agent de service externe (ASE) a été choisi. Le schéma de sondage a été le suivant :

Aide autorisée	Présence d'un ASE	N Population	n Échantillon	Taux d'échantillonnage	Coefficient de pondération
100 000 \$ ou plus	Oui ou non	94	94	1	1
<100 000 \$	Oui	176	88	1/2	2
<100 000 \$	Non	800	200	1/4	4
TOTALS		1 070	382		

Tous les tableaux de ce rapport ont été produits à l'aide des coefficients de pondération afin que les estimations fournies soient sans biais. Les tableaux qui

incluent le nombre d'entreprises pour le panel 2 donnent au total 1 019, au lieu du nombre réel de projets qui est de 1 070, en raison de l'existence de projets multiples pour une entreprise dans un petit nombre de cas. Voir la section 2.2 ci-dessous.

2.2 Cas reliés

Certaines entreprises subventionnées dans le cadre du programme ont reçu une aide pour plus d'un projet. Cela a pu se produire pour deux raisons. Premièrement, une décision (p. ex. d'aider une entreprise à démarrer) peut entraîner la création de plus d'un projet pour faciliter l'administration. Deuxièmement, une entreprise peut recevoir une aide pour plus d'une activité (p. ex. l'acquisition et, par la suite, l'expansion d'une entreprise). En théorie, il a été possible de repérer ces cas à l'avance puisque la base de données du programme donne un aperçu par projet et par client. Toutefois, l'administration du programme (et la transmission de l'information pour la base de données) est très décentralisée, et nous n'étions pas certains que tous les cas de ce genre pourraient être détectés. Nous hésitions aussi à utiliser la base de données pour identifier les clients au lieu des projets puisque l'étude porte essentiellement sur les entreprises plutôt que sur les clients. Par exemple, si un client unique a reçu des fonds pour deux entreprises distinctes, nous devions inclure les deux entreprises. Par conséquent, nous avons choisi les projets à l'aide de l'approche décrite à la section 2.1. Durant l'examen des dossiers, le personnel d'EAC a repéré tous les cas échantillonnés qui avaient un lien entre eux (c'est-à-dire qui avaient trait au même client). Si plus d'un projet était échantillonné pour le même client, l'interview permettait de déterminer si les projets étaient reliés à une entreprise unique ou à plus d'une entreprise. Dans les cas où la distinction n'était pas claire pour le client, nous avons déterminé que deux entreprises distinctes mais liées pouvaient être considérées comme distinctes si des états financiers étaient établis pour chacune. Si, par contre, des états financiers consolidés étaient établis pour les deux entreprises ou toutes les entreprises, celles-ci étaient considérées comme une entreprise unique.

Ainsi, seulement un projet a été retenu dans la base de données pour chaque «entreprise». Cette méthodologie nous a amenés à estimer que 1 070 projets pouvant

faire partie du panel 2 se rapportent à 1 019 entreprises distinctes³ non incluses dans le panel 1.

Les cas reliés présentaient une autre complication que les représentants du Bureau du vérificateur général (BVG) ont fait ressortir. Lors de l'étude de 1992-1993, nous avons utilisé l'Aide autorisée totale (pour le projet) dans notre analyse. Comme les représentants du BVG l'ont signalé, il conviendrait d'utiliser l'Aide autorisée totale pour tous les projets se rapportant à la même entreprise. Il n'était pas utile de faire cette distinction pour l'étude de 1992-1993 puisque le programme était nouveau. Cependant, elle est importante pour la présente étude. Par conséquent, l'examen des dossiers a servi à délimiter le montant de l'aide accordée à une même entreprise pour tous les autres projets (que ces projets aient été inclus ou non dans l'échantillon). Lorsqu'il en est question dans le présent rapport, l'Aide autorisée totale se rapporte à la somme totale accordée à une entreprise par EAC.

2.3 Traitement de la non-réponse

L'étude de 1992-1993 a donné un taux de réponse très impressionnant. Des interviews téléphoniques ont eu lieu avec 97 % des entreprises cernées pour l'étude. Des états financiers ont été reçus de 80 % de celles dont on a constaté qu'elles étaient exploitées activement. Ces résultats plutôt incroyables sont attribuables à l'excellent travail du personnel d'EAC. Cependant, des experts de l'extérieur ont tous critiqué la façon dont GGI a traité la non-réponse. En 1992-1993, nous avons essentiellement ignoré les entreprises que nous n'avons pu trouver ou qui ont refusé d'être interviewées et dont le pourcentage s'élevait à 3 %. De toute évidence, cela n'a pas réellement eu d'incidence sur l'analyse en raison du très faible taux de non-réponse. Toutefois, d'après ce que nous a dit le personnel d'EAC avec qui nous avons fait le bilan dans le cadre de la présente étude, il semblerait que bon nombre des entreprises que nous n'étions pas arrivés à rejoindre ont cessé leurs activités. Par conséquent, nous avons décidé de les considérer comme fermées aux fins de la présente étude. Cela donne une

³Dans les cas où un projet du panel 2 était lié à un projet du panel 1, le projet du panel 1 a été retenu et celui du panel 2 a été éliminé. Cette approche minimise la répétition inhérente que suppose la détection de doubles dans l'échantillon puisque la plupart des liens concernent des projets des panels 1 et 2. Néanmoins, le nombre réel de nouvelles entreprises (c'est-à-dire ne faisant pas partie du panel 1) subventionnées dans le cadre du programme est vraisemblablement légèrement inférieur à 1 019 puisque notre approche ne permettait pas de déterminer ni de prendre en compte certains liens entre des projets du panel 2 non échantillonnés.

idée légèrement exagérée du nombre d'entreprises qui ont cessé leurs activités⁴, mais c'est de toute évidence plus juste que de supposer que les entreprises que nous n'avons pu rejoindre sont semblables à celles que nous avons rejointes.

La question la plus difficile est celle des entreprises dont l'étude a fait ressortir qu'elles sont actives, mais de qui nous n'avons reçu aucune donnée financière. Dans l'ensemble, ces entreprises sont susceptibles d'être plus petites que celles qui ont fourni des données financières, et leur rendement financier peut différer du leur. L'approche théoriquement correcte consiste tout simplement à les présenter dans l'analyse comme des entreprises actives dont on ne connaît par le rendement financier. Par exemple, on obtiendrait le tableau suivant pour les entreprises du panel 2 :

Rendement financier	Nombre d'entreprises	Pourcentage des entreprises
Actives	768	75,3 %
Actives - Aucune donnée financière	225	22,1 %
Profits importants	135	13,2 %
Faibles profits	101	14,5 %
Faibles pertes	148	9,9 %
Pertes importantes	159	15,6 %
Fermées ou impossibles à rejoindre	220	21,6 %
Fermées/inactives	159	15,6 %
Impossibles à rejoindre	61	6,0 %
Vendues/fusionnées	31	3,0 %
Total	1 019	100 %

Même si ce tableau représente, en théorie, la meilleure façon de traiter la non-réponse, en réalité, il est plus trompeur que n'importe quelle autre solution. Par exemple, le tableau semble indiquer que 15,6 % de toutes les entreprises

⁴Par exemple, pour la présente étude - dans le cadre de laquelle les données ont été recueillies durant l'été - un certain nombre de pêcheurs, que le personnel d'EAC sait être actifs, n'ont pu être contactés.

subventionnées ont survécu jusqu'à maintenant, mais qu'elles enregistrent des pertes importantes. En réalité, le nombre de ces entreprises est plus élevé encore étant donné que certaines des entreprises actives qui n'ont fourni aucune donnée financière entreraient elles aussi dans cette catégorie. Notre approche de cette difficile question a donc consisté à supposer que les entreprises actives n'ayant fourni aucune donnée financière ont eu un rendement analogue à celles qui en ont fourni. Par conséquent, le nombre d'entreprises qui sont actives, mais qui n'ont pas fourni de données financières, ne figure nulle part dans le rapport. Nous avons plutôt choisi de répartir la non-réponse entre les quatre catégories de rentabilité en fonction du rendement des entreprises qui ont fourni des états financiers (c'est-à-dire en utilisant la même approche que pour l'étude de 1992-1993). Néanmoins, les tableaux de l'annexe A donnent un aperçu des taux de non-réponse.

2.4 Collecte des données

L'expérience avait démontré que le personnel d'EAC réussirait vraisemblablement beaucoup mieux que des conseillers de l'extérieur à obtenir des données des entreprises autochtones. C'est pourquoi des employés de chaque bureau d'EAC ont été affectés à la collecte de données. Goss Gilroy Inc. (GGI) a été engagé pour :

- travailler avec le personnel du ministère à l'élaboration de la méthodologie pour l'étude;
- surveiller l'état d'avancement de l'étude et identifier les régions ayant besoin de ressources supplémentaires en raison des délais serrés de l'étude;
- veiller à l'application uniforme de la méthodologie dans toutes les régions;
- aider le personnel d'EAC à surmonter toutes les difficultés rencontrées;
- vérifier et réviser les questionnaires remplis présentés pour chaque région.

La collecte des données a consisté en quatre activités distinctes :

- Un **examen du dossier** a été effectué pour chaque projet sélectionné. Cet examen a permis de recueillir des données de base sur le projet et l'entreprise de même que des renseignements (à confirmer au moment de l'interview) sur les caractéristiques de l'entreprise et de ses propriétaires;
- Une **interview téléphonique** pour confirmer l'information recueillie lors de l'examen du dossier, obtenir des renseignements supplémentaires sur la situation de l'entreprise et demander des copies des états financiers les plus récents. Le personnel d'EAC avait reçu pour instructions de demander les états financiers existants pour les deux années les plus récentes;

- Un examen des états financiers présentés par les entreprises. Les représentants régionaux ont préparé un état des résultats et un bilan à partir de ces états, selon un libellé type. Des définitions de tous les termes leur ont été fournies⁵ et, en cas de doute, ils ont pu consulter GGI. Les représentants régionaux avaient pour tâche de juger de la fiabilité des états financiers et de définir les rajustements à apporter aux états présentés lorsque les salaires de la direction ne satisfaisaient pas à des normes raisonnables⁶. On avait également demandé au personnel d'EAC d'identifier tout poste des états financiers qui semblait douteux ou qui, même s'il était exact, risquait de fausser l'analyse de rentabilité. Il devait recommander des rajustements précis concernant les salaires des propriétaires exploitants⁷, mais se contenter dans tous les autres cas de porter la question à l'attention de GGI. Cette approche s'imposait puisqu'il n'était pas possible de prévoir toutes les questions qui pourraient se poser et d'élaborer la procédure à suivre dans chaque cas. Donc, la seule façon d'assurer un traitement uniforme était de laisser de tels rajustements à la discrétion de GGI.
- Un deuxième examen des états financiers par le personnel de GGI. Même si la procédure de rajustement du salaire et les termes financiers étaient bien définis, GGI a revu, dans tous les cas, la transformation des données des états financiers selon la grille type utilisée dans le cadre de l'étude, ainsi que les rajustements recommandés. Dans la plupart des cas, la transformation des données et les rajustements recommandés ont été jugés à propos. Le deuxième examen des états financiers avait cependant principalement pour objet de régler d'autres questions :

⁵Les définitions des termes financiers étaient fondées sur les normes de Statistique Canada.

⁶La plupart de ces rajustements concernaient des entreprises non constituées en société dont les états financiers n'incluaient pas de salaire pour la direction, d'où une exagération de la rentabilité de l'entreprise. À l'occasion, des entreprises très prospères ont signalé des salaires très élevés pour la direction, et ceux-ci ont été rajustés à la baisse pour que les états financiers reflètent véritablement la rentabilité de l'entreprise. Des salaires convenables pour les propriétaires exploitants ont été déterminés à l'aide de la grille de l'Annexe C.

⁷Cette tâche a été confiée au personnel d'EAC puisqu'il était en communication avec les agents de projet et avait accès à des dossiers qui n'étaient pas à la disposition de GGI.

- Étant donné que nous avons demandé au personnel d'EAC d'obtenir les données les plus récentes disponibles, nous avons reçu dans certains cas des états financiers préliminaires ou des données ne portant que sur une partie d'une année. Si les données les plus récentes avaient été établies selon les mêmes normes comptables que les années antérieures, nous les avons acceptées. Sinon, ou si nous avons des raisons de douter de l'exactitude des états les plus récents, nous avons plutôt utilisé ceux de l'année précédente. Lorsqu'il était possible de régler facilement la question par un simple rajustement (par exemple, en ajoutant une estimation pour l'amortissement en fonction de l'état de l'année précédente), nous avons rajusté et retenu les données les plus récentes.
- Le personnel d'EAC avait noté les gains ou les pertes extraordinaires pour faciliter notre examen. Ceux-ci ont été rajustés s'ils faussaient la mesure de la rentabilité intrinsèque de l'entreprise. Par exemple, nous avons supprimé des états financiers les revenus provenant de l'aliénation des biens. De même, des dépenses vraiment exceptionnelles (p. ex. des réparations ou des travaux de reconstruction après un incendie) ont été supprimées.
- Les subventions d'EAC ou d'autres ministères ou organismes gouvernementaux ont été soustraites des revenus, à moins d'avoir servi à l'achat de biens ou services. Nous avons fait cela pour deux raisons. Premièrement, toutes les entreprises ne considèrent pas les subventions reçues comme un revenu comme le permettent les principes comptables généralement admis. Cela est particulièrement vrai des entreprises dont les états ne sont pas dressés par quelqu'un ayant des compétences reconnues en comptabilité. En soustrayant les subventions reçues du revenu, nous mettions toutes les entreprises sur un pied d'égalité. Deuxièmement, les subventions faussent l'analyse de rentabilité, car elles ne représentent pas un revenu gagné dans le cadre des activités de l'entreprise.

À l'aide des données financières rajustées, nous avons classé les entreprises ayant fourni des données financières dans l'une de quatre catégories de rentabilité :

Profits importants	-	profits supérieurs à 10 % des ventes
Faibles profits	-	profits inférieurs à 10 % des ventes
Faibles pertes	-	pertes inférieures à 10 % des ventes
Pertes importantes	-	pertes supérieures à 10 % des ventes

2.5 Contrôle de la qualité

La participation de GGI tout au long de la phase de la collecte des données avait deux buts principaux :

- veiller à ce que la méthodologie soit utilisée de la même manière dans toutes les régions;
- surveiller le respect du calendrier pour s'assurer que des mesures correctives pourraient être prises à la date la plus rapprochée possible.

Les mesures particulières suivantes ont été prises :

- Les employés régionaux d'EAC ont reçu une formation individuelle sur le questionnaire et les définitions;
- On a demandé aux employés régionaux d'EAC de fournir un compte rendu complet de leurs deux premières interviews à la date la plus rapprochée possible. GGI a revu les documents présentés et donné au besoin des conseils pour s'assurer du respect des procédures et des définitions;
- On a encouragé les employés régionaux d'EAC à téléphoner à GGI en cas de doute, et ils ont reçu réponse à leurs questions en moins de 24 heures (habituellement plus rapidement);
- Il y a eu des conférences hebdomadaires. Toutes les ambiguïtés qui avaient été soulevées durant la semaine par une région - ou relevées par GGI - ont été abordées et clarifiées. Le procès-verbal de toutes les conférences téléphoniques a été distribué au plus tard le jour ouvrable suivant ;
- Il y a eu publication de bulletins pour éclaircir toutes les questions embarrassantes;
- Des statistiques sur les progrès réalisés ont été recueillies chaque semaine auprès de chaque région et un rapport sur l'état d'avancement des projets a été préparé.

Les employés d'EAC se sont chargés de la normalisation des états financiers étant donné leurs compétences comme comptables et la plus grande quantité d'information dont ils disposaient. Toutefois, des directives très claires⁸ leur ont été fournies au sujet de la normalisation. En outre, comme il est indiqué ci-dessus, GGI a revu tout le traitement des données financières et les rajustements proposés par le personnel d'EAC.

⁸Voir l'Annexe G.

Le questionnaire⁹ était complexe et englobait des renseignements provenant des dossiers, des questions ouvertes et des questions fermées, ainsi que des renseignements financiers exhaustifs. Un certain nombre de mesures ont été prises pour assurer l'exactitude des données utilisées dans cette analyse :

- deux semaines avant la date limite, GGI a demandé aux régions de lui envoyer tous les questionnaires remplis. Pendant les deux semaines suivantes, des documents lui ont été envoyés deux fois par semaine. Il a ainsi été possible d'examiner les documents avant la saisie des données. En cas de doute, des appels de suivi ont été effectués dans les régions;
- toutes les données ont été saisies à l'aide d'un processus selon lequel elles ont été introduites deux fois au clavier et comparées aux fins de vérification. Si elles ne concordaient pas, il fallait se reporter aux documents originaux;
- les données financières du fichier informatique ainsi produit ont été soumises à des contrôles de cohérence.

L'étude de 1992-1993 figure parmi les sondages et les collectes de données les plus difficiles que GGI ait jamais vus. Les données requises étaient exhaustives et complexes; les répondants étaient difficiles à rejoindre; le fardeau des répondants était énorme; la collecte des données se faisait aux quatre coins du pays; et les intervieweurs ont effectué leur travail tout en s'acquittant d'autres responsabilités. Qui plus est, le délai d'exécution était limité et le calendrier, rigide. Néanmoins, les taux de réponse obtenus ont de loin dépassé les attentes et les données étaient d'une excellente qualité. Comme nous l'avons dit dans le rapport de 1993, tout cela n'aurait pas été possible sans l'aide de l'équipe dévouée et compétente avec qui ce fut un plaisir de travailler. La présente étude nous a permis de mettre à profit l'expérience déjà acquise. Même si des enseignements utiles ont pu être tirés de l'expérience de 1992-1993, la présente étude nous obligeait à relever de nouveaux défis étant donné, notamment, que la taille de l'échantillon avait doublé, que certaines améliorations avaient été apportées à la méthodologie et que l'équipe chargée du projet était beaucoup plus nombreuse. Une fois de plus, l'excellent travail et la collaboration du personnel d'EAC ont été essentiels à la réalisation du projet.

⁹Voir l'Annexe H.

3.0 La réussite financière des entreprises subventionnées

Dans ce chapitre-ci du rapport, nous présentons les résultats financiers détaillés pour chaque panel et globalement.

3.1 Résultats globaux

Le tableau qui suit montre les résultats globaux pour les entreprises du panel 1 et du panel 2.

Rendement des entreprises	Panel 1	Panel 2	Toutes les entreprises
Actives	63,0 %	74,7 %	71,9 %
Profits importants	13,0 %	18,7 %	17,4 %
Faibles profits	16,1 %	20,4 %	19,4 %
Faibles pertes	14,8 %	14,0 %	14,2 %
Pertes importantes	19,1 %	21,5 %	20,9 %
Fermées ou présumées fermées	32,3 %	22,3 %	24,7 %
Fermées	25,5 %	16,3 %	18,5 %
Pas d'interview - présumées fermées	6,8 %	6,0 %	6,2 %
Vendues/fusionnées	4,7 %	3,0 %	3,4 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	322	1 019	1 341

Le résultat le plus remarquable qui ressort du tableau est que plus de la moitié (63 %) des entreprises du panel 1 demeurent actives. En dépit du fait que les projets d'aide à ces entreprises remontent, en moyenne, à deux années de plus que ceux des entreprises du panel 2, tout au plus 32,3 % des entreprises du panel 1 avaient cessé leurs activités au moment du sondage, comparativement à 22,3 % des entreprises plus jeunes du panel 2. Cela pourrait être en partie attribuable au nombre relativement peu élevé de nouvelles entreprises parmi celles du panel 1.

3.2 Comparaisons du rendement financier

Cette section-ci du rapport compare le rendement de divers sous-groupes d'entreprises subventionnées.

3.3.1 Les micro-entreprises par opposition aux autres

Aux fins de la présente analyse, les micro-entreprises ont été définies comme étant celles dont l'aide totale dans le cadre du programme n'a pas dépassé 15 000 \$. Les résultats de base sont les suivants :

Rendement des entreprises	Micro-entreprises	Autres entreprises
Actives	52,1 %	77,7 %
Profits importants	9,4 %	19,3 %
Faibles profits	13,0 %	21,1 %
Faibles pertes	5,8 %	16,2 %
Pertes importantes	23,9 %	21,1 %
Fermées ou présumées fermées	40,7 %	20,0 %
Fermées	30,8 %	14,9 %
Pas d'interview - présumées fermées	9,8 %	5,1 %
Vendues/fusionnées	7,2 %	2,3 %
Total	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	305	1 036

Ces résultats sont plutôt dramatiques. Seulement 22,4 % des micro-entreprises ont pu réaliser des profits par opposition à 40,4 % des autres entreprises. De plus, le risque de faillite est à peu près deux fois plus élevé dans le cas des micro-entreprises. Le pourcentage des micro-entreprises qui sont fermées ou présumées fermées est évalué à 40,7 %, contre 20 % des autres entreprises.

Les responsables du programme reconnaissent que les micro-entreprises représentent un plus grand risque. Les taux relativement élevés de fermeture vont donc dans le sens des attentes et ne donnent pas nécessairement matière à inquiétude. Une analyse réalisée en 1994¹⁰ montre que, malgré de nombreuses fermetures, les micro-entreprises représentent un élément rentable du programme.

3.2.2 Aide autorisée

L'aide autorisée désigne le montant total du financement autorisé pour l'entreprise dans le cadre du programme.

¹⁰ *Economic Impacts of Aboriginal Business - A Preliminary Analysis*, Goss Gilroy Inc., janvier 1994.

Rendement des entreprises	< 15 000 \$	15 000 \$ - 49 999 \$	50 000 \$ - 249 999 \$	250 000 \$ +
Actives	52,1 %	73,4 %	79,8 %	94,6 %
Profits importants	9,4 %	16,2 %	21,9 %	22,8 %
Faibles profits	13,0 %	17,9 %	23,5 %	26,3 %
Faibles pertes	5,8 %	12,2 %	18,9 %	22,8 %
Pertes importantes	23,9 %	27,0 %	15,5 %	22,8 %
Fermées ou présumées fermées	40,7 %	23,0 %	18,9 %	5,4 %
Fermées	30,8 %	16,8 %	14,4 %	4,1 %
Pas d'interview - présumées fermées	9,8 %	6,3 %	4,4 %	1,4 %
Vendues/fusionnées	7,2 %	3,5 %	1,3 %	0,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	305	512	450	74

Ces résultats indiquent que les entreprises recevant une moins grande aide financière sont plus susceptibles de cesser leurs activités et plus susceptibles aussi d'avoir été vendues ou fusionnées avec d'autres entreprises.

Un examen plus détaillé du tableau ci-dessus indique également que, parmi les entreprises actives, ce sont celles qui reçoivent une plus grande aide financière qui ont le plus de chances d'être rentables¹¹. Les données suivantes sont extraites du tableau ci-dessus :

Rendement des entreprises	< 15 000 \$	15 000 \$ - 49 999 \$	50 000 \$ - 249 999 \$	250 000 \$ +
Actives	52,1 %	73,4 %	79,8 %	94,6 %
Profits importants	9,4 %	16,2 %	21,9 %	22,8 %
Faibles profits	13,0 %	17,9 %	23,5 %	26,3 %
Entreprises rentables (en %)	22,4 %	34,2 %	45,4 %	49,0 %
Pourcentage d'entreprises actives rentables	43,1 %	46,5 %	56,9 %	51,9 %

Comme le tableau l'indique, plus de 50 % des entreprises actives qui ont reçu une aide d'au moins 50 000 \$ sont rentables. Cependant, étant donné que les principales incidences économiques des projets ont trait à l'emploi créé par les entreprises

¹¹Il convient de remarquer que les subventions d'EAC n'ont pas été acceptées comme revenu lors de l'examen des états financiers.

subventionnées¹² et que les plus petits projets créent plus d'emploi par dollar d'aide, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. En particulier, le taux de réussite plus élevé des entreprises recevant une aide plus généreuse ne sous-entend pas que les plus gros projets constituent un meilleur investissement. En fait, les données recueillies jusqu'à maintenant¹³ suggèrent le contraire.

3.2.3 Type de projet

Dans l'étude de 1992-1993, les démarrages étaient sous-représentés en raison de la nécessité pour une entreprise d'avoir été en exploitation pendant deux années complètes pour être incluse dans l'étude. La présente étude permet une meilleure comparaison du rendement des trois types de projets.

Rendement des entreprises	Démarrage	Acquisition	Expansion/ modernisation
Actives	68,4 %	71,1 %	76,2 %
Profits importants	18,4 %	14,7 %	17,3 %
Faibles profits	16,8 %	17,8 %	23,1 %
Faibles pertes	8,3 %	15,9 %	20,4 %
Pertes importantes	25,0 %	22,7 %	15,4 %
Fermées ou présumées fermées	28,7 %	24,2 %	20,2 %
Fermées	23,7 %	20,6 %	11,6 %
Pas d'interview - présumées fermées	5,0 %	3,6 %	8,6 %
Vendues/fusionnées	2,9 %	4,6 %	3,6 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	621	194	526

Il est évident que le rendement des entreprises subventionnées ne varie pas tellement en fonction du type de projet. Cependant, les nouvelles entreprises et, dans une mesure moindre, celles qui ont mis en oeuvre un projet d'acquisition sont plus susceptibles d'avoir cessé leurs activités ou d'avoir été impossibles à rejoindre. Deux autres observations peuvent être faites à partir de ce tableau :

- Il y a de plus grandes chances que les démarrages se soldent par l'un des trois résultats les plus extrêmes - fermeture, pertes importantes et profits importants;

¹²*Economic Impacts of Aboriginal Business - A Preliminary Analysis*, Goss Gilroy Inc., janvier 1994.

¹³*Ibid.*

- Ce sont les expansions et les modernisations qui semblent offrir les meilleures perspectives d'avenir. Plus de 40 % des entreprises ainsi visées sont rentables - après que leurs états financiers ont fait l'objet d'une procédure de normalisation rigoureuse - et 20,4 % font état de faibles pertes.

3.2.4 Secteur industriel

Étant donné la plus grande envergure de la présente étude, il est possible d'examiner les variations par secteur industriel de manière plus détaillée qu'en 1992-1993.

Industries primaires

Le tableau ci-dessous donne les résultats obtenus sur le plan du rendement pour les trois principales industries du secteur primaire¹⁴ :

Rendement des entreprises	Agriculture et industries connexes	Pêche	Exploitation forestière et minière
Actives	84,8 %	65,2 %	68,2 %
Profits importants	19,6 %	20,9 %	17,1 %
Faibles profits	1,3 %	2,6 %	19,9 %
Faibles pertes	18,3 %	2,6 %	11,4 %
Pertes importantes	45,6 %	39,1 %	19,9 %
Fermées ou présumées fermées	14,3 %	32,6 %	31,8 %
Fermées	9,5 %	24,7 %	21,2 %
Pas d'interview - présumées fermées	4,8 %	7,9 %	10,6 %
Vendues/fusionnées	1,0 %	2,2 %	0,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	105	89	85

Des trois groupes d'industries primaires, c'est celui de l'agriculture et des industries connexes qui a de loin les meilleures chances de survie¹⁵. Les entreprises du secteur

¹⁴Il convient de remarquer que les opérations minières étaient chose très rare et que les résultats ont été combinés à ceux obtenus pour l'exploitation forestière.

¹⁵Il importe de remarquer, cependant, que le taux de fermeture est peut-être exagéré pour les entreprises du secteur de la pêche de même que pour celles du secteur de l'exploitation forestière. Le personnel d'EAC a signalé que certaines entreprises opérationnelles de ces secteurs n'ont pu être contactées lors de l'étude du fait que la collecte des données s'est faite durant l'été.

des pêches avaient un taux élevé de fermeture ou étaient plus nombreuses à avoir été impossibles à rejoindre et il y avait également de moins grandes chances qu'elles fournissent des états financiers (voir l'Annexe A). En fait, c'est le seul groupe examiné dans le cadre de cette étude dont les entreprises actives étaient plus susceptibles de ne pas fournir d'états financiers que d'en fournir.

D'autres observations peuvent être tirées de ce tableau. Les voici :

- Les entreprises du secteur de l'exploitation forestière et minière ont obtenu un rendement beaucoup plus élevé que celles des deux autres groupes - 37 % d'entre elles sont rentables et 11,4 % signalent de faibles pertes;
- Les entreprises agricoles sont plus susceptibles d'avoir survécu (au moins 84,8 % sont actives), mais la vaste majorité perdent de l'argent et nombre d'entre elles, des sommes considérables. Cela peut s'expliquer, en partie, par la nature de certains segments de l'industrie où les revenus sont faibles durant les deux ou trois premières années;
- Les entreprises du secteur des pêches ont tendance à enregistrer des résultats extrêmes. Soit qu'elles aient cessé leurs activités, soit qu'elles signalent des pertes importantes¹⁶, soit qu'elles enregistrent de gros profits.

Industries secondaires

Les résultats en ce qui concerne le rendement des entreprises des secteurs de la fabrication, de la construction ainsi que du transport et des communications sont les suivants :

¹⁶La procédure de normalisation peut ne pas convenir tout à fait dans le cas de cette industrie puisque le poisson et le gibier ne sont pas considérés comme une compensation pour les propriétaires tandis que ces derniers peuvent fort bien estimer qu'il s'agit là d'une part substantielle de leur revenu. Cela est également vrai pour le secteur agricole et pourrait expliquer le pourcentage très élevé d'entreprises actives qui ont fait état de pertes importantes.

Rendement des entreprises	Fabrication	Construction	Transport et communications
Actives	62,7 %	80,0 %	73,3 %
Profits importants	12,3 %	19,0 %	21,8 %
Faibles profits	17,7 %	19,0 %	17,5 %
Faibles pertes	17,7 %	25,4 %	18,3 %
Pertes importantes	15,0 %	16,5 %	15,7 %
Fermées ou présumées fermées	32,7 %	19,2 %	24,2 %
Fermées	20,9 %	12,5 %	15,8 %
Pas d'interview - présumées fermées	11,8 %	6,7 %	8,5 %
Vendues/fusionnées	4,5 %	0,8 %	2,4 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	110	120	165

Les entreprises du secteur de la fabrication sont les plus susceptibles et celles du secteur de la construction les moins susceptibles d'avoir cessé leurs activités.

Les entreprises des secteurs de la construction et du transport et des communications semblent avoir de belles perspectives d'avenir. Parmi les entreprises de construction, 63,4 % sont rentables ou légèrement déficitaires (38 % sont rentables à l'heure actuelle). Parmi les entreprises du transport et des communications¹⁷, 57,6 % sont rentables ou font état de faibles pertes (39,3 % sont rentables à l'heure actuelle). Même si les entreprises du secteur de la fabrication avaient relativement plus de chances de cesser leurs activités, comme il est indiqué ci-dessus, celles qui demeurent actives sont susceptibles de se classer aussi bien dans l'une des quatre catégories de rendement que dans l'autre.

Industries des ventes et des services

Les entreprises des industries des ventes et des services représentent à peu près la moitié des entreprises subventionnées dans le cadre du programme. Leurs résultats sur le plan du rendement sont les suivants :

¹⁷Il s'agit dans environ 80 % des cas d'entreprises de transport. Même si ces deux secteurs ont été regroupés en raison du petit nombre d'entreprises des communications (27 au total), les données de l'Annexe A indiquent que les résultats encourageants sur le plan du rendement sont essentiellement attribuables aux entreprises du secteur du transport.

Rendement des entreprises	Commerce de gros et de détail	Hôtels/ restaurants	Services de production	Autres services
Actives	72,3 %	63,1 %	67,6 %	75,0 %
Profits importants	14,9 %	20,4 %	19,3 %	14,9 %
Faibles profits	32,6 %	17,5 %	35,4 %	14,2 %
Faibles pertes	13,5 %	9,7 %	12,9 %	10,1 %
Pertes importantes	11,2 %	15,5 %	0,0 %	35,8 %
Fermées ou présumées fermées	24,0 %	25,5 %	32,4 %	22,0 %
Fermées	19,2 %	19,9 %	29,4 %	20,0 %
Pas d'interview - présumées fermées	4,8 %	5,7 %	2,9 %	2,0 %
Vendues/fusionnées	3,8 %	11,3 %	0,0 %	3,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	292	141	34	200

Voici ce qui se dégage surtout de ce tableau :

- Environ la moitié (47,5 %) du grand nombre d'entreprises du secteur du commerce de gros et de détail (plus de 90 % de ces entreprises sont dans le commerce de détail) subventionnées dans le cadre du programme sont rentables après normalisation des états financiers;
- Même si un grand nombre d'entreprises du secteur des services de production ont cessé leurs activités, la presque totalité des entreprises actuellement actives de ce secteur sont rentables. Celles qui ne le sont pas annoncent de faibles pertes. Cependant, seul un petit nombre d'entreprises du secteur des services de production ont reçu une aide dans le cadre du programme;
- 75 % des entreprises des «Autres services» sont actuellement actives - soit un plus grand nombre que pour les autres secteurs de ce groupe. Cependant, près des deux tiers des entreprises actives de ce secteur sont actuellement déficitaires et la plupart d'entre elles font état de pertes importantes.

3.2.5 À l'intérieur et à l'extérieur des réserves

Les entreprises financées dans le cadre du programme se répartissent presque également entre celles qui sont situées à l'intérieur et à l'extérieur des réserves. Comme on pouvait s'y attendre, les entreprises des réserves étaient moins susceptibles de fournir des états financiers pour cette étude que les entreprises de l'extérieur des réserves. Le statut et le rendement actuels de ces entreprises sont les suivants :

Rendement des entreprises	Des réserves	Hors réserves
Actives	70,5 %	73,3 %
Profits importants	20,7 %	15,3 %
Faibles profits	19,3 %	19,5 %
Faibles pertes	11,1 %	16,3 %
Pertes importantes	19,3 %	22,1 %
Fermées ou présumées fermées	28,2 %	21,2 %
Fermées	21,2 %	15,8 %
Pas d'interview - présumées fermées	7,0 %	5,4 %
Vendues/fusionnées	1,3 %	5,5 %
Total	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	671	670

Les taux de fermeture sont un plus élevés pour les entreprises des réserves (jusqu'à 28,2 % des entreprises des réserves ont fermé par comparaison à 21,2 % des entreprises hors réserves). En outre, il est plus probable que des entreprises hors réserves aient été vendues ou fusionnées avec d'autres entreprises (5,5 % contre 1,3 %). Enfin, les entreprises hors réserves ont légèrement plus de chances d'être rentables (40 % par opposition à 34,8 % des entreprises hors réserves).

3.2.6 Caractéristiques des propriétaires

L'examen des dossiers et l'enquête ont permis de recueillir diverses données sur les propriétaires des entreprises, d'où la possibilité de comparer le rendement des entreprises en fonction des caractéristiques de leurs propriétaires.

Sexe du (des) propriétaire(s)

Un petit nombre d'entreprises (d'autres sociétés familiales, ainsi que des sociétés dont des partenaires des deux sexes n'ont aucun lien de parenté et des entreprises gérées par la collectivité à qui elles appartiennent) ne sont pas incluses dans le tableau qui suit. Les résultats sur le plan du rendement sont les suivants pour le reste des entreprises.

Rendement des entreprises	Hommes	Femmes	Mari/femmee
Actives	72,6 %	66,5 %	79,1 %
Profits importants	20,6 %	11,5 %	11,4 %
Faibles profits	17,7 %	19,1 %	29,7 %
Faibles pertes	14,0 %	12,0 %	16,7 %
Pertes importantes	20,3 %	24,0 %	21,3 %
Fermées ou présumées fermées	24,8 %	25,7 %	18,6 %
Fermées	17,6 %	20,4 %	16,4 %
Pas d'interview - présumées fermées	7,2 %	5,2 %	2,3 %
Vendues/fusionnées	2,6 %	7,8 %	2,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	908	230	177

Ces résultats ne font guère ressortir de différences sur le plan du rendement des entreprises en fonction du sexe des propriétaires. Les entreprises appartenant à des femmes étaient plus susceptibles d'être vendues. Les entreprises appartenant à des hommes avaient un peu plus de chances d'être rentables que celles appartenant à des femmes (38,3 % contre 30,6 %). Les entreprises appartenant à des couples (mari et femme) sont plus susceptibles d'être actives que celles appartenant à un particulier d'un sexe ou de l'autre. Parmi les entreprises actives, les entreprises gérées par mari et femme avaient un rendement financier analogue à celles gérées par des hommes.

Ascendance

La grande majorité des entreprises subventionnées dans le cadre du programme appartiennent à des particuliers qui sont des Indiens inscrits. Les Indiens non inscrits, les Inuit et les non-autochtones sont très peu nombreux parmi les propriétaires et entrent tous dans la catégorie «Autres». Les résultats pour ces trois groupes individuels sont fournis à l'Annexe A.

Rendement des entreprises	Indiens inscrits	Métis	Origines multiples	Autres
Actives	69,8 %	82,0 %	78,5 %	62,1 %
Profits importants	20,2 %	12,6 %	17,9 %	10,0 %
Faibles profits	17,3 %	23,3 %	20,9 %	22,8 %
Faibles pertes	11,4 %	22,1 %	16,5 %	14,6 %
Pertes importantes	20,9 %	24,0 %	23,2 %	14,6 %
Fermées ou présumées fermées	27,8 %	11,7 %	20,1 %	30,3 %
Fermées	20,8 %	10,7 %	17,4 %	16,7 %
Pas d'interview - présumées fermées	6,9 %	1,0 %	2,7 %	13,6 %
Vendues/fusionnées	2,5 %	6,3 %	1,3 %	7,6 %

Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	854	206	149	132

Le résultat le plus remarquable de ce tableau, c'est que 11,7 % des entreprises appartenant à des Métis avaient cessé leurs activités. Les fermetures étaient chose relativement rare pour les entreprises appartenant à des particuliers d'ascendance mêlée. Cependant, il y avait plus de chances pour que les entreprises actives de ces deux groupes soient déficitaires. Dans l'ensemble, le pourcentage des entreprises rentables est relativement constant pour les quatre groupes.

Éducation

Rendement des entreprises	Primaire ou moins	Secondaire ou moins	Études post-secondaires	Diplôme
Actives	75,7 %	74,2 %	76,6 %	88,0 %
Profits importants	13,9 %	17,5 %	20,5 %	23,0 %
Faibles profits	24,7 %	19,1 %	19,5 %	27,4 %
Faibles pertes	13,9 %	16,1 %	9,0 %	19,8 %
Pertes importantes	23,2 %	21,4 %	27,6 %	17,9 %
Fermées ou présumées fermées	18,7 %	22,3 %	20,4 %	10,0 %
Fermées	13,1 %	19,2 %	18,2 %	9,0 %
Pas d'interview - présumées fermées	5,6 %	3,1 %	2,2 %	1,0 %
Vendues/fusionnées	5,6 %	3,5 %	3,0 %	2,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	107	655	269	200

Les entreprises appartenant à un diplômé sont celles qui sont le moins susceptibles d'avoir cessé leurs activités, et plus de la moitié de ces entreprises sont actuellement rentables. Pour les trois autres groupes, les résultats sur le plan du rendement ne diffèrent pas tellement.

Expérience antérieure comme propriétaire

Ces données ne sont habituellement disponibles que pour les entreprises qui ont été contactées dans le cadre de l'étude¹⁸. Par conséquent, la catégorie «Pas d'interview - présumées fermées» est rare ici. Les deux groupes de ce tableau peuvent être comparés assez facilement, mais la comparaison de ces résultats aux données d'autres tableaux est quelque peu trompeuse.

Rendement des entreprises	Expérience antérieure des affaires	Aucune expérience
Actives	78,6 %	76,4 %
Profits importants	16,6 %	20,3 %
Faibles profits	26,5 %	17,0 %
Faibles pertes	18,5 %	12,4 %
Pertes importantes	16,9 %	26,7 %
Fermées ou présumées fermées	15,8 %	21,5 %
Fermées	13,2 %	18,4 %
Pas d'interview - présumées fermées	2,6 %	3,1 %
Vendues/fusionnées	5,6 %	2,1 %
Total	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	462	771

Plus d'un tiers des propriétaires des entreprises subventionnées dans le cadre du programme avaient déjà de l'expérience comme propriétaires ou gestionnaires. Comme le montre le tableau, cette expérience s'est révélée utile. Ces entreprises étaient moins susceptibles d'avoir cessé leurs activités (15,8 % contre 21,5 %), et il y avait plus de chances qu'elles soient rentables (43,1 % contre 37,3 %). Fait à signaler surtout, il y avait relativement moins de chances qu'elles déclarent des pertes importantes (16,9 % contre 26,7 %).

3.2.7 Présence d'un agent de service externe (ASE)

Certains projets sont gérés directement par des employés d'EAC tandis qu'un agent de service externe intervient relativement à d'autres projets. Durant l'examen des dossiers, le personnel d'EAC a cerné les projets faisant grandement appel à la participation d'un agent de service externe, et le tableau qui suit met en contraste le

¹⁸Pour ce qui est d'autres caractéristiques des propriétaires (p. ex. âge, sexe, éducation et ascendance), les données ont été tirées des dossiers du programme lorsqu'il s'est avéré impossible de rejoindre un propriétaire.

rendement de ces entreprises avec celui des entreprises dont le personnel d'EAC est le premier responsable.

Rendement des entreprises	ASE	Pas d'ASE
Actives	77,9 %	70,4 %
Profits importants	18,7 %	17,0 %
Faibles profits	21,3 %	18,9 %
Faibles pertes	14,2 %	14,2 %
Pertes importantes	23,8 %	20,2 %
Fermées ou présumées fermées	20,2 %	25,8 %
Fermées	14,4 %	19,5 %
Pas d'interview - présumées fermées	5,7 %	6,3 %
Vendues/fusionnées	1,9 %	3,8 %
Total	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	263	1 078

Comme l'indique ce tableau, les entreprises faisant appel à la participation d'un agent de service externe sont plus susceptibles d'être actives (77,9 % par opposition à 70,4 %). Chez les entreprises actives, la présence d'un agent de service externe ne semble pas être liée à la rentabilité.

3.3 Résultats en fonction de l'aide fournie

Aux sections 3.1 et 3.2, nous avons indiqué le rendement financier actuel des entreprises subventionnées dans le cadre du programme. L'importance de l'aide offerte aux entreprises qui réussissent bien par opposition à celles qui s'en tirent moins bien présente également un certain intérêt. Le tableau qui suit illustre globalement le pourcentage des entreprises qui ont atteint différents résultats, ainsi que le pourcentage de l'aide totale fournie dans le cadre du programme qui a été accordé à ces entreprises.

Rendement des entreprises	% des entreprises	% de l'aide
Actives	71,9 %	85,9 %
Profits importants	17,4 %	18,0 %
Faibles profits	19,4 %	23,9 %
Faibles pertes	14,2 %	21,7 %
Rentables ou faibles pertes	50,9 %	63,7 %
Pertes importantes	20,9 %	22,2 %
Fermées ou présumées fermées	24,7 %	13,2 %
Fermées	18,5 %	9,5 %

Pas d'interview	6,2 %	3,7 %
Vendues/fusionnées	3,4 %	0,9 %
Total	100,0 %	100,0 %
Entreprises/aide	1 341	112 159 586 \$

Comme le montre ce tableau, l'investissement dans le programme s'est avéré plus rentable que pourraient le laisser croire les résultats signalés dans les deux sections précédentes :

- 71,9 % des entreprises financées dans le cadre du programme sont actuellement actives, mais elles ont reçu 85,9 % de l'aide accordée;
- les entreprises subventionnées qui sont rentables ou qui font état de faibles pertes après la normalisation, soit 50,9 %, interviennent pour 63,7 % de l'aide fournie par le programme;
- les entreprises qui ont cessé leurs activités ou qui ont été vendues ont reçu, en moyenne, une moins grande aide que les entreprises exploitées activement à l'heure actuelle.

Les trois tableaux ci-dessous montrent que c'est le cas pour les trois types de projets :

Démarrages

Même si, comme il est indiqué à la section 3.2, le taux d'insuccès est plus élevé dans le cas des démarrages que pour tous les autres types de projets, le tableau qui suit montre que 85,4 % de l'aide accordée pour le démarrage a été versée à des entreprises qui demeurent actives :

Rendement des entreprises	% des entreprises	% de l'aide
Actives	68,5 %	85,4 %
Profits importants	18,4 %	23,2 %
Faibles profits	16,8 %	14,7 %
Faibles pertes	8,3 %	21,0 %
Rentables ou faibles pertes	43,5 %	58,8 %
Pertes importantes	25,1 %	26,6 %
Fermées ou présumées fermées	28,5 %	13,6 %
Fermées	23,5 %	10,7 %
Pas d'interview	5,0 %	3,0 %
Vendues/fusionnées	2,9 %	0,9 %
Total	100,0 %	100,0 %
Entreprises/aide	620	51 122 701 \$

Expansions/Modernisations

Comme il est indiqué à la section 3.2, les entreprises qui ont reçu une aide aux fins d'une expansion ou d'une modernisation sont plus susceptibles d'être demeurées actives. Même si ce facteur peut paraître important lorsqu'on regarde le pourcentage des entreprises subventionnées qui sont demeurées actives (p. ex. 76,2 % dans le cas des expansions/acquisitions par opposition à 68,4 % dans le cas des démarrages), son importance est limitée pour ce qui est de l'aide fournie. Comme il est indiqué ci-dessous, 87,6 % des fonds consacrés à des expansions/acquisitions ont été versés à des entreprises qui demeurent actives et 68,7 %, à des entreprises qui font état de légers profits ou pertes après la normalisation. Les chiffres équivalents pour les démarrages sont de 85,4 % et de 58,8 %.

Rendement des entreprises	% des entreprises	% de l'aide
Actives	76,2 %	87,6 %
Profits importants	17,3 %	14,0 %
Faibles profits	23,1 %	31,4 %
Faibles pertes	20,4 %	23,2 %
Rentables ou faibles pertes	60,8 %	68,7 %
Pertes importantes	15,4 %	18,9 %
Fermées ou présumées fermées	20,2 %	11,5 %
Fermées	11,6 %	6,1 %
Pas d'interview	8,6 %	5,4 %
Vendues/fusionnées	3,6 %	0,9 %
Total	100,0 %	100,0 %
Entreprises/aide	526	38 739 356 \$

Acquisitions

Un nombre relativement faible d'acquisitions sont financées dans le cadre du programme, mais elles représentent une partie considérable des fonds versés. Les acquisitions comportent l'achat d'une entreprise existante dont la propriété est transférée à des autochtones. La tendance est la même pour ces projets que dans le cas des démarrages et des expansions. Fait particulièrement intéressant à signaler, 66,8 % de l'aide pour les acquisitions a été allouée pour l'achat d'entreprises qui sont actuellement rentables ou légèrement déficitaires.

Rendement des entreprises	% des entreprises	% de l'aide
---------------------------	-------------------	-------------

Actives	71,1 %	84,1 %
Profits importants	14,7 %	12,7 %
Faibles profits	17,8 %	33,0 %
Faibles pertes	15,9 %	21,1 %
Rentables ou faibles pertes	48,4 %	66,8 %
Pertes importantes	22,7 %	17,3 %
Fermées ou présumées fermées	24,2 %	14,9 %
Fermées	20,6 %	12,5 %
Pas d'interview	3,6 %	2,3 %
Vendues/fusionnées	4,6 %	1,0 %
Total	100,0 %	100,0 %
Entreprises/aide	194	22 270 529 \$

4.0 L'emploi chez les entreprises subventionnées par EAC

Les données de l'Annexe D fournissent de l'information sur les emplois qui existent à l'intérieur des entreprises subventionnées dans le cadre du programme. L'annexe renferme des renseignements sur l'emploi à temps plein et à temps partiel d'autochtones et de non-autochtones pour toutes les entreprises et pour divers groupes d'entreprises. Ces données et les résultats d'une analyse de l'augmentation de l'emploi sont résumés au tableau suivant.

Les définitions qui suivent ont été utilisées pour les données du tableau :

- L'aide désigne l'aide fournie à toutes les entreprises, non seulement à celles qui sont actuellement actives;
- On calcule les ETP (équivalents temps plein) pour les autochtones en supposant que deux temps partiels équivalent à un temps plein. Les ETP pour les non-autochtones sont obtenus de la même manière;
- On calcule l'aide par ETP en divisant l'aide totale versée à toutes les entreprises par le nombre d'ETP chez les entreprises actuellement actives;
- Les données sur l'emploi supplémentaire de l'Annexe E ont servi au calcul pour l'avant-dernière colonne du tableau. La mesure de l'emploi supplémentaire tient compte du fait que certains des emplois des projets d'expansion et d'acquisition existeraient même si le projet d'EAC n'était pas allé de l'avant.

Dans l'ensemble, les données indiquent qu'il y a 5 875 ETP au sein des 1 341 entreprises sur lesquelles l'étude a porté. De ce nombre, 3 951 (67,3 %) sont autochtones. L'analyse des données indique que l'emploi supplémentaire correspond à 66,2 % de l'emploi total, c'est-à-dire qu'il peut être attribué au financement des projets par EAC¹⁹. Le calcul de l'emploi supplémentaire s'est fait de la manière suivante :

- **Démarrages.** Tout l'emploi résultant de démarrages a été considéré comme supplémentaire;
- **Expansions et acquisitions.** Lors du sondage, on a demandé aux propriétaires ce qui serait arrivé aux employés en poste si le projet n'avait pas été entrepris. Pour ceux qui ont répondu « Tous seraient demeurés en poste. », l'emploi supplémentaire a été défini comme étant la différence entre l'emploi actuel et

¹⁹La totalité de cet emploi ne peut être attribuée au programme étant donné que certains des projets auraient peut-être été entrepris sans l'aide d'EAC.

l'emploi avant la mise en œuvre du projet. Pour ceux qui ont répondu que l'entreprise aurait fermé ses portes si ce n'avait été du projet, tout l'emploi a été considéré comme supplémentaire. Pour ceux qui ont répondu «Quelques employés auraient été mis à pied.», nous avons supposé que la moitié des employés en poste auraient été mis à pied en l'absence du projet.

	N ^{br} d'entr.	N ^{br} d'entr. actives	Aide (en millions de dollars)	ETP autochtones	ETP non autochtones	Aide par ETP	ETP supplémentaire en %	Aide par ETP supplémentaire
Toutes les entreprises	1 341	964	112,2	3 951	1 924	19 091 \$	66,2 %	28 848 \$
Démarrages	620	425	51,1	1 720,5	429	23 784 \$	100,0 %	23 784 \$
Acquisitions	194	138	22,3	517,5	474	22 461 \$	54,1 %	41 511 \$
Expansions	526	401	38,7	1 713	1 021	14 169 \$	44,5 %	31 819 \$
Dans les réserves	671	473	49,7	2 238	349	19 208 \$	71,3 %	26 934 \$
Hors réserves	670	491	62,5	1 713	1 575	18 999 \$	62,1 %	30 576 \$

Les résultats clés ici sont ceux de la colonne d'extrême droite. Ces données indiquent que pour chaque tranche d'aide de 28 848 \$, les projets subventionnés ont entraîné la création de l'équivalent d'un emploi à temps plein.

Il convient de noter que l'«Aide par ETP supplémentaire» varie considérablement en fonction du type de projet. L'aide par ETP supplémentaire va de 23 784 \$ pour les démarrages à 41 511 \$ pour les acquisitions. L'écart entre les entreprises des réserves et les entreprises hors réserves est minime.

Il convient également de noter que les emplois dans le cas des démarrages et des projets entrepris dans les réserves sont pour la plus grande partie occupés par des autochtones. Étant donné que le chômage est généralement élevé chez les autochtones, ce résultat, joint à l'aide la moins élevée par ETP, donne à entendre que ce sont les démarrages et les projets dans les réserves qui sont le plus rentables.

4.1 Caractéristiques de l'emploi

Une étude antérieure²⁰ fournit des renseignements détaillés sur l'emploi de divers groupes de clients. Dans ce rapport, nous n'abordons que deux questions notables :

- la répartition des emplois à temps plein et des emplois à temps partiel;

²⁰A Profile of Clients of Aboriginal Business Canada, Goss Gilroy Inc., juin 1995.

- la mesure dans laquelle les entreprises subventionnées fournissent de l'emploi aux jeunes autochtones.

Au total, les 1 341 entreprises sur lesquelles l'étude a porté auraient fourni 4 864 emplois à des autochtones. De ce nombre, 3 038 (62,5 %) sont des emplois à temps plein et 1 826 (37,5 %), des emplois à temps partiel. Vu que deux emplois à temps partiel équivalent à un emploi à temps plein, nous avons estimé que les entreprises subventionnées ont fourni l'équivalent de 3 951 emplois à temps plein à des autochtones. Les mêmes entreprises ont fourni 2 293 emplois à des non-autochtones. De ce nombre, 1 555 (67,8 %) sont des emplois à temps plein et 738 (32,2 %) des emplois à temps partiel. Au total, les entreprises subventionnées ont donc fourni l'équivalent de 1 924 emplois à temps plein à des non-autochtones.

Dans le rapport mentionné précédemment (*A Profile of Clients Assisted by Aboriginal Business Canada*), nous estimions que 41,3 % des employés autochtones des entreprises subventionnées dans le cadre du programme étaient des jeunes - de 30 ans ou moins. La multiplication par le même pourcentage des données sur l'emploi mentionnées ci-dessus nous amène à dire que les entreprises subventionnées sur lesquelles l'étude a porté auraient fourni l'équivalent de 1 632 emplois à temps plein aux jeunes autochtones.

5.0 Comparaison avec l'étude de 1992-1993

Comme nous l'avons indiqué ailleurs dans le présent rapport, il est difficile de comparer les résultats de la présente étude à ceux mentionnés dans notre rapport de 1993 étant donné que des améliorations ont été apportées à la méthodologie utilisée en 1992-1993. Dans la section 5.1, nous faisons des comparaisons : premièrement, en choisissant des entreprises ayant participé à la présente étude qui se comparent en gros à celles examinées lors de l'étude de 1992-1993; deuxièmement, en comparant les résultats pour chaque type de projet²¹; et, troisièmement, en rajustant les résultats de 1992-1993 en fonction de la méthodologie utilisée en 1995.

À la section 5.2, nous examinons les résultats des entreprises qui ont participé aux deux études et nous indiquons quel est leur rendement actuel par comparaison à 1992.

5.1 Comparaison des résultats de 1992 et de 1995

Les entreprises du panel 2 en sont environ au même stade de leur développement que celles examinées dans le cadre de l'étude de 1992-1993. Toutefois, une comparaison des résultats dont il est fait état au chapitre 3 avec ceux du rapport de 1993 serait trompeuse pour un certain nombre de raisons :

- Lors de l'étude de 1992-1993, les entreprises qui n'ont pas pu ou n'ont pas voulu être interviewées ont été ignorées au moment de l'analyse tandis qu'en 1995, elles ont été présumées fermées;
- Le pourcentage des démarrages, des acquisitions et des expansions dans le cadre de la présente étude est assez différent de celui de l'étude de 1992-1993. En particulier, les démarrages étaient sous-représentés dans la première étude et ils sont surreprésentés dans le panel 2 de la présente étude;
- L'examen des états financiers lors de la première étude a consisté essentiellement à vérifier leur exactitude et à faire en sorte qu'un salaire adéquat soit inclus pour les propriétaires exploitants. En 1995, ces éléments ont été retenus, mais des rajustements ont également été apportés aux états financiers du fait qu'il avait été décidé
 - de supprimer les pertes/revenus exceptionnels;
 - de soustraire du revenu le produit de la vente de biens ou les subventions d'EAC ou d'autres organismes gouvernementaux;

²¹Étant donné que la proportion des démarrages, des acquisitions et des expansions est assez différente d'une étude à l'autre.

- de s'assurer qu'il serait tenu compte de l'amortissement et d'autres éléments selon des principes de comptabilité généralement admis.

Aux fins de l'analyse présentée dans ce chapitre-ci, nous avons fait des rajustements pour tenir compte des deux premiers points mentionnés ci-dessus. Dans un premier temps, nous avons reproduit les tableaux de la base de données de 1993 en supposant que les dix entreprises qui n'avaient pas répondu au sondage en 1992-1993 avaient cessé leurs activités²². Dans un deuxième temps, nous avons examiné chaque type de projet séparément. Nous n'avons pas pu faire aussi facilement des rajustements dans le cas du troisième point, ce qui a une incidence sur les comparaisons faites ici. Si les entreprises ayant participé à l'étude de 1995 ont un rendement équivalent à celles examinées en 1992-1993, nous nous attendrions - en raison de la méthodologie différente utilisée - à ce que les résultats de 1995 soient un peu moins positifs.

Démarrages

Comme le montre le tableau qui suit, les jeunes entreprises examinées en 1995 étaient moins susceptibles d'être actives que celles examinées en 1992-1993 (70,3 % par opposition à 84,5 %). Cependant, il y avait beaucoup plus de chances que les entreprises actives soient rentables dans la présente étude. En 1995, 53,4 % des jeunes entreprises qui étaient toujours actives étaient rentables par opposition à 31,1 % des jeunes entreprises actives sur lesquelles a porté l'étude de 1992-1993. Cela est d'autant plus digne de mention que les différences dans la méthodologie utilisée autorisent à penser que l'écart est encore plus grand que celui observé.

Rendement des jeunes entreprises	1992-1993	1995
Actives	84,5 %	70,3 %
Profits importants	14,8 %	19,8 %
Faibles profits	11,4 %	17,7 %
Faibles pertes	24,0 %	6,8 %
Pertes importantes	34,2 %	26,0 %
Fermées ou présumées fermées	15,5 %	27,3 %
Fermées	12,9 %	22,4 %
Pas d'interview - présumées fermées	2,6 %	5,0 %
Vendues/fusionnées	0,0 %	2,4 %
Total	100,0 %	100,0 %

²²Cependant, ce rajustement pourrait ne pas avoir l'effet voulu étant donné la période différente de l'année où les deux études ont été réalisées. L'étude de 1995 a été effectuée durant l'été et les taux de non-réponse étaient plus élevés que dans le cadre de celle de 1992-1993, effectuée à la fin de l'automne 1992.

Nombre d'entreprises	116	501
% des entreprises actives rentables	31,1 %	53,4 %

Acquisitions

Dans le cas des acquisitions, l'étude de 1992-1993 a également fait ressortir des taux de survie plus élevés que celle de 1995. Chez les entreprises actives, les chances de rentabilité sont essentiellement les mêmes puisque le petit écart observé peut vraisemblablement être attribué aux différences dans la méthodologie utilisée dans le cadre des deux études.

Rendement des acquisitions	1992-1993	1995
Actives	85,7 %	74,4 %
Profits importants	16,5 %	18,6 %
Faibles profits	28,6 %	16,6 %
Faibles pertes	19,5 %	15,7 %
Pertes importantes	21,1 %	23,5 %
Fermées ou présumées fermées	14,3 %	20,5 %
Fermées	13,0 %	17,1 %
Pas d'interview - présumées fermées	1,3 %	3,4 %
Vendues/fusionnées	0,0 %	5,1 %
Total	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	77	117
% des entreprises actives rentables	52,6 %	47,4 %

Expansions

Comme dans le cas des démarrages et des acquisitions, il y avait de moins grandes chances que les entreprises ayant fait l'objet d'une expansion examinées en 1995 soient actives par comparaison à 1992-1993. Dans le cas des expansions, toutefois, la différence est essentiellement attribuable à la plus grande fréquence en 1995 de la réponse «Pas d'interview - présumées fermées». Comme nous l'avons déjà indiqué, cela peut s'expliquer en partie par les taux plus élevés de non-réponse chez les entreprises actives en 1995 étant donné que la collecte des données s'est faite durant l'été.

Parmi les entreprises actives, il était plus probable que celles examinées en 1995 soient rentables. Étant donné les différences dans la méthodologie, l'écart observé, 53,1 % contre 48,9 %, constitue vraisemblablement une sous-estimation. Il convient de noter aussi qu'il était beaucoup moins probable en 1995 qu'elles signalent des pertes importantes.

Rendement des expansions	1993	1995
Actives	90,1 %	80,3 %
Profits importants	23,5 %	17,6 %
Faibles profits	20,6 %	25,1 %
Faibles pertes	16,6 %	22,2 %
Pertes importantes	29,4 %	15,4 %
Fermées ou présumées fermées	9,9 %	16,5 %
Fermées	6,9 %	8,5 %
Pas d'interview - présumées fermées	3,1 %	8,0 %
Vendues/fusionnées	0,0 %	3,2 %
Total	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	131	401
% des entreprises actives rentables	48,9 %	53,1 %

Résumé des différences entre 1992-1993 et 1995

Cette comparaison des résultats du panel 2 de l'étude de 1995 aux résultats de l'étude de 1992-1993 avait pour objet de mettre en contraste le rendement des entreprises subventionnées au début du programme avec celui des entreprises ayant reçu une aide plus récemment. Les deux ensembles de données renferment des données sur le rendement des entreprises qui ont été recueillies environ au même moment après la mise en oeuvre du projet d'EAC. Cette analyse a fait ressortir ce qui suit :

- Les entreprises subventionnées plus récemment dans le cadre du programme ont à peu près deux fois plus de chances d'avoir échoué au cours de leurs deux premières années d'existence. Cette différence peut être moins prononcée dans le cas des acquisitions;
- Parmi les entreprises qui ont survécu, il y a beaucoup plus de chances que celles ayant été subventionnées plus tard au cours du programme atteignent la rentabilité dans un délai d'un an ou deux. Cela est particulièrement digne de mention pour les démarrages dans le cas desquels les résultats de 1995 indiquent que le pourcentage des entreprises actives atteignant la rentabilité se compare à celui signalé pour les acquisitions et les expansions. Par comparaison, en 1992-1993, moins d'un tiers (31,1 %) des jeunes entreprises ayant survécu étaient rentables - chiffre bien inférieur aux données équivalentes pour les expansions ou les acquisitions.

L'interprétation de ces résultats contradictoires - taux plus élevé d'insuccès et de rentabilité - présente des difficultés et dépasse le cadre de la présente analyse. Des modifications apportées au programme dans l'intervalle ont été axées principalement

sur la gestion du portefeuille. En particulier, les projets approuvés plus tard dans le cadre du programme sont beaucoup plus susceptibles d'avoir englobé une allocation pour le soutien à l'entreprise que les projets approuvés au cours des deux premières années de mise en oeuvre du programme. Ce facteur pourrait en partie expliquer les meilleurs résultats au chapitre de la rentabilité. Toutefois, divers autres facteurs - meilleure sélection des projets, conjoncture économique ou accès amélioré aux services de production - pourraient également être intervenus.

De même, le taux plus élevé d'insuccès est difficile à interpréter. L'aide accordée aux deux groupes est demeurée essentiellement la même :

Aide accordée	< 15 000 \$	15 000 \$ - 49 999 \$	50 000 \$ - 249 999 \$	250 000 \$ +	Total
Étude de 1992/1993	20,8 %	38,2 %	34,8 %	6,2 %	100,0 %
Panel 2 de l'étude de 1995	23,4 %	38,2 %	33,2 %	5,3 %	100,0 %

Rien ne semble donc indiquer que le financement fourni a été moins qu'adéquat ou que le programme met davantage l'accent sur les plus petits projets auxquels des risques plus élevés d'insuccès pourraient être associés. Le taux d'insuccès plus élevé pourrait être attribuable à une moins bonne sélection des projets aux fins de financement, quoique cela paraisse invraisemblable étant donné la rentabilité accrue des entreprises actives. Cela pourrait être attribuable également à des changements dans la conjoncture économique. L'explication la plus plausible des deux résultats observés serait peut-être que les entreprises moins prospères sont maintenant plus susceptibles de cesser leurs activités tandis qu'au début du programme il y avait plus de chances qu'elles continuent d'être exploitées à perte.

5.2 Le rendement de 1992-1993 comme indicateur du rendement de 1995

Lors de l'étude de 1992-1993, comme dans le cadre de la présente étude, les entreprises ont été classées selon leur rendement financier. Les données recueillies auprès de ces mêmes entreprises pour la présente étude nous permettent d'examiner la mesure dans laquelle les résultats de 1992-1993 étaient indicatifs du rendement en 1995. Essentiellement, cette analyse, résumée dans le tableau ci-dessous, indique que le rendement en 1992-1993 était un indicateur solide des résultats de 1995. Voici les principales conclusions de cette analyse :

- Plus de 80 % des entreprises ayant signalé de faibles pertes ou profits en 1992-1993 étaient toujours actives en 1995;

- Même si les entreprises ayant fait état de faibles pertes avaient presque autant de chances de survie que celles qui ont déclaré des profits, il y avait beaucoup moins de chances qu'elles réalisent des profits (38,2 % de celles qui ont fourni des données financières en 1995 par opposition à 65 % des entreprises qui étaient rentables en 1992-1993 et qui ont fourni des données financières en 1995);
- Même si les entreprises ayant fait état de pertes importantes en 1992-1993 (plus de 10 % des ventes) étaient plus susceptibles de cesser leurs activités, il est remarquable que 60,6 % d'entre elles demeurent actives plus de trois ans plus tard. Cependant, la plupart de ces entreprises ont de nouveau fait état de pertes²³. Cela et le point susmentionné donnent à entendre que la normalisation dans le cadre des deux études a entraîné une sous-estimation de la rentabilité des entreprises autochtones. Nous avons normalisé les données financières pour éviter de surévaluer la viabilité d'entreprises qui ont atteint le seuil de la rentabilité en utilisant différentes stratégies, notamment en sous-payant des propriétaires exploitants ou en liquidant leurs actifs. Il y a des chances pour que tous les propriétaires de jeunes entreprises ou d'entreprises ayant récemment fait l'objet d'une acquisition ou d'une expansion aient recours à de telles stratégies, si nécessaire, pour survivre pendant un certain temps, mais, à long terme, ils se tourneront vers d'autres possibilités si l'entreprise ne leur assure pas un revenu adéquat. Néanmoins, du moins pour certains segments de la communauté des affaires autochtone, ces résultats donnent à penser qu'un taux de rendement marginal est parfaitement acceptable et que de nombreuses entreprises qui ne seraient pas jugées viables selon une analyse conventionnelle peuvent en fait survivre pendant de nombreuses années;
- Les entreprises qui ont indiqué en 1992-1993 qu'elles établissent des états financiers, mais qui n'ont pas voulu ou n'ont pas pu les fournir pour l'étude de 1993 sont aussi susceptibles que d'autres entreprises d'être demeurées actives (69,6 % de ces entreprises sont actives par opposition à 73,3 % de toutes les entreprises qui étaient actives selon l'étude de 1992-1993). Cependant, seulement 55,9 % de celles qui ont indiqué en 1992-1993 qu'elles ne dressaient pas d'états financiers sont toujours actives. Étant donné qu'il s'agit dans la plupart des cas de petites entreprises individuelles situées dans une réserve, les taux élevés de fermeture peuvent être attribuables non seulement au rendement financier, mais aussi en partie à des changements dans l'état de

²³De celles qui ont fait état de pertes, environ 70 % ont encore une fois signalé des pertes importantes (voir le tableau 50 des annexes).

santé ou le style de vie du propriétaire. Les données indiquent qu'il était peu probable que les entreprises d'un groupe comme de l'autre soient rentables en 1995, mais les chiffres qui ont été inclus dans le tableau se rapportent à un très petit nombre d'entreprises;

- La presque totalité des entreprises qui avaient été vendues ou fusionnées selon l'étude de 1995 avaient fait état de pertes importantes en 1992-1993 ou omis de fournir des données financières pour l'étude menée à l'époque;
- Un nombre étonnamment élevé d'entreprises qui avaient fait état de pertes importantes en 1992-1993 n'ont pas fourni de données financières pour l'étude de 1995²⁴. Parmi celles qui ont fourni des données financières, 67,9 % étaient rentables²⁵.

Rendement en 1995	Rendement en 1992-1993						
	Ne dressent pas d'états financiers	N'ont pas fourni de données financières	Pertes importantes	Faibles pertes	Faibles profits	Profits importants	Total
Actives	55,9 %	69,6 %	60,6 %	80,0 %	84,0 %	87,8 %	73,3 %
N'ont pas fourni de données financières	41,2 %	30,4 %	14,1 %	12,0 %	12,0 %	30,6 %	20,9 %
Ont fourni des données financières	14,7 %	39,1 %	46,5 %	68,0 %	72,0 %	57,1 %	52,3 %
Non rentables	8,8 %	30,4 %	35,2 %	42,0 %	26,0 %	18,4 %	28,2 %
Rentables	5,9 %	8,7 %	11,3 %	26,0 %	46,0 %	38,8 %	24,2 %
Entreprises rentables qui ont fourni des données financières (en %)	40,0 %	22,2 %	24,2 %	38,2 %	63,9 %	67,9 %	46,2 %
Fermées ou présumées fermées	44,1 %	13,0 %	26,8 %	20,0 %	12,0 %	12,2 %	21,3 %
Vendues/fusionnées	0,0 %	17,4 %	12,7 %	0,0 %	4,0 %	0,0 %	5,4 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	34	23	71	50	50	49	277

5.3 Croissance de 1992-1993 à 1995

²⁴Il convient de signaler que bon nombre de ces entreprises ne sont plus tenues par contrat de fournir des données financières à EAC et pourraient avoir simplement refusé de participer à l'étude.

²⁵Sur les 28 entreprises ayant fourni des données financières, 19 étaient rentables. Sur ces 19, 12 ont de nouveau fait état de profits importants.

Nous examinons dans cette section-ci la croissance des entreprises ayant participé à l'étude de 1992-1993. Étant donné que la collecte des données pour l'étude de 1992-1993 a eu lieu en novembre et décembre 1992 et que les données pour l'étude de 1995 ont été recueillies en juin, juillet et août 1995, les statistiques sur la croissance s'échelonnent sur une période de 32 mois.

Revenu et profits

Le tableau qui suit illustre les changements au niveau du revenu et des profits pour les entreprises qui étaient actives en 1992. Les entreprises qui étaient actives en 1995, mais qui n'ont pas fourni de données financières sont exclues de cette analyse. Cependant, les entreprises dont on a constaté qu'elles avaient cessé leurs activités en 1995 ou qui n'ont pu être rejointes y sont incluses (leur revenu et leurs profits étant nuls). Comme le montre le tableau qui suit, le revenu des 162 entreprises a augmenté de 6,1 % ou de 2,3 % par année. Fait intéressant à signaler, ce sont les entreprises qui déclaraient des pertes importantes lors de l'étude de 1992-1993 qui ont connu la meilleure croissance, même si les données de 1992-1993 englobent le revenu d'un certain nombre d'entreprises qui ont cessé leurs activités par la suite et qui ne sont nullement intervenues dans le total pour 1995.

Il est troublant de constater au bas du tableau que plus de 70 % des profits signalés lors de l'étude de 1992-1993 ont cessé d'être réalisés. Les entreprises enregistrant des profits importants en 1992-1993 avaient fait état de profits globaux de 3,5 millions de dollars à l'époque, mais ces profits sont passés à 1,1 million de dollars seulement en 1995. Les données de la section 5.2 indiquent que les entreprises ayant déclaré de faibles profits en 1992-1993 avaient des taux élevés de survie et de bonnes chances de demeurer rentables en 1995. Cependant, comme il est indiqué ci-dessous, ces entreprises ont fait état globalement de pertes de 372 972 \$. L'inverse est vrai pour les entreprises ayant déclaré de faibles pertes en 1993. Dans l'ensemble, ces entreprises ont réalisé des profits en 1995. Les entreprises ayant fait état de pertes importantes en 1992-1993 ont réduit leurs pertes d'environ 75 % comme on pouvait s'y attendre étant donné leurs gains importants au chapitre du revenu.

	Pertes importantes	Faibles pertes	Faibles profits	Profits importants	Total
Revenu déclaré en 1992-1993	7 305 650 \$	23 510 986 \$	17 394 697 \$	21 873 596 \$	70 084 929 \$
Revenu déclaré en 1995	9 059 705 \$	22 840 086 \$	17 850 825 \$	24 630 210 \$	74 380 826 \$
Différence - montant	1 754 055 \$	(670 900 \$)	456 128 \$	2 756 614 \$	4 295 897 \$
Différence - en %	24,0 %	-2,9 %	2,6 %	12,6 %	6,1 %
Différence annuelle	8,4 %	-1,1 %	1,0 %	4,6 %	2,3 %

Profits déclarés en 1992-1993	(1 931 837 \$)	(585 093 \$)	625 811 \$	3 500 291 \$	1 609 172 \$
Profits déclarés en 1995	(529 154 \$)	240 342 \$	(372 972 \$)	1 117 016 \$	455 232 \$
Différence - montant	1 402 683 \$	825 435 \$	(998 783 \$)	(2 383 275 \$)	(1 153 940 \$)
Différence - en %	S.O.	S.O.	-159,6 %	-68,1 %	-71,7 %
Différence annuelle	S.O.	S.O.	S.O.	-34,8 %	-37,7 %
Nombre d'entreprises - données financières	49	41	41	31	162

Le tableau qui précède consiste en une bonne analyse des changements intervenus au chapitre du rendement du portefeuille depuis l'étude de 1992-1993. Il sous-estime cependant la croissance des entreprises individuelles, puisqu'il englobe des entreprises qui ont cessé leurs activités depuis la première étude. Le tableau qui suit fournit des données sur la croissance moyenne des entreprises qui ont survécu puisqu'il porte uniquement sur les entreprises qui étaient actives et qui ont fourni des données financières pour les études de 1992-1993 et de 1995.

Lorsque nous n'examinons que les entreprises qui ont fourni des données financières en 1992-1993 puis à nouveau en 1995, nous observons en moyenne une croissance considérable du revenu. Dans l'ensemble, le revenu a augmenté de 23,2 % ou de 8,1 % par année. Ce sont les entreprises qui ont fait état de pertes en 1992-1993 dont le revenu a le plus augmenté (de 75,3 % pour celles qui ont déclaré des pertes importantes en 1993 et de 24,5 % pour celles qui ont déclaré de faibles pertes en 1993).

Néanmoins, les profits déclarés par les entreprises qui ont survécu ont diminué considérablement et ne représentent plus que 22 % des profits déclarés en 1992-1993.

	Pertes importantes	Faibles pertes	Faibles profits	Profits importants	Total
Revenu déclaré en 1992-1993	5 169 117 \$	18 342 731 \$	16 101 584 \$	20 765 743 \$	60 379 175 \$
Revenu déclaré en 1995	9 059 705 \$	22 840 086 \$	17 850 825 \$	24 630 210 \$	74 380 826 \$
Différence - montant	3 890 588 \$	4 497 355 \$	1 749 241 \$	3 864 467 \$	14 001 651 \$
Différence - en %	75,3 %	24,5 %	10,9 %	18,6 %	23,2 %
Différence annuelle	23,4 %	8,6 %	3,9 %	6,6 %	8,1 %
Profits déclarés en 1992-1993	(1 272 647 \$)	(508 473 \$)	547 362 \$	3 307 190 \$	2 073 432 \$
Profits déclarés en 1995	(529 154 \$)	240 342 \$	(372 972 \$)	1 117 016 \$	455 232 \$
Différence - montant	743 493 \$	748 815 \$	(920 334 \$)	(2 190 174 \$)	(1 618 200 \$)
Différence - en %	S.O.	S.O.	-168,1 %	-66,2 %	-78,0 %
Différence annuelle	S.O.	S.O.	S.O.	-33,4 %	-43,4 %
Nombre d'entreprises - données financières	33	34	36	28	131

Emploi

Le tableau qui suit illustre l'emploi des autochtones et des non-autochtones en 1992-1993 et en 1995 pour toutes les entreprises qui ont fourni des données financières lors de la première étude. Dans l'ensemble, l'emploi des autochtones a diminué de 12,8 %. Même si l'emploi est demeuré assez constant chez les entreprises ayant signalé des profits importants (malgré la fermeture de certaines entreprises), il a diminué pour les entreprises des trois autres catégories de rentabilité.

De même, l'emploi des non-autochtones qui se situait à des niveaux plus bas, a diminué de 12,1 %. Les changements dans l'emploi des non-autochtones ne semblent pas être reliés à la rentabilité en 1993.

Ces résultats autorisent à penser que les avantages économiques découlant de l'emploi au sein des entreprises autochtones subventionnées sont peut-être beaucoup plus grands qu'on l'aurait cru. L'analyse des impacts économiques des entreprises autochtones réalisée par Goss Gilroy Inc. en 1994 a fait ressortir des avantages économiques considérables, avantages essentiellement attribuables à l'emploi créé par ces entreprises. Cette analyse a été faite à partir de la base de données provenant de notre étude de 1992-1993, mais elle reposait sur l'hypothèse qu'une bonne partie des emplois seraient supprimés dans un délai de un à cinq ans. Rétrospectivement, cette hypothèse est de toute évidence indûment pessimiste.

	Pertes importantes	Faibles pertes	Faibles profits	Profits importants	Total
Emploi des autochtones en 1993	201,5	249	239,5	255	945
Emploi des autochtones en 1995	146,5	228	192	257,5	824
Différence - nombre	-55	-21	47,5	2,5	-121
Différence - en %	-27,3 %	-8,4 %	-19,8 %	1,0 %	-12,8 %
Différence annuelle	-11,3 %	-3,3 %	-8,0 %	0,4 %	-5,0 %
Emploi des non-autochtones en 1993	87	70	132,5	120	409,5
Emploi des non-autochtones en 1995	95,5	54,5	118	92	360
Différence - nombre	8,5	-15,5	-14,5	-28	-49,5
Différence - en %	9,8 %	-22,1 %	-10,9 %	-23,3 %	-12,1 %
Différence annuelle	3,6 %	-9,0 %	-4,3 %	-9,5 %	-4,7 %
Nombre d'entreprises - emplois	59	47	47	46	199

La réduction de l'emploi signalée ci-dessus peut être attribuée à des fermetures d'entreprises. Lorsque nous examinons l'emploi en 1992-1993 et en 1995 pour les

entreprises qui ont été trouvées actives et qui ont fourni des données financières²⁶ dans le cadre des deux études, nous constatons que les niveaux d'emploi sont demeurés extrêmement stables chez les entreprises qui ont survécu. Pour l'ensemble des entreprises, l'emploi des autochtones tout comme l'emploi des non-autochtones a diminué de moins de 1 % entre 1993 et 1995.

	Partes importantes	Faibles pertes	Faibles profits	Profits importants	Total
Emploi des autochtones en 1993	130,5	191,5	192	174,5	688,5
Emploi des autochtones en 1995	122,5	206	162	194,5	685
Différence - nombre	-8	145	-30	20	-3,5
Différence - en %	-6,1 %	7,6 %	-15,6 %	11,5 %	-0,5 %
Différence annuelle	-2,3 %	2,8 %	-6,2 %	4,2 %	-0,2 %
Emploi des non-autochtones en 1993	66,5	35,5	102	110	314
Emploi des non-autochtones en 1995	81,5	45	102	84,5	313
Différence - nombre	15	9,5	0	-25,5	-1
Différence - en %	22,6 %	26,8 %	0,0 %	-23,2 %	-0,3 %
Différence annuelle	7,9 %	9,3 %	0,0 %	-9,4 %	-0,1 %
Nombre d'entreprises - emplois	33	34	36	28	131

²⁶Cette analyse a pu porter sur le groupe plus nombreux d'entreprises reconnues actives dans le cadre des deux études. Nous avons ajouté la restriction voulant que des données financières aient été fournies pour que la différence dans l'emploi puisse être comparée directement aux données antérieures sur la différence au chapitre du revenu et de la rentabilité. Les données de l'Annexe D englobent les données brutes utilisées pour ce tableau ainsi que des données analogues pour le groupe plus nombreux d'entreprises. Il n'existe pas de grandes différences entre les deux sources.

6.0 Caractéristiques des entreprises actives

Divers autres renseignements ont été recueillis à propos des entreprises lors du sondage. Étant donné que ces renseignements n'étaient pas disponibles pour les entreprises qui ont cessé leurs activités ou qui n'ont pu être interviewées, l'analyse de ce chapitre-ci va consister uniquement en un examen de la rentabilité des entreprises actives.

6.1 Revenu

Comme le tableau qui suit l'indique, il existe un lien étroit entre le revenu et la rentabilité. Dans le cadre de la présente étude, nous avons appliqué des critères plus rigoureux qu'en 1993 au revenu déclaré. En particulier, les revenus provenant de la vente d'actifs et les subventions du gouvernement ont été systématiquement soustraits du revenu au moment de la normalisation des états financiers. Par conséquent, le revenu tel qu'il est utilisé ici s'entend du produit de la vente de biens et services. La rentabilité est calculée à partir du revenu et des coûts rajustés²⁷. En général, tant le revenu que les profits utilisés dans l'analyse sont plus bas que ceux déclarés par les entreprises.

Rendement des entreprises	< 200 000 \$	200 000 - 499 999 \$	500 000 \$ +
Pertes importantes	49,8 %	15,6 %	7,9 %
Faibles pertes	18,3 %	22,5 %	18,9 %
Faibles profits	11,9 %	28,3 %	51,1 %
Profits importants	19,9 %	33,5 %	22,1 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	327	173	190

Comme le tableau l'indique, il est peu probable que les entreprises ayant un revenu inférieur à 200 000 \$ soient rentables (68,1 % d'entre elles ont perdu de l'argent). Fait intéressant à signaler, les deux tiers environ de celles qui étaient rentables faisaient état de profits importants.

Il y a de grandes chances que les entreprises ayant un revenu de plus de 500 000 \$ soient rentables (73,2 %). La plupart de celles qui perdent de l'argent atteignent

²⁷Les rajustements ont consisté à supprimer les dépenses vraiment extraordinaires, y compris l'amortissement et, surtout, à inclure une compensation pour les propriétaires exploitants.

presque le seuil de rentabilité avec des pertes équivalant à 10 % ou moins de leurs ventes.

6.2 Propriété et structure de l'entreprise

Propriété

Les entreprises qui appartiennent à la collectivité ou à des bandes peuvent différer de celles qui appartiennent à des particuliers à bien d'autres égards qu'à celui du type de propriété. Par conséquent, une comparaison de la rentabilité des entreprises des deux types ne donne pas une idée exacte des forces relatives de chacun de ces deux types de propriété.

Rendement des entreprises	Bande/collectivité	Privées
Pertes importantes	27,4 %	29,6 %
Faibles pertes	19,3 %	19,9 %
Faibles profits	24,4 %	27,6 %
Profits importants	28,9 %	23,0 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	153	810

Comme on peut le voir, la rentabilité des entreprises varie peu selon qu'elles entrent dans une catégorie ou dans l'autre.

Structure de l'entreprise

Les entreprises appartenant à des particuliers peuvent être des sociétés privées, des sociétés de personnes ou des entreprises individuelles. Le tableau qui suit compare la rentabilité de ces trois types d'entreprises, ainsi que des entreprises appartenant à une bande ou à la collectivité :

Rendement des entreprises	Sociétés privées	Sociétés de personnes	Entreprises individuelles	Bande/collectivité
Pertes importantes	15,7 %	33,3 %	35,9 %	27,4 %
Faibles pertes	26,1 %	22,0 %	14,7 %	19,3 %
Faibles profits	43,1 %	23,3 %	20,4 %	24,4 %
Profits importants	15,0 %	21,3 %	29,0 %	28,9 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	171	183	456	153

Comme l'indique le tableau qui précède, parmi les trois types d'entreprises privées, ce sont celles appartenant à des particuliers qui ont les plus grandes chances de

déclarer des profits importants. Les sociétés privées ont plus de chances d'être rentables, et il est fort peu probable qu'elles fassent état de pertes importantes. La plupart des sociétés privées rentables ont réalisé de faibles profits.

6.3 Emplacement

Nous avons demandé aux répondants si leur entreprise était située dans une région urbaine, rurale ou éloignée. Les entreprises ont été classées dans l'une de ces trois catégories selon la distance qui les sépare de la collectivité de plus de 25 000 habitants la plus rapprochée :

Urbaine dans un rayon de 50 kilomètres

Rurale dans un rayon de 50 à 300 kilomètres d'une telle collectivité

Éloignée à plus de 350 kilomètres d'une telle collectivité

Il y a des différences énormes à exploiter une entreprise dans une collectivité rurale ou éloignée, par comparaison à un milieu urbain. Quoique des études fassent ressortir certains inconvénients opérationnels avec lesquels doivent composer les entreprises des régions éloignées, comme les difficultés d'accès et les coûts accrus de transport, il y a aussi des avantages pour les entreprises autochtones rurales et éloignées :

- dans bien des cas, les propriétaires de ces entreprises ont accès à diverses sources de revenu supplémentaire liées à des activités traditionnelles comme la chasse et le piégeage;
- le coût de la vie est parfois moins cher pour ces propriétaires d'entreprises que dans un centre urbain;
- la concurrence est souvent moins vive en milieu non urbain;
- habituellement, la collectivité se préoccupe davantage du succès de l'entreprise.

Rendement des entreprises	Urbaines	Rurales	Éloignées
Pertes importantes	21,8 %	38,8 %	26,5 %
Faibles pertes	20,6 %	16,7 %	22,7 %
Faibles profits	34,6 %	20,0 %	25,4 %
Profits importants	23,0 %	24,5 %	25,4 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	338	415	210

Le tableau qui précède donne des renseignements que n'a pas vraiment fait ressortir l'étude de moins grande envergure de 1993 :

- Un pourcentage élevé (38,8 %) des entreprises actives des régions rurales enregistrent des pertes importantes;
- Les entreprises exploitées dans des régions urbaines ou à proximité de celles-ci sont plus susceptibles d'être rentables. À l'heure actuelle, 57,6 % des entreprises urbaines actives sont rentables par opposition à 50,8 % de celles des régions éloignées et à 44,5 % de celles de régions rurales.

Il ne s'ensuit pas nécessairement, toutefois, que les entreprises urbaines ont de meilleures perspectives de survie. Comme nous venons de le dire, il se peut que le coût de la vie soit moins élevé pour les propriétaires d'entreprises des régions rurales et éloignées²⁸. En outre, il se peut que ces entreprises se ressentent moins de la concurrence et des fluctuations des cycles économiques. Les données pour le panel 1 à l'Annexe A (voir le tableau 11) laissent entendre que les entreprises des régions éloignées pourraient avoir de meilleures perspectives de survie. Seulement 14,1 % des entreprises du panel 1 exploitées dans des régions éloignées ont cessé leurs activités (comparativement à 30,2 % des entreprises des régions rurales et à 22,1 % de celles des régions urbaines). De plus, les entreprises actives des régions éloignées sont plus susceptibles d'être rentables que d'accuser des pertes.

6.4 Entreprises exportatrices

Un nombre relativement peu élevé d'entreprises subventionnées par EAC exportent des biens et services vers d'autres pays.

Rendement des entreprises	Exportatrices	Non-exportatrices
Pertes importantes	27,1 %	29,2 %
Faibles pertes	11,4 %	20,8 %
Faibles profits	24,3 %	27,3 %
Profits importants	37,1 %	22,7 %
TOTAL	100,0 %	100,0 %
Nombre d'entreprises	97	863

²⁸Il s'ensuit que la procédure de normalisation appliquée dans ce cas-ci peut donner de certaines entreprises l'impression qu'elles ne sont pas rentables alors même que leur rendement peut être parfaitement satisfaisant pour leur(s) propriétaire(s).

Comme on pouvait s'y attendre, les entreprises exportatrices ont un rendement financier généralement plus élevé, 61,4 % d'entre elles déclarant des profits par opposition à 50 % de celles qui n'exportent pas. En raison peut-être des investissements et des risques plus élevés associés au marché des exportations, bon nombre des entreprises exportatrices qui perdent de l'argent à l'heure actuelle enregistrent d'importantes pertes (supérieures à 10 p. 100 de leur revenu).

Vu que ces données ne sont disponibles que pour les entreprises actives actuellement, il est impossible de dire si la concentration sur les possibilités d'exportation diminuent ou améliorent les perspectives de survie, mais elle semble être source de gratifications supplémentaires pour les entreprises qui survivent à la période initiale de démarrage.

Les trois quarts environ des 97 entreprises exportatrices exportent vers les États-Unis. Les exportations vers l'Europe et l'Asie du Sud-Est sont aussi chose assez commune.

Destination des exportations	Nombre d'entreprises	% d'entreprises exportatrices
États-Unis	72	74,2 %
Allemagne	18	18,6 %
Autres pays d'Europe	31	32,0 %
Asie du Sud-Est	21	21,6 %
Antilles	8	8,2 %

6.5 Utilisation d'ordinateurs au sein de l'entreprise

Nous avons demandé aux entreprises actives si elles utilisent des ordinateurs et, comme il est indiqué à l'Annexe A, 52 % ont répondu que oui.

Les 503 entreprises qui se servent d'un ordinateur utilisent du matériel et des logiciels divers :

Utilisations	Nombre d'entreprises	% d'entreprises ayant un ordinateur personnel
<i>Logiciel utilisé</i>		
Traitement de texte	405	80,5 %
Comptabilité	416	82,7 %
Gestion de base de données	220	43,7 %
Éditique	94	18,7 %
Accès à Internet	55	10,9 %
Autres applications	86	17,1 %
<i>Périphériques disponibles</i>		
Modem	201	40,0 %
CD-ROM	130	25,8 %
Lecteur optique	40	8,0 %
TOTAL	503	100,0 %

Annexe A
Tableaux financiers détaillés - Toutes les entreprises

Tableau 1 - Résultats financiers normalisés selon le panel (données pondérées)

	Groupe de référence			
	Panel un		Panel deux	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés				
Pas d'interview	22	6,8	61	6,0
Fermées pour raisons fin.	39	12,1	125	12,3
Fermées/inactives	43	13,4	41	4,0
Vendues/fusionnées	15	4,7	31	3,0
Actives - pas de données fin.	58	18,0	223	21,8
Pertes importantes	44	13,7	155	15,2
Faibles pertes	34	10,6	101	9,9
Faibles profits	37	11,5	147	14,4
Profits importants	30	9,3	135	13,2
Total	322	100,0	1019	100,0

Tableau 2 - Micro-entreprises selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Micro-entreprises			
	Non		Oui	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés				
Pas d'interview	16	6,3	6	9,0
Fermées pour raisons fin.	32	12,5	7	10,4
Fermées/inactives	24	9,4	19	28,4
Vendues/fusionnées	9	3,5	6	8,0
Actives - pas de données fin.	43	16,8	15	22,4
Pertes importantes	39	15,3	5	7,0
Faibles pertes	30	11,8	4	6,0
Faibles profits	33	12,9	4	6,0
Profits importants	29	11,4	1	1,5
Total	255	100,0	67	100,0

Tableau 2 - Micro-entreprises selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Micro-entreprises			
	Non		Oui	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés				
Pas d'interview	37	4,7	24	10,1
Fermées pour raisons fin.	73	9,3	52	21,8
Fermées/inactives	25	3,2	16	6,7
Vendues/fusionnées	15	1,9	16	6,7
Actives - pas de données fin.	157	19,3	79	30,3
Pertes importantes	127	16,3	26	11,8
Faibles pertes	97	12,4	4	1,7
Faibles profits	133	17,0	14	5,9
Profits importants	123	15,7	12	5,0
Total	781	100,0	238	100,0

Tableau 3 - Aide autorisée selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Aide totale autorisée							
	< 15 000 \$		15 000 \$ - 49 999 \$		50 000 \$ - 249 000 \$		250 000 \$ +	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés								
Pas d'interview	6	9,0	12	9,8	3	2,7	1	5,0
Fermées pour raisons fin.	7	10,4	17	13,8	13	11,6	2	10,0
Fermées/inactives	19	28,4	15	12,2	8	7,1	1	5,0
Vendues/fusionnées	6	8,8	7	5,7	2	1,8	0	0,0
Actives - pas de données fin.	15	22,4	28	23,8	14	12,5	4	20,0
Pertes importantes	3	4,4	15	12,3	20	17,8	4	20,0
Faibles pertes	4	6,0	6	5,0	19	17,0	4	20,0
Faibles profits	4	6,0	6	5,0	19	17,0	4	20,0
Profits importants	1	1,5	13	10,6	14	12,5	2	10,0
Total	67	100,0	123	100,0	112	100,0	20	100,0

Tableau 3 - Aide autorisée selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Aide totale autorisée							
	< 15 000 \$		15 000 \$ - 49 999 \$		50 000 \$ - 249 000 \$		250 000 \$ +	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés								
Pas d'interview	24	10,1	20	5,1	17	5,0	0	0,0
Fermées pour raisons fin.	52	21,8	44	11,3	29	8,6	0	0,0
Fermées/inactives	16	6,7	10	2,6	15	4,4	0	0,0
Vendues/fusionnées	16	6,7	11	2,8	4	1,2	0	0,0
Actives - pas de données fin.	72	30,3	90	23,1	46	13,6	15	27,8
Pertes importantes	28	11,6	80	20,8	38	11,2	8	16,7
Faibles pertes	4	1,7	36	9,3	39	11,5	9	18,7
Faibles profits	14	5,9	54	13,9	69	20,4	10	18,5
Profits importants	12	5,0	44	11,3	68	20,1	11	20,4
Total	238	100,0	389	100,0	338	100,0	54	100,0

Tableau 4 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Secteur industriel											
	Agriculture et industries connexes		Pêche et piégeage		Exploitation forestière et foresterie		Extraction minière		Fabrication		Construction	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés												
Pas d'interview	1	5,9	3	9,7	1	7,1	0	0,0	1	5,0	4	10,8
Fermées pour raisons fin.	2	11,8	5	16,1	0	0,0	0	0,0	4	20,0	2	5,4
Fermées/inactives	1	5,9	0	0,0	2	14,3	0	0,0	1	5,0	1	2,7
Vendues/fusionnées	1	5,9	2	6,5	0	0,0	0	0,0	1	5,0	1	2,7
Actives - pas de données fin.	3	17,6	7	22,6	4	28,6	0	0,0	2	10,0	11	29,7
Pertes importantes	5	29,4	3	9,7	1	7,1	0	0,0	2	10,0	4	10,8
Faibles pertes	2	11,8	1	3,2	2	14,3	0	0,0	3	15,0	1	2,7
Faibles profits	1	5,9	0	0,0	3	21,4	0	0,0	2	10,0	4	10,8
Profits importants	1	5,9	0	0,0	1	7,1	1	5,0	4	20,0	7	18,9
Total	17	100,0	31	100,0	14	100,0	2	100,0	20	100,0	37	100,0

Tableau 4 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Secteur industriel											
	Transport et entreposage		Communications		Commerce de gros		Commerce de détail		Immobilier/Assurance		Services de production	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	4	11,1	0	0,0	0	0,0	2	3,7	1	50,0	1	14,3
Bas d'interview	6	16,7	0	0,0	0	0,0	7	13,0	0	0,0	0	0,0
Fermées pour raisons fin.	0	0,0	0	0,0	0	0,0	13	24,1	0	0,0	0	0,0
Fermées/inactives	0	0,0	0	0,0	0	0,0	11	20,4	0	0,0	0	0,0
Vendues/fusionnées	6	16,7	0	0,0	0	0,0	11	20,4	0	0,0	0	0,0
Actives - Bas de données fin.	4	11,1	0	0,0	0	0,0	16	30,2	0	0,0	0	0,0
Pertes importantes	4	11,1	0	0,0	0	0,0	16	30,2	0	0,0	0	0,0
Faibles pertes	2	5,6	0	0,0	1	1,9	2	3,7	1	50,0	1	14,3
Faibles profits	2	5,6	0	0,0	1	1,9	2	3,7	1	50,0	1	14,3
Profits importants	2	5,6	0	0,0	1	1,9	2	3,7	1	50,0	1	14,3
Total	36	100,0	6	100,0	8	100,0	54	100,0	2	100,0	7	100,0

Tableau 4 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Secteur industriel							
	Services éducatifs		Santé et services sociaux		Hébergement et restauration		Autres services	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	1	50,0	0	0,0	1	2,1	2	5,7
Bas d'interview	0	0,0	0	0,0	7	14,6	3	8,6
Fermées pour raisons fin.	0	0,0	0	0,0	6	12,5	9	17,7
Fermées/inactives	0	0,0	0	0,0	6	12,5	5	9,6
Vendues/fusionnées	0	0,0	0	0,0	6	12,5	5	9,6
Actives - Bas de données fin.	0	0,0	0	0,0	11	22,9	5	9,6
Pertes importantes	0	0,0	0	0,0	11	22,9	5	9,6
Faibles pertes	0	0,0	0	0,0	9	18,4	4	7,7
Faibles profits	0	0,0	0	0,0	9	18,4	4	7,7
Profits importants	1	50,0	1	33,3	5	10,4	2	5,7
Total	2	100,0	3	100,0	48	100,0	35	100,0

Tableau 4 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Secteur industriel											
	Agriculture et industries connexes		Pêche et piégeage		Exploitation forestière et foraterie		Extraction minière		Fabrication		Construction	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	4	4,5	4	6,9	18	11,9	0	0,0	12	13,3	4	4,8
Bas d'interview	2	2,3	4	6,9	14	8,8	0	0,0	17	18,9	12	14,8
Fermées pour raisons fin.	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	1,1	0	0,0
Fermées/inactives	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	4,4	0	0,0
Vendues/fusionnées	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	4,4	0	0,0
Actives - Bas de données fin.	30	33,9	29	44,8	16	9,8	0	0,0	21	23,3	22	26,5
Pertes importantes	12	13,6	12	20,7	16	17,2	0	0,0	10	11,0	17	20,8
Faibles pertes	10	11,1	0	0,0	10	14,9	1	50,0	10	11,0	11	13,3
Faibles profits	10	11,1	0	0,0	10	14,9	1	50,0	10	11,0	11	13,3
Profits importants	14	15,9	8	13,8	10	14,9	0	0,0	5	5,6	8	9,6
Total	88	100,0	58	100,0	67	100,0	2	100,0	90	100,0	83	100,0

Tableau 4 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Secteur industriel											
	Transport et entreposage		Communications		Commerce de gros		Commerce de détail		Immobilier/ Assurance		Services de production	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés												
Pas d'interview	10	9.8	0	.0	0	.0	12	5.3	0	.0	0	.0
Fermées pour raisons fin.	0	0.0	0	.0	0	.0	28	12.3	0	.0	0	.0
Fermées/inactives	0	0.0	0	.0	0	.0	9	3.9	0	.0	0	.0
Vendues/fusions	21	20.7	0	.0	0	.0	44	18.8	0	.0	0	.0
Actives - pas de données fin.	7	6.8	38	36.6	0	.0	20	8.6	0	.0	0	.0
Pertes importantes	13	12.6	28	26.6	0	.0	66	28.2	57	53.1	0	.0
Faibles pertes	10	9.8	0	.0	1	.9	20	8.6	0	.0	4	3.8
Faibles profits	23	22.5	0	.0	0	.0	28	12.3	0	.0	10	9.5
Profits importants												
Total	102	100.0	21	100.0	3	100.0	227	100.0	7	100.0	27	100.0

Tableau 4 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Secteur industriel							
	Services éducatifs		Santé et services sociaux		Hébergement et restauration		Autres services	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés								
Pas d'interview	0	0.0	0	.0	7	7.5	0	0.0
Fermées pour raisons fin.	0	0.0	0	.0	18	19.6	2	2.1
Fermées/inactives	0	0.0	0	.0	10	10.8	2	2.1
Vendues/fusions	0	0.0	0	.0	18	19.6	28	29.8
Actives - pas de données fin.	0	0.0	0	.0	5	5.4	30	31.8
Pertes importantes	0	0.0	0	.0	14	14.9	30	31.8
Faibles pertes	0	0.0	0	.0	14	14.9	16	16.9
Faibles profits	0	0.0	0	.0	17	17.9	16	16.9
Profits importants	0	0.0	0	.0	0	0.0	0	0.0
Total	16	100.0	12	100.0	93	100.0	123	100.0

Tableau 5 - Type de projet selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Type de projet							
	Démarrage		Acquisition		Expansion/modernisation		Démarrage/expansion	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés								
Pas d'interview	6	5.0	3	2.3	13	10.4	0	0.0
Fermées pour raisons fin.	21	17.6	12	9.0	14	10.9	0	0.0
Fermées/inactives	6	4.9	3	2.3	6	4.6	0	0.0
Vendues/fusions	21	17.6	17	12.7	26	20.0	0	0.0
Actives - pas de données fin.	18	15.1	13	9.6	13	10.0	0	0.0
Pertes importantes	17	13.9	10	7.4	12	9.2	0	0.0
Faibles pertes	17	13.9	10	7.4	12	9.2	0	0.0
Faibles profits	11	8.9	5	3.7	14	10.8	0	0.0
Profits importants								
Total	119	100.0	77	100.0	125	100.0	1	100.0

Tableau 5 - Type de projet selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Type de projet							
	Démarrage		Acquisition		Expansion/ modernisation		Démarrage/ expansion	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	25	5.0	4	3.4	32	8.0	0	.0
Pas d'interview	81	16.2	20	17.1	24	6.0	0	.0
Fermées pour raisons fin.	32	6.2	0	0.0	10	2.5	0	.0
Fermées/inactives	12	2.4	0	0.0	10	2.5	0	.0
Vendues/fusionnées	114	22.8	16	13.7	98	24.4	0	.0
Actives - pas de données fin.	88	17.6	24	20.5	43	10.7	0	.0
Pertes importantes	23	4.6	16	13.7	62	15.5	0	.0
Faibles pertes	60	12.0	19	16.2	70	17.5	0	.0
Faibles profits	67	13.4	19	16.2	49	12.2	0	.0
Profits importants								
Total	501	100.0	117	100.0	401	100.0	0	.0

Tableau 6 : Entreprises des/hors réserves selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Des/hors réserves			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	15	9.4	7	4.3
Pas d'interview	18	11.3	21	13.0
Fermées pour raisons fin.	24	15.0	19	11.7
Fermées/inactives	5	3.1	10	6.2
Vendues/fusionnées	40	25.0	28	17.1
Actives - pas de données fin.	21	13.1	23	14.2
Pertes importantes	11	6.9	23	14.2
Faibles pertes	13	8.1	24	14.8
Faibles profits	13	8.1	17	10.5
Profits importants				
Total	160	100.0	162	100.0

Tableau 6 : Entreprises des/hors réserves selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Des/hors réserves			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	32	6.3	29	5.7
Pas d'interview	81	15.9	44	8.7
Fermées pour raisons fin.	19	3.7	22	4.3
Fermées/inactives	4	0.8	7	1.4
Vendues/fusionnées	167	32.8	103	20.4
Actives - pas de données fin.	82	16.2	103	20.4
Pertes importantes	31	6.1	40	7.8
Faibles pertes	60	12.7	87	17.8
Faibles profits	65	12.7	70	13.8
Profits importants				
Total	511	100.0	508	100.0

Tableau 7 - Sexe de la direction selon les résultats financiers normalisés et le panel
(données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Sexe de la direction											
	Homme		Femme		Mari/femme		Conseil de bande		Mère/fils		Entreprise familiale	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	15	7.0	5	9.1	0	12.0	0	.0	0	.0	0	100.0
Pas d'interview	29	13.5	6	12.7	0	10.0	0	.0	0	.0	0	.0
Fermées pour raisons fin.	8	3.8	2	4.5	3	16.4	0	.0	0	.0	0	.0
Fermées/inactives	46	21.4	4	7.3	7	17.5	0	.0	0	.0	0	.0
Vendues/fusionnées	31	14.4	7	12.7	4	10.0	1	33.3	0	.0	0	.0
Actives - pas de données fin.	24	11.2	8	14.5	7	20.0	0	.0	0	.0	0	.0
Pertes importantes	17	7.9	6	10.9	5	12.5	0	.0	1	50.0	0	.0
Faibles pertes												
Faibles profits												
Profits importants												
Total	215	100.0	55	100.0	40	100.0	3	100.0	2	100.0	2	100.0

Tableau 7 - Sexe de la direction selon les résultats financiers normalisés et le panel
(données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Sexe de la direction					
	Homme/femme non apparentés		Conseil d'adm.		Collectivité	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	0	.0	0	50.0	0	.0
Pas d'interview	0	.0	0	.0	0	.0
Fermées pour raisons fin.	0	.0	0	.0	0	.0
Fermées/inactives	0	.0	0	.0	0	.0
Vendues/fusionnées	0	.0	0	.0	0	.0
Actives - pas de données fin.	0	.0	0	.0	0	.0
Pertes importantes	0	.0	0	.0	0	.0
Faibles pertes	0	.0	0	.0	0	.0
Faibles profits	0	.0	0	.0	0	.0
Profits importants	1	100.0	0	.0	0	.0
Total	1	100.0	2	100.0	0	.0

Tableau 7 - Sexe de la direction selon les résultats financiers normalisés et le panel
(données pondérées)

Groupe de référence
Panel Two

	Sexe de la direction											
	Homme		Femme		Mari/femme		Conseil de bande		Mère/fils		Entreprise familiale	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	50	7.2	7	4.0	4	2.9	0	.0	0	.0	0	.0
Pas d'interview	74	10.7	29	16.6	14	10.2	0	.0	0	.0	0	.0
Fermées pour raisons fin.	33	4.8	12	6.4	6	4.4	0	.0	0	.0	0	.0
Fermées/inactives	16	2.3	14	7.6	9	6.4	0	.0	0	.0	0	.0
Vendues/fusionnées	189	24.0	27	18.0	25	21.7	0	.0	0	.0	0	.0
Actives - pas de données fin.	65	8.9	37	25.4	23	21.5	0	.0	0	.0	0	.0
Pertes importantes	65	8.9	14	8.0	18	13.1	4	100.0	0	.0	0	.0
Faibles pertes	10	1.4	30	17.1	31	22.6	0	.0	0	.0	0	.0
Faibles profits	170	22.5	15	8.6	10	7.3	0	.0	0	.0	0	.0
Profits importants												
Total	693	100.0	175	100.0	137	100.0	4	100.0	0	.0	0	.0

Tableau 7 - Sexe de la direction selon les résultats financiers normalisés et le panel
(données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Sexe de la direction					
	Homme/femme non apparentés		Conseil d'adm.		Collectivité	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	0	100.0	0	0.0	0	0.0
Pas d'interview	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Fermées pour raisons fin.	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Fermées/inactives	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Vendues/fusionnées	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Actives - pas de données fin.	0	0.0	0	100.0	0	0.0
Pertes importantes	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Faibles pertes	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Faibles profits	0	0.0	0	0.0	0	100.0
Profits importants	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Total	8	100.0	1	100.0	1	100.0

Tableau 8 : Intervention d'un agent de service externe selon les résultats financiers normalisés et le panel
(données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Intervention d'un ASE			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	3	9.4	19	6.6
Pas d'interview	4	12.5	35	12.1
Fermées pour raisons fin.	4	12.5	34	12.4
Fermées/inactives	1	3.1	14	5.0
Vendues/fusionnées	3	9.4	57	20.0
Actives - pas de données fin.	5	15.6	38	13.8
Pertes importantes	2	6.3	30	10.7
Faibles pertes	4	12.5	30	10.7
Faibles profits	4	12.5	30	10.7
Profits importants	4	12.5	26	9.0
Total	32	100.0	290	100.0

Tableau 8 : Intervention d'un agent de service externe selon les résultats financiers normalisés et le panel
(données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Intervention d'un ASE			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	12	5.2	49	6.2
Pas d'interview	18	7.6	107	13.6
Fermées pour raisons fin.	12	5.2	29	3.7
Fermées/inactives	4	1.7	27	3.4
Vendues/fusionnées	48	20.6	173	22.4
Actives - pas de données fin.	22	9.5	117	15.0
Pertes importantes	24	10.4	117	15.0
Faibles pertes	38	16.4	109	13.8
Faibles profits	38	16.4	102	12.9
Profits importants	33	14.3	102	12.9
Total	231	100.0	788	100.0

Tableau 9 : Propriété selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Propriété			
	Bande/coll.		Privée	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés				
Pas d'interview	1	2.6	20	7.1
Fermées pour raisons fin.	5	13.2	34	12.1
Fermées/inactives	1	2.6	40	14.2
Vendues/fusionnées	1	2.6	14	5.0
Actives - pas de données fin.	1	2.6	37	13.3
Pertes importantes	10	26.3	34	12.1
Faibles pertes	6	15.8	28	10.0
Faibles profits	4	10.5	28	10.0
Profits importants	4	10.5	26	9.3
Total	38	100.0	281	100.0

Tableau 9 : Propriété selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Propriété			
	Bande/coll.		Privée	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés				
Pas d'interview	0	0.0	0	0.0
Fermées pour raisons fin.	0	0.0	4	0.6
Fermées/inactives	0	0.0	0	0.0
Vendues/fusionnées	0	0.0	0	0.0
Actives - pas de données fin.	17	13.6	208	32.0
Pertes importantes	27	21.6	128	20.0
Faibles pertes	20	15.4	181	28.2
Faibles profits	24	18.4	193	29.9
Profits importants	35	28.2	100	15.6
Total	124	100.0	641	100.0

Tableau 10 - Structure de l'entreprise selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Structure de l'entreprise							
	Société privée		Société de personnes		Entreprise individuelle		Bande/collectivité	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés								
Pas d'interview	4	4.8	1	2.3	16	10.0	0	0.0
Fermées pour raisons fin.	14	16.9	8	18.2	15	9.4	0	0.0
Fermées/inactives	8	9.6	0	0.0	38	20.6	0	0.0
Vendues/fusionnées	9	10.8	0	0.0	39	22.9	0	0.0
Actives - pas de données fin.	7	8.4	5	11.1	37	23.7	10	33.3
Pertes importantes	11	13.3	7	15.6	10	6.3	0	0.0
Faibles pertes	17	20.3	7	15.6	14	9.3	6	20.0
Faibles profits	19	22.8	4	9.1	13	8.1	4	13.3
Profits importants	19	22.8	4	9.1	13	8.1	4	13.3
Total	83	100.0	44	100.0	160	100.0	30	100.0

Tableau 10 - Structure de l'entreprise selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Structure de l'entreprise							
	Société privée		Société de personnes		Entreprise individuelle		Bande/collectivité	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Pas d'interview	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Fermées pour raisons fin.	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Fermées/inactives	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Vendues/fusionnées	0	0.0	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Actives - pas de données fin.	17	7.5	24	15.8	172	46.6	17	13.8
Pertes importantes	17	14.2	24	29.9	67	18.2	27	22.0
Faibles pertes	26	21.7	26	16.7	46	12.0	28	18.2
Faibles profits	29	24.2	26	16.7	26	6.9	28	18.2
Profits importants	14	11.7	28	18.4	58	15.7	35	28.5
Total	120	100.0	152	100.0	369	100.0	123	100.0

Tableau 11 - Emplacement selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Région					
	Urbaine		Rurale		Eloignée	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	4	4.2	11	8.1	2	3.5
Pas d'interview	0	0.0	20	14.7	3	5.1
Fermées pour raisons fin.	0	0.0	10	7.4	3	5.1
Fermées/inactives	0	0.0	8	5.9	3	5.1
Vendues/fusionnées	0	0.0	8	5.9	3	5.1
Actives - pas de données fin.	22	23.2	25	18.4	11	16.3
Pertes importantes	13	13.7	15	11.1	10	15.4
Faibles pertes	11	11.6	15	11.1	11	16.3
Faibles profits	11	11.6	11	8.1	11	16.3
Profits importants	11	11.6	11	8.1	8	12.1
Total	95	100.0	136	100.0	57	100.0

Tableau 11 - Emplacement selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Région					
	Urbaine		Rurale		Eloignée	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Pas d'interview	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Fermées pour raisons fin.	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Fermées/inactives	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Vendues/fusionnées	0	0.0	0	0.0	0	0.0
Actives - pas de données fin.	59	21.9	145	43.5	18	11.0
Pertes importantes	43	16.0	74	22.0	38	23.0
Faibles pertes	41	15.0	66	19.7	32	20.0
Faibles profits	48	17.8	49	14.7	38	23.3
Profits importants	48	17.8	49	14.7	38	23.3
Total	269	100.0	333	100.0	163	100.0

Tableau 12 - Entreprises exportatrices selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Entreprises exportatrices			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	0	0.0	0	0.0
Fermées pour raisons fin.	0	0.0	0	0.0
Fermées/inactives	0	0.0	0	0.0
Vendues/fusionnées	4	21.1	3	16.2
Actives - pas de données fin.	4	21.1	3	16.2
Pertes importantes	4	21.1	3	16.2
Faibles pertes	4	21.1	3	16.2
Faibles profits	4	21.1	3	16.2
Profits importants	4	21.1	3	16.2
Total	19	100.0	186	100.0

Tableau 12 - Entreprises exportatrices selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Entreprises exportatrices			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	0	0.0	4	0.6
Fermées pour raisons fin.	0	0.0	6	0.9
Fermées/inactives	0	0.0	6	0.9
Vendues/fusionnées	23	29.2	200	28.9
Actives - pas de données fin.	12	15.2	187	27.0
Pertes importantes	4	5.1	3	0.4
Faibles pertes	17	21.5	130	18.8
Faibles profits	22	27.8	113	16.3
Profits importants	22	27.8	113	16.3
Total	79	100.0	693	100.0

Tableau 26 - Ascendance selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Ascendance des propriétaires/de la direction											
	Indiens inscrits		Indiens non inscrits		Inuit		Non-autochtones		Multiple		Métis	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	19	9.2	1	14.3	0	0.0	0	20.0	0	11.0	1	2.0
Pas d'interview	37	15.0	0	14.3	4	40.0	0	20.0	0	11.0	0	0.0
Fermées pour raisons fin.	37	15.0	0	14.3	4	40.0	0	20.0	0	11.0	0	0.0
Fermées/inactives	8	3.9	0	14.3	0	0.0	0	0.0	3	15.0	0	0.0
Vendues/fusionnées	44	18.4	0	14.3	2	20.0	1	6.7	3	15.0	0	0.0
Actives - pas de données fin.	27	11.1	0	14.3	0	0.0	4	26.7	1	5.0	0	0.0
Pertes importantes	17	7.8	0	14.3	0	0.0	4	26.7	1	5.0	0	0.0
Faibles pertes	19	8.2	3	42.9	0	0.0	4	26.7	1	5.0	0	0.0
Faibles profits	16	7.8	1	14.3	2	20.0	1	6.7	6	17.0	4	8.2
Profits importants	16	7.8	1	14.3	2	20.0	1	6.7	6	17.0	4	8.2
Total	206	100.0	7	100.0	10	100.0	15	100.0	34	100.0	49	100.0

Tableau 26 - Ascendance selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Ascendance des propriétaires/de la direction	
	Indéterminé	
	Compte	%
Résultats financiers normalisés		
Pas d'interview	1	100,0
Fermées pour raisons fin.	0	:0
Fermées/inactives	0	:0
Vendues/fusionnées	0	:0
Actives - pas de données fin.	0	:0
Pertes importantes	0	:0
Faibles pertes	0	:0
Faibles profits	0	:0
Profits importants	0	:0
Total	1	100,0

Tableau 26 - Ascendance selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Ascendance des propriétaires/de la direction											
	Indiens inscrits		Indiens non inscrits		Inuit		Non-autochtones		Multiple		Métis	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés												
Pas d'interview	40	6,2	0	0	4	23,5	0	0	4	3,5	1	0,6
Fermées pour raisons fin.	97	15,0	4	28,0	0	0	0	0	12	10,4	0	0
Fermées/inactives	23	3,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vendues/fusionnées	172	26,5	0	0	23	135,0	0	0	0	0	0	0
Actives - pas de données fin.	87	13,4	0	0	11	63,0	0	0	30	26,1	3	2,6
Pertes importantes	45	6,9	0	0	0	0	0	0	15	13,0	0	0
Faibles pertes	10	1,5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Faibles profits	75	11,6	0	0	0	0	0	0	18	15,7	0	0
Profits importants	94	14,5	4	28,0	0	0	0	0	0	0	16	14,0
Total	648	100,0	14	100,0	17	100,0	44	100,0	115	100,0	157	100,0

Tableau 26 - Ascendance selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Ascendance des propriétaires/de la direction	
	Indéterminé	
	Compte	%
Résultats financiers normalisés		
Pas d'interview	12	50,0
Fermées pour raisons fin.	4	16,7
Fermées/inactives	0	:0
Vendues/fusionnées	4	16,7
Actives - pas de données fin.	0	:0
Pertes importantes	0	:0
Faibles pertes	0	:0
Faibles profits	0	:0
Profits importants	0	:0
Total	24	100,0

Tableau 27 - Expérience selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Expérience de propriétaire/gestionnaire					
	Oui		Non		Indéterminé	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	5	4.6	6	3.6	11	22.9
Bas d'interview	10	9.2	20	12.1	9	18.8
Fermées pour raisons fin.	7	6.4	12	7.3	26	54.2
Fermées/inactives	22	20.3	38	23.8	0	0.0
Vendues/fusionnées	15	13.7	39	23.8	0	0.0
Actives - pas de données fin.	12	11.0	22	13.3	0	0.0
Pertes importantes	21	19.3	16	9.7	0	0.0
Faibles pertes	11	10.1	18	10.9	1	2.1
Profits importants						
Profits importants						
Total	109	100.0	165	100.0	48	100.0

Tableau 27 - Expérience selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Expérience de propriétaire/gestionnaire					
	Oui		Non		Indéterminé	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	7	2.0	19	3.0	36	60.0
Bas d'interview	38	10.8	33	5.4	10	16.7
Fermées pour raisons fin.	18	5.2	18	3.3	4	6.7
Fermées/inactives	48	13.6	170	28.1	5	8.3
Vendues/fusionnées	47	13.5	107	17.6	4	6.7
Actives - pas de données fin.	56	16.1	69	10.8	0	0.0
Pertes importantes	51	14.4	84	13.9	0	0.0
Faibles pertes						
Profits importants						
Profits importants						
Total	353	100.0	606	100.0	60	100.0

Tableau 28 - Sclolarité selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Années de sclolarité											
	<= Élémentaire		<= Secondaire		Études postsecondaires		Diplôme/bac		>= Bac spécialisé		Indéterminé	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés	2	5.7	12	7.5	1	1.8	0	0.0	2	6.9	5	26.3
Bas d'interview	5	14.3	16	11.8	6	10.8	0	0.0	1	3.4	7	36.8
Fermées pour raisons fin.	5	14.3	20	12.2	8	14.5	3	8.7	1	3.4	1	5.3
Fermées/inactives	20	57.1	29	18.6	13	23.6	3	9.0	7	24.1	0	0.0
Vendues/fusionnées	17	47.7	23	14.0	13	23.6	3	9.0	1	3.4	0	0.0
Actives - pas de données fin.	11	30.6	23	14.0	13	23.6	3	9.0	3	10.3	0	0.0
Pertes importantes	8	22.9	21	13.0	13	23.6	3	9.0	3	10.3	0	0.0
Faibles pertes	4	11.4	11	6.8	8	14.5	2	6.7	4	13.8	1	5.3
Profits importants												
Profits importants												
Total	35	100.0	161	100.0	55	100.0	23	100.0	29	100.0	19	100.0

Tableau 28 - Sclarité selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Années de scolarité											
	<= Élémentaire		<= Secondaire		Études postsecondaires		Diplôme/Bac		>= Bac spécialisé		Indéterminé	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés												
Pas d'interview	4	5.6	8	1.6	5	2.3	0	0	0	0	44	48.4
Fermées pour raisons fin.	0	0	70	14.2	23	10.7	0	0	0	0	23	24.7
Fermées/inactives	4	5.6	17	3.4	13	5.9	0	0	4	4.3	0	0
Vendues/rustonnées	0	0	14	2.8	5	2.3	0	0	1	1.1	0	0
Actives - pas de données fin.	26	38.0	135	27.3	32	15.0	10	23.4	17	18.3	0	0
Pertes importantes	11	15.3	70	14.2	50	23.4	10	21.3	29	31.1	5	5.5
Faibles pertes	15	18.7	49	9.9	34	16.5	0	0	27	28.7	5	5.5
Faibles profits	15	18.7	65	13.2	35	16.4	12	26.5	18	17.8	0	0
Profits importants	5	6.9	65	13.2	35	16.4	12	26.5	18	17.8	0	0
Total	72	100.0	494	100.0	214	100.0	47	100.0	101	100.0	91	100.0

Annexe B
Tableaux financiers détaillés - Entreprises actives seulement

Tableau 15 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Secteur industriel											
	Transport et entreposage		Communications		Commerce de gros		Commerce de détail		Immobilier/ Assurance		Services de production	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés												
Actives - pas de données fin.	6	26,1	2	66,7	1	25,0	11	36,7	0	,0	2	50,0
Pertes importantes	4	17,4	1	33,3	1	25,0	1	3,3	0	,0	0	,0
Faibles pertes	7	30,4	0	,0	0	,0	6	20,0	0	,0	0	,0
Faibles profits	4	17,4	0	,0	1	25,0	10	33,3	0	,0	1	25,0
Profits importants	2	8,7	0	,0	1	25,0	2	6,7	1	100,0	1	25,0
Total	23	100,0	3	100,0	4	100,0	30	100,0	1	100,0	4	100,0

Tableau 15 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Secteur industriel							
	Services éducatifs		Santé et services sociaux		Hébergement et restauration		Autres services	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés								
Actives - pas de données fin.	0	,0	0	,0	6	18,2	3	13,6
Pertes importantes	0	,0	1	33,3	11	33,3	9	40,9
Faibles pertes	0	,0	0	,0	6	18,2	4	18,2
Faibles profits	0	,0	1	33,3	5	15,2	4	18,2
Profits importants	1	100,0	1	33,3	5	15,2	2	9,1
Total	1	100,0	3	100,0	33	100,0	22	100,0

Tableau 15 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Secteur industriel											
	Agr. et ind. connexes		Pêche et piégeage		Exp. forestière et foresterie		Extraction minière		Fabrication		Construction	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés												
Actives - pas de données fin.	21	27,3	26	56,5	6	14,0	0	,0	21	37,5	22	32,8
Pertes importantes	30	39,0	12	26,1	12	27,9	0	,0	9	16,1	9	13,4
Faibles pertes	12	15,6	0	,0	5	11,6	1	50,0	10	17,9	17	25,4
Faibles profits	0	,0	0	,0	10	23,3	1	50,0	11	19,6	11	16,4
Profits importants	14	18,2	8	17,4	10	23,3	0	,0	5	8,9	8	11,9
Total	77	100,0	46	100,0	43	100,0	2	100,0	56	100,0	67	100,0

Tableau 15 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives
(données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Secteur industriel											
	Transport et entreposage		Communications		Commerce de gros		Commerce de détail		Immobilier/Assurance		Services de production	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés												
Actives - pas de données fin.	21	28.4	8	38.1	0	.0	44	25.3	0	.0	0	.0
Pertes importantes	7	9.5	6	28.6	2	66.7	20	11.5	4	57.1	0	.0
Faibles pertes	13	17.6	1	4.8	0	.0	23	13.2	2	28.6	4	21.1
Faibles profits	10	13.5	6	28.6	0	.0	59	33.9	0	.0	10	52.6
Profits importants	23	31.1	0	.0	1	33.3	28	16.1	1	14.3	5	26.3
Total	74	100.0	21	100.0	3	100.0	174	100.0	7	100.0	19	100.0

Tableau 15 - Secteur industriel selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives
(données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Secteur industriel							
	Services éducatifs		Santé et services sociaux		Hébergement et restauration		Autres services	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés								
Actives - pas de données fin.	0	.0	8	100.0	17	30.9	28	29.2
Pertes importantes	9	75.0	0	.0	5	9.1	30	31.3
Faibles pertes	1	8.3	0	.0	4	7.3	8	8.3
Faibles profits	2	16.7	0	.0	13	23.6	14	14.6
Profits importants	0	.0	0	.0	16	29.1	16	16.7
Total	12	100.0	8	100.0	55	100.0	96	100.0

Tableau 16 - Type de projet selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives
(données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Type de projet					
	Démarrage		Acquisition		Expansion/modernisation	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés						
Actives - pas de données fin.	21	28.8	11	21.6	26	32.9
Pertes importantes	18	24.7	13	25.5	13	16.5
Faibles pertes	12	16.4	10	19.6	12	15.2
Faibles profits	11	15.1	12	23.5	14	17.7
Profits importants	11	15.1	5	9.8	14	17.7
Total	73	100.0	51	100.0	79	100.0

Tableau 16 - Type de projet selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Type de projet					
	Démarrage		Acquisition		Expansion/modernisation	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés						
Actives - pas de données fin.	113	32.2	11	12.6	98	30.4
Pertes importantes	88	25.1	24	27.6	43	13.4
Faibles pertes	23	6.6	16	18.4	62	19.3
Faibles profits	60	17.1	17	19.5	70	21.7
Profits importants	67	19.1	19	21.8	49	15.2
Total	351	100.0	87	100.0	322	100.0

Tableau 17 - Entreprises des/hors réserves selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Des/hors réserves			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	40	40.8	18	17.1
Pertes importantes	21	21.4	23	21.9
Faibles pertes	11	11.2	23	21.9
Faibles profits	13	13.3	24	22.9
Profits importants	13	13.3	17	16.2
Total	98	100.0	105	100.0

Tableau 17 - Entreprises des/hors réserves selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel Two

	Des/hors réserves			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	167	44.5	55	14.3
Pertes importantes	52	13.9	103	26.8
Faibles pertes	31	8.3	70	18.2
Faibles profits	60	16.0	87	22.6
Profits importants	65	17.3	70	18.2
Total	375	100.0	385	100.0

Tableau 18 - Sexe de la direction selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Sexe de la direction											
	Homme		Femme		Mari/femme		Conseil de bande		Mère/fils		Homme/femme non apparentés	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés												
Actives - pas de données fin.	46	33.1	4	13.3	7	25.0	1	33.3	0	.0	0	.0
Pertes importantes	31	22.3	7	23.3	4	14.3	1	33.3	0	.0	0	.0
Faibles pertes	21	15.1	8	26.7	4	14.3	1	33.3	0	.0	0	.0
Faibles profits	24	17.3	5	16.7	8	28.6	0	.0	0	.0	0	.0
Profits importants	17	12.2	6	20.0	5	17.9	0	.0	1	100.0	1	100.0
Total	139	100.0	30	100.0	28	100.0	3	100.0	1	100.0	1	100.0

Tableau 18 - Sexe de la direction selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Sexe de la direction			
	Conseil d'adm.		Collectivité	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	0	.0	0	.0
Pertes importantes	1	100.0	0	.0
Faibles pertes	0	.0	0	.0
Faibles profits	0	.0	0	.0
Profits importants	0	.0	0	.0
Total	1	100.0	0	.0

Tableau 18 - Sexe de la direction selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Sexe de la direction											
	Homme		Femme		Mari/femme		Conseil de bande		Mère/fils		Homme/femme non apparentés	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés												
Actives - pas de données fin.	166	31.9	26	21.3	29	25.9	0	.0	0	.0	0	.0
Pertes importantes	94	18.1	37	30.3	24	21.4	0	.0	0	.0	0	.0
Faibles pertes	65	12.5	14	11.5	18	16.1	4	100.0	0	.0	0	.0
Faibles profits	85	16.3	30	24.6	31	27.7	0	.0	0	.0	0	.0
Profits importants	110	21.2	15	12.3	10	8.9	0	.0	0	.0	0	.0
Total	520	100.0	122	100.0	112	100.0	4	100.0	0	.0	0	.0

Tableau 18 - Sexe de la direction selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Sexe de la direction			
	Conseil d'adm.		Collectivité	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	1	100.0	0	.0
Pertes importantes	0	.0	0	.0
Faibles pertes	0	.0	0	.0
Faibles profits	0	.0	1	100.0
Profits importants	0	.0	0	.0
Total	1	100.0	1	100.0

Tableau 19 - Intervention d'un agent de service externe selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Intervention d'un ASE			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	3	15.0	55	30.1
Pertes importantes	5	25.0	39	21.3
Faibles pertes	4	20.0	30	16.4
Faibles profits	4	20.0	33	18.0
Profits importants	4	20.0	26	14.2
Total	20	100.0	183	100.0

Tableau 19 - Intervention d'un agent de service externe selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Intervention d'un ASE			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	48	25.9	174	30.3
Pertes importantes	42	22.7	113	19.7
Faibles pertes	24	13.0	77	13.4
Faibles profits	38	20.5	109	19.0
Profits importants	33	17.8	102	17.7
Total	185	100.0	575	100.0

Tableau 20 - Propriété selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Propriété			
	Bande/coll.		Privée	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	1	3.3	57	32.9
Pertes importantes	10	33.3	34	19.7
Faibles pertes	6	20.0	28	16.2
Faibles profits	9	30.0	28	16.2
Profits importants	4	13.3	26	15.0
Total	30	100.0	173	100.0

Tableau 20 - Propriété selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Propriété			
	Bande/coll.		Privée	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	17	13.8	205	32.2
Pertes importantes	27	22.0	128	20.1
Faibles pertes	20	16.3	81	12.7
Faibles profits	24	19.5	123	19.3
Profits importants	35	28.5	100	15.7
Total	123	100.0	637	100.0

Tableau 21 - Structure de l'entreprise selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Structure de l'entreprise							
	Société privée		Société de personnes		Entreprise individuelle		Bande/collectivité	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés								
Actives - pas de données fin.	9	16,4	9	29,0	39	44,8	1	3,3
Pertes importantes	7	12,7	6	19,4	21	24,1	10	33,3
Faibles pertes	11	20,0	7	22,6	10	11,5	6	20,0
Faibles profits	19	34,5	5	16,1	4	4,6	9	30,0
Profits importants	9	16,4	4	12,9	13	14,9	4	13,3
Total	55	100,0	31	100,0	87	100,0	30	100,0

Tableau 21 - Structure de l'entreprise selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Structure de l'entreprise							
	Société privée		Société de personnes		Entreprise individuelle		Bande/collectivité	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés								
Actives - pas de données fin.	9	7,8	24	15,8	172	46,6	17	13,8
Pertes importantes	17	14,7	44	28,9	67	18,2	27	22,0
Faibles pertes	29	25,0	26	17,1	26	7,0	20	16,3
Faibles profits	47	40,5	30	19,7	46	12,5	24	19,5
Profits importants	14	12,1	28	18,4	58	15,7	35	28,5
Total	116	100,0	152	100,0	369	100,0	123	100,0

Tableau 22 - Emplacement selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Région					
	Urbaine		Rurale		Éloignée	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés						
Actives - pas de données fin.	22	31,9	25	28,7	11	23,4
Pertes importantes	13	18,8	21	24,1	10	21,3
Faibles pertes	12	17,4	15	17,2	7	14,9
Faibles profits	11	15,9	15	17,2	11	23,4
Profits importants	11	15,9	11	12,6	8	17,0
Total	69	100,0	87	100,0	47	100,0

Tableau 22 - Emplacement selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Région					
	Urbaine		Rurale		Éloignée	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés						
Actives - pas de données fin.	59	21,9	145	44,2	18	11,0
Pertes importantes	43	16,0	74	22,6	38	23,3
Faibles pertes	41	15,2	26	7,9	34	20,9
Faibles profits	78	29,0	34	10,4	35	21,5
Profits importants	48	17,8	49	14,9	38	23,3
Total	269	100,0	328	100,0	163	100,0

Tableau 23 - Entreprises exportatrices selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Entreprises exportatrices			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	4	21,1	52	28,7
Pertes importantes	7	36,8	36	19,9
Faibles pertes	4	21,1	30	16,6
Faibles profits	0	,0	37	20,4
Profits importants	4	21,1	26	14,4
Total	19	100,0	181	100,0

Tableau 23 - Entreprises exportatrices selon les résultats financiers normalisés et le panel - Entreprises actives (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Entreprises exportatrices			
	Oui		Non	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Actives - pas de données fin.	23	29,5	199	29,2
Pertes importantes	12	15,4	143	21,0
Faibles pertes	4	5,1	97	14,2
Faibles profits	17	21,8	130	19,1
Profits importants	22	28,2	113	16,6
Total	78	100,0	682	100,0

Tableau 24 - Capitaux propres du (des) propriétaire(s) selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Apports du (des) propriétaire(s)					
	Oui		Non		Ne sait pas	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés						
Pas d'interview	12	4,4	0	,0	0	,0
Fermées pour raisons fin.	30	10,9	0	,0	0	,0
Fermées/inactives	16	5,8	1	100,0	0	,0
Vendues/fusionnées	15	5,5	0	,0	0	,0
Actives - pas de données fin.	58	21,1	0	,0	0	,0
Pertes importantes	44	16,0	0	,0	0	,0
Faibles pertes	34	12,4	0	,0	0	,0
Faibles profits	36	13,1	0	,0	0	,0
Profits importants	30	10,9	0	,0	0	,0
Total	275	100,0	1	100,0	0	,0

Tableau 24 - Capitaux propres du (des) propriétaire(s) selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Capitaux propres du (des) propriétaire(s)					
	Oui		Non		Ne sait pas	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés						
Pas d'interview	57	5.6	0	.0	4	100.0
Fermées pour raisons fin.	125	12.3	0	.0	0	.0
Fermées/inactives	41	4.0	0	.0	0	.0
Vendues/fusionnées	31	3.1	0	.0	0	.0
Actives - pas de données fin.	223	22.0	0	.0	0	.0
Pertes importantes	155	15.3	0	.0	0	.0
Faibles pertes	101	10.0	0	.0	0	.0
Faibles profits	147	14.5	0	.0	0	.0
Profits importants	133	13.1	0	.0	0	.0
Total	1013	100.0	0	.0	4	100.0

Tableau 25 - Encaisse du (des) propriétaire(s) selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel un

	Encaisse du (des) propriétaire(s)			
	Non		Oui	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Pas d'interview	0	.0	11	4.0
Fermées pour raisons fin.	0	.0	29	10.7
Fermées/inactives	1	100.0	16	5.9
Vendues/fusionnées	0	.0	15	5.5
Actives - pas de données fin.	0	.0	57	21.0
Pertes importantes	0	.0	44	16.2
Faibles pertes	0	.0	34	12.5
Faibles profits	0	.0	36	13.2
Profits importants	0	.0	30	11.0
Total	1	100.0	272	100.0

Tableau 25 - Encaisse du (des) propriétaire(s) selon les résultats financiers normalisés et le panel (données pondérées)

Groupe de référence
Panel deux

	Encaisse du (des) propriétaire(s)			
	Non		Oui	
	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés				
Pas d'interview	4	100.0	57	5.6
Fermées pour raisons fin.	0	.0	125	12.4
Fermées/inactives	0	.0	41	4.1
Vendues/fusionnées	0	.0	31	3.1
Actives - pas de données fin.	0	.0	221	21.9
Pertes importantes	0	.0	155	15.3
Faibles pertes	0	.0	101	10.0
Faibles profits	0	.0	147	14.5
Profits importants	0	.0	133	13.2
Total	4	100.0	1011	100.0

Tableau 29 - Impact de l'absence d'aide selon le panel - Entreprises actives (données pondérées)

	Groupe de référence				Total	
	Panel un		Panel deux		Compte	%
	Compte	%	Compte	%		
Impact de l'abs. d'aide d'EAC	196	96,6	764	100,5	960	99,7
Données manquantes	93	45,8	404	53,2	497	51,6
Projets délaissés	70	34,5	174	22,9	244	25,3
Projets retardés	33	16,3	149	19,6	182	18,9
Projets plus petits	14	6,9	29	3,8	43	4,5
Total	203	100,0	760	100,0	963	100,0

Tableau 30 - Projets mis en oeuvre à l'aide d'un prêt selon le panel - Entreprises actives (données pondérées)

	Groupe de référence				Total	
	Panel un		Panel deux		Compte	%
	Compte	%	Compte	%		
Capables d'aller de l'avant avec un prêt?	112	55,2	364	47,9	476	49,4
Oui	90	44,3	396	52,1	486	50,5
Non	1	.5	0	.0	1	.1
Indéterminé						
Total	203	100,0	760	100,0	963	100,0

Tableau 31 - Exportations selon le panel - Entreprises actives (données pondérées)

	Groupe de référence				Total	
	Panel un		Panel deux		Compte	%
	Compte	%	Compte	%		
Exportations vers :	26	136,8	115	147,4	1431	145,4
Données manquantes	8	42,1	10	12,7	18	18,4
Allemagne	9	47,4	22	27,8	31	31,6
Autres pays européens	4	21,1	17	21,5	21	21,4
Asie du Sud-Est	10	52,6	62	79,5	72	74,2
Etats-Unis	0	.0	8	10,1	8	8,2
Antilles						
Total	19	100,0	78	100,0	97	100,0

Tableau 32 - Utilisation d'un ordinateur - Entreprises actives (données pondérées)

	Groupe de référence				Total	
	Panel un		Panel deux		Compte	%
	Compte	%	Compte	%		
L'entreprise utilise un ord.	106	52,2	397	52,2	503	52,2
Oui	97	47,8	363	47,8	460	47,8
Non						
Total	203	100,0	760	100,0	963	100,0

Tableau 33 - Périphériques selon le panel - Entreprises actives (données pondérées)

	Groupe de référence				Total	
	Panel un		Panel deux		Compte	%
	Compte	%	Compte	%		
Périphériques utilisés	46	86,8	155	79,5	201	81,0
Modem	28	52,8	102	52,3	130	52,4
CD-ROM	11	20,8	29	14,9	40	16,1
Lecteur optique						
Total	53	100,0	195	100,0	248	100,0

Tableau 34 - Logiciels utilisés selon le panel - Entreprises actives (données pondérées)

	Groupe de référence				Total	
	Panel un		Panel deux		Compte	%
	Compte	%	Compte	%		
Logiciels utilisés						
Données manquantes	360	339.6	1382	348.1	1742	346.3
Traitement de texte	90	84.9	315	79.3	405	80.5
Gestion de base de données	42	39.6	178	44.8	220	43.7
Comptabilité	95	89.6	321	80.9	416	82.7
Éditique	23	21.7	71	17.9	94	18.7
Accès à Internet	14	13.2	41	10.3	55	10.9
Autres utilisations	12	11.3	74	18.6	86	17.1
Total	106	100.0	397	100.0	503	100.0

Annexe C
Aide autorisée et emploi

Tableau 35 - Aide autorisée totale selon les résultats financiers normalisés (données pondérées)

	Aide autorisée totale
	Somme
Résultats fin. normalisés	
Par d'interview	4 148 834
Fermées pour raisons fin.	7 274 140
Fermées/inactives	3 339 086
Vendues/fusionnées	1 061 361
Actives - pas de données fin.	17 553 000
Pertes importantes	20 344 628
Faibles pertes	19 936 015
Faibles profits	21 955 043
Profits importants	16 547 479
Total	112 159 586

Tableau 36 - Employés autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés (données pondérées)

	Employés autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	83	0
Fermées pour raisons fin.	164	0
Fermées/inactives	84	49
Vendues/fusionnées	46	13
Actives - pas de données fin.	281	565
Pertes importantes	199	409
Faibles pertes	135	491
Faibles profits	184	961
Profits importants	165	612
Total	1 341	3 100

Tableau 37 - Employés non autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés (données pondérées)

	Employés non autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	83	0
Fermées pour raisons fin.	164	0
Fermées/inactives	84	7
Vendues/fusionnées	46	4
Actives - pas de données fin.	281	229
Pertes importantes	199	171
Faibles pertes	135	310
Faibles profits	184	616
Profits importants	165	229
Total	1 341	1 566

Tableau 38 - Employés autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés (données pondérées)

	Employés autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	83	0
Fermées pour raisons fin.	164	0
Fermées/inactives	84	13
Vendues/fusionnées	46	1
Actives - pas de données fin.	281	451
Pertes importantes	199	364
Faibles pertes	135	253
Faibles profits	184	539
Profits importants	165	219
Total	1 341	1 840

Tableau 39 - Employés non autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés (données pondérées)

	Employés non autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	83	0
Fermées pour raisons fin.	164	0
Fermées/inactives	84	0
Vendues/fusionnées	46	1
Actives - pas de données fin.	281	105
Pertes importantes	199	79
Faibles pertes	135	102
Faibles profits	184	297
Profits importants	165	155
Total	1 341	739

Tableau 40 - Aide autorisée selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet Démarrage	Aide autorisée totale	
	Somme	N valide
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	1 527 889	31
Fermées pour raisons fin.	3 151 188	94
Fermées/inactives	2 296 721	52
Vendues/fusionnées	477 752	18
Actives - pas de données fin.	6 997 042	135
Pertes importantes	11 416 143	106
Faibles pertes	8 994 571	35
Faibles profits	6 318 286	71
Profits importants	9 943 109	78
Total	51 122 701	620

Tableau 40 - Aide autorisée selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet Acquisition		
	Aide autorisée totale	
	Somme	N valide
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	518 000	7
Fermées pour raisons fin.	2 453 249	32
Fermées/inactives	340 363	8
Vendues/fusionnées	228 000	9
Actives - pas de données fin.	2 942 767	22
Pertes importantes	3 244 498	37
Faibles pertes	3 969 183	26
Faibles profits	6 191 650	29
Profits importants	2 382 819	24
Total	22 270 529	194

Tableau 40 - Aide autorisée selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet Expansion/modernisation		
	Aide autorisée totale	
	Somme	N valide
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	2 102 945	45
Fermées pour raisons fin.	1 642 703	37
Fermées/inactives	702 002	24
Vendues/fusionnées	355 609	19
Actives - pas de données fin.	7 613 191	124
Pertes importantes	5 683 987	56
Faibles pertes	6 972 261	74
Faibles profits	9 445 107	84
Profits importants	4 221 551	63
Total	38 739 356	526

Tableau 40 - Aide autorisée selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet Démarrage/expansion		
	Aide autorisée totale	
	Somme	N valide
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	0	0
Fermées pour raisons fin.	27 000	1
Fermées/inactives	0	0
Vendues/fusionnées	0	0
Actives - pas de données fin.	0	0
Pertes importantes	0	0
Faibles pertes	0	0
Faibles profits	0	0
Profits importants	0	0
Total	27 000	1

Tableau 41 - Employés autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Démarrage

	Employés autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	31	0
Fermées pour raisons fin.	94	0
Fermées/inactives	52	46
Vendues/fusionnées	18	5
Actives - pas de données fin.	135	250
Pertes importantes	106	201
Faibles pertes	35	150
Faibles profits	71	349
Profits importants	78	384
Total	620	1 385

Tableau 41 - Employés autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Acquisition

	Employés autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	7	0
Fermées pour raisons fin.	32	0
Fermées/inactives	8	3
Vendues/fusionnées	9	2
Actives - pas de données fin.	22	80
Pertes importantes	37	75
Faibles pertes	26	68
Faibles profits	29	103
Profits importants	24	72
Total	194	403

Tableau 41 - Employés autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Expansion/modernisation

	Employés autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	45	0
Fermées pour raisons fin.	37	0
Fermées/inactives	24	0
Vendues/fusionnées	19	6
Actives - pas de données fin.	124	235
Pertes importantes	56	133
Faibles pertes	74	273
Faibles profits	84	509
Profits importants	63	156
Total	526	1 312

Tableau 41 - Employés autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet Démarrage/expansion	Employés autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	0	0
Fermées pour raisons fin.	1	0
Fermées/inactives	0	0
Vendues/fusionnées	0	0
Actives - pas de données fin.	0	0
Pertes importantes	0	0
Faibles pertes	0	0
Faibles profits	0	0
Profits importants	0	0
Total	1	0

Tableau 42 - Employés non autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet Démarrage	Employés non autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	31	0
Fermées pour raisons fin.	94	0
Fermées/inactives	52	7
Vendues/fusionnées	18	3
Actives - pas de données fin.	135	30
Pertes importantes	106	115
Faibles pertes	35	39
Faibles profits	71	94
Profits importants	78	55
Total	620	343

Tableau 42 - Employés non autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet Acquisition	Employés non autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	7	0
Fermées pour raisons fin.	32	0
Fermées/inactives	8	0
Vendues/fusionnées	9	0
Actives - pas de données fin.	22	131
Pertes importantes	37	24
Faibles pertes	26	64
Faibles profits	29	122
Profits importants	24	22
Total	194	363

Tableau 42 - Employés non autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Expansion/modernisation

	Employés non autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	45	0
Fermées pour raisons fin.	37	0
Fermées/inactives	24	0
Vendues/fusionnées	19	1
Actives - pas de données fin.	124	68
Pertes importantes	56	32
Faibles pertes	74	207
Faibles profits	84	400
Profits importants	63	152
Total	526	860

Tableau 42 - Employés non autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Démarrage/expansion

	Employés non autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	0	0
Fermées pour raisons fin.	1	0
Fermées/inactives	0	0
Vendues/fusionnées	0	0
Actives - pas de données fin.	0	0
Pertes importantes	0	0
Faibles pertes	0	0
Faibles profits	0	0
Profits importants	0	0
Total	1	0

Tableau 43 - Employés autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Démarrage

	Employés autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	31	0
Fermées pour raisons fin.	94	0
Fermées/inactives	52	11
Vendues/fusionnées	18	0
Actives - pas de données fin.	135	165
Pertes importantes	106	141
Faibles pertes	35	114
Faibles profits	71	231
Profits importants	78	122
Total	620	784

Tableau 43 - Employés autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Acquisition

	Employés autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	7	0
Fermées pour raisons fin.	32	0
Fermées/inactives	8	2
Vendues/fusionnées	9	1
Actives - pas de données fin.	22	36
Pertes importantes	37	48
Faibles pertes	26	37
Faibles profits	29	89
Profits importants	24	29
Total	194	242

Tableau 43 - Employés autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Expansion/modernisation

	Employés autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	45	0
Fermées pour raisons fin.	37	0
Fermées/inactives	24	0
Vendues/fusionnées	19	0
Actives - pas de données fin.	124	250
Pertes importantes	56	175
Faibles pertes	74	102
Faibles profits	84	219
Profits importants	63	68
Total	526	814

Tableau 43 - Employés autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Démarrage/expansion

	Employés autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	0	0
Fermées pour raisons fin.	1	0
Fermées/inactives	0	0
Vendues/fusionnées	0	0
Actives - pas de données fin.	0	0
Pertes importantes	0	0
Faibles pertes	0	0
Faibles profits	0	0
Profits importants	0	0
Total	1	0

Tableau 44 - Employés non autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Démarrage

	Employés non autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	31	0
Fermées pour raisons fin.	94	0
Fermées/inactives	52	0
Vendues/fusionnées	18	0
Actives - pas de données fin.	135	22
Pertes importantes	106	61
Faibles pertes	35	29
Faibles profits	71	54
Profits importants	78	26
Total	620	192

Tableau 44 - Employés non autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Acquisition

	Employés non autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	7	0
Fermées pour raisons fin.	32	0
Fermées/inactives	8	0
Vendues/fusionnées	9	0
Actives - pas de données fin.	22	38
Pertes importantes	37	10
Faibles pertes	26	30
Faibles profits	29	135
Profits importants	24	9
Total	194	222

Tableau 44 - Employés non autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Expansion/modernisation

	Employés non autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	45	0
Fermées pour raisons fin.	37	0
Fermées/inactives	24	0
Vendues/fusionnées	19	1
Actives - pas de données fin.	124	45
Pertes importantes	56	8
Faibles pertes	74	43
Faibles profits	84	108
Profits importants	63	120
Total	526	325

Tableau 44 - Employés non autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés et le type de projet (données pondérées)

Type de projet
Démarrage/expansion

	Employés non autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	0	0
Fermées pour raisons fin.	1	0
Fermées/inactives	0	0
Vendues/fusionnées	0	0
Actives - pas de données fin.	0	0
Pertes importantes	0	0
Faibles pertes	0	0
Faibles profits	0	0
Profits importants	0	0
Total	1	0

Tableau 45 - Aide autorisée selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Oui

	Aide totale autorisée	
	Somme	N valide
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	2 442 041	47
Fermées pour raisons fin.	3 885 443	99
Fermées/inactives	2 042 290	43
Vendues/fusionnées	142 632	9
Actives - pas de données fin.	11 967 454	207
Pertes importantes	6 824 873	73
Faibles pertes	5 870 879	42
Faibles profits	6 969 208	73
Profits importants	9 547 497	78
Total	49 692 317	671

Tableau 45 - Aide autorisée selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Non

	Aide totale autorisée	
	Somme	N valide
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	1 706 793	36
Fermées pour raisons fin.	3 388 697	65
Fermées/inactives	1 296 796	41
Vendues/fusionnées	918 729	37
Actives - pas de données fin.	5 585 546	74
Pertes importantes	13 519 755	126
Faibles pertes	14 065 136	93
Faibles profits	14 985 835	111
Profits importants	6 999 982	87
Total	62 467 269	670

Tableau 46 - Employés autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Oui

	Employés autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	47	0
Fermées pour raisons fin.	99	0
Fermées/inactives	43	46
Vendues/fusionnées	9	11
Actives - pas de données fin.	207	424
Pertes importantes	73	141
Faibles pertes	42	237
Faibles profits	73	557
Profits importants	78	367
Total	671	1 783

Tableau 46 - Employés autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Non

	Employés autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	36	0
Fermées pour raisons fin.	65	0
Fermées/inactives	41	3
Vendues/fusionnées	37	2
Actives - pas de données fin.	74	141
Pertes importantes	126	268
Faibles pertes	93	254
Faibles profits	111	404
Profits importants	87	245
Total	670	1 317

Tableau 47 - Employés non autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Oui

	Employés non autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	47	0
Fermées pour raisons fin.	99	0
Fermées/inactives	43	7
Vendues/fusionnées	9	3
Actives - pas de données-fin.	207	46
Pertes importantes	73	32
Faibles pertes	42	39
Faibles profits	73	92
Profits importants	78	71
Total	671	290

Tableau 47 - Employés non autochtones à temps plein selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Non

	Employés non autochtones à temps plein	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	36	0
Fermées pour raisons fin.	65	0
Fermées/inactives	41	0
Vendues/fusionnées	37	1
Actives - pas de données fin.	74	183
Pertes importantes	126	139
Faibles pertes	93	271
Faibles profits	111	524
Profits importants	87	158
Total	670	1 276

Tableau 48 - Employés autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Oui

	Employés autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	47	0
Fermées pour raisons fin.	99	0
Fermées/inactives	43	11
Vendues/fusionnées	9	1
Actives - pas de données fin.	207	356
Pertes importantes	73	211
Faibles pertes	42	133
Faibles profits	73	202
Profits importants	78	122
Total	671	1 036

Tableau 48 - Employés autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Non

	Employés autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	36	0
Fermées pour raisons fin.	65	0
Fermées/inactives	41	2
Vendues/fusionnées	37	0
Actives - pas de données fin.	74	95
Pertes importantes	126	153
Faibles pertes	93	120
Faibles profits	111	337
Profits importants	87	97
Total	670	804

Tableau 49 - Employés non autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Oui

	Employés non autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	47	0
Fermées pour raisons fin.	99	0
Fermées/inactives	43	0
Vendues/fusionnées	9	0
Actives - pas de données fin.	207	30
Pertes importantes	73	10
Faibles pertes	42	13
Faibles profits	73	21
Profits importants	78	64
Total	671	138

Tableau 49 - Employés non autochtones à temps partiel selon les résultats financiers normalisés à l'intérieur/l'extérieur des réserves (données pondérées)

Des/hors réserves
Non

	Employés non autochtones à temps partiel	
	N valide	Somme
Résultats fin. normalisés		
Par d'interview	36	0
Fermées pour raisons fin.	65	0
Fermées/inactives	41	0
Vendues/fusionnées	37	1
Actives - pas de données fin.	74	75
Pertes importantes	126	69
Faibles pertes	93	89
Faibles profits	111	276
Profits importants	87	91
Total	670	601

Annexe D
Comparaison des résultats de 1993 et de 1995

Tableau 50 - Résultats financiers normalisés selon la catégorie (données non pondérées)

	CATÉGORIE											
	Données manquantes		Pas de données financières		Pertes importantes		Faibles pertes		Faibles profits		Profits importants	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés	0	0	2	5,9	3	4,2	3	6,0	1	2,0	3	6,1
Pas d'interview	2	8,7	5	14,7	4	16,9	7	14,0	2	4,0	2	4,1
Fermées pour raisons fin.	1	4,3	8	23,5	9	35,4	0	0,0	2	4,0	2	4,1
Fermées/inactives	4	17,4	0	0,0	6	23,7	0	0,0	2	4,0	2	4,1
Vendues/fusionnées	7	30,4	14	41,2	10	38,5	6	12,0	6	12,0	15	30,6
Actives - pas de données fin.	6	26,1	2	5,9	17	63,9	10	20,0	4	8,0	5	10,2
Pertes importantes	1	4,3	1	2,9	2	7,4	11	22,0	9	18,0	4	8,2
Faibles pertes	2	8,7	1	2,9	3	11,1	8	16,0	7	14,0	7	14,3
Faibles profits	1	4,3	1	2,9	2	7,4	5	10,0	6	12,0	12	24,5
Profits importants	0	0,0	1	2,9	6	22,2	5	10,0	6	12,0	12	24,5
Total	23	100,0	34	100,0	71	100,0	50	100,0	50	100,0	49	100,0

Tableau 50 - Résultats financiers normalisés selon la catégorie (données non pondérées)

	Total	
	Compte	%
Résultats fin. normalisés	12	4,3
Pas d'interview	30	10,8
Fermées pour raisons fin.	17	6,1
Fermées/inactives	15	5,4
Vendues/fusionnées	58	20,9
Actives - pas de données fin.	44	15,9
Pertes importantes	34	12,3
Faibles pertes	37	13,4
Faibles profits	30	10,8
Profits importants	30	10,8
Total	277	100,0

Tableau 51 - Comparaison de l'emploi dans le temps

	CATÉGORIE					
	Données manquantes	Pas de données financières	Pertes importantes	Faibles pertes	Faibles profits	Profits importants
ETP93 A	19	32	59	47	47	46
N valide	71,5	77,5	201,5	249,0	239,5	255,0
Somme						
ETP93 N	19	32	59	47	47	46
N valide	5,5	31,5	87,0	70,0	132,5	120,0
Somme						
ETP95 A	19	32	59	47	47	46
N valide	70,0	55,5	146,5	228,0	192,0	257,5
Somme						
ETP95 N	19	32	59	47	47	46
N valide	9,0	3,5	95,5	54,5	118,0	92,0
Somme						

Tableau 51a - Comparaison de l'emploi dans le temps - Entreprises toujours actives

	CATÉGORIE					
	Données manquantes	Pas de données financières	Pertes importantes	Faibles pertes	Faibles profits	Profits importants
ETP93-A	16	19	43	40	42	43
N valide	70,0	49,5	155,5	236,5	227,5	234,0
Somme						
ETP93 N	16	19	43	40	42	43
N valide	4,0	4,5	78,0	48,0	127,5	118,5
Somme						
ETP95 A	16	19	43	40	42	43
N valide	70,0	55,5	146,5	228,0	188,0	257,5
Somme						
ETP95 N	16	19	43	40	42	43
N valide	9,0	3,5	95,5	54,5	118,0	92,0
Somme						

Tableau 52a - Comparaison des profits de l'année 1 et des bénéfices avant impôts normalisés dans le temps

	CATÉGORIE					
	Données manquantes	Pas de données financières	Pertes importantes	Faibles pertes	Faibles profits	Profits importants
Rev. tot. A1	3	1	49	41	41	31
N valide	-21 587	13 247	7 305 650	23 510 986	17 394 697	21 873 596
Somme						
Prof. déc. A1	3	1	49	41	41	31
N valide	-81 440	1 844	-1 931 837	-585 093	625 811	3 500 291
Somme						
Rev. tot. 95	9	5	35	34	36	28
N valide	3 849 237	987 286	9 059 705	22 840 086	17 850 825	24 630 210
Somme						
Prof. déc. 95	9	5	35	34	36	28
N valide	-51 470	3 814	-529 154	240 342	-372 972	1 117 016
Somme						

Tableau 52b - Comparaison des profits de l'année/et des bénéfices ayant impôts normalisés dans le temps - Exclut les entreprises actuellement fermées

	CATÉGORIE					
	Données manquantes	Pas de données financières	Pertes importantes	Faibles pertes	Faibles profits	Profits importants
Rev. tot. A1 N valide Somme	3 -21 587	0 -	33 5 169 117	34 18 342 731	36 16 101 584	28 20 765 743
Prof. déc. A1 N valide Somme	3 -81 440	0 -	33 -1 272 647	34 -508 473	36 547 362	28 3 307 190
Rev. tot. 95 N valide Somme	9 3 849 237	5 987 286	33 9 059 705	34 22 840 086	36 17 850 825	28 24 630 210
Prof. déc. 95 N valide Somme	9 -51 470	5 3 814	33 -529 154	34 240 342	36 -372 972	28 1 117 016

Annexe E
Augmentation de l'emploi

Tableau 54 - Somme - Emploi total/supplémentaire selon les résultats financiers normalisés (données pondérées)

	Résultats financiers normalisés									Total
	Pas d'interview	Fermées pour raisons financières	Fermées/inactives	Vendues/fusionnées	Actives - Pas de données financières	Profits importants	Faibles pertes	Faibles profits	Pertes importantes	
Emploi tot.										
Compte	83	164	84	46	281	199	135	184	165	1 341
Non manq.	83	164	84	46	281	199	135	184	165	1 341
Moyenne	0	0	0	0	3,8	4,0	7,3	10,8	6,2	4,4
Somme	0	0	0	0	1 056,5	799,5	979,0	1 994,0	1 028,0	5 857,0
Emploi supp.										
Compte	83	164	84	46	281	199	135	184	165	1 341
Non manq.	83	164	84	46	281	199	135	184	165	1 341
Moyenne	0	0	0	0	2,7	3,0	4,0	6,2	5,1	2,9
Somme	0	0	0	0	771,5	596,5	539,5	1 146,5	833,8	3 887,8

Tableau 55 - Somme - Emploi total/supplémentaire selon le type de projet (données pondérées)

	Type de projet				Total
	Démarrage	Acquisition	Expansion/modernisation	Démarrage/expansion	
Emploi tot.					
Compte	620	194	526	1	1341
Non manq.	620	194	526	1	1341
Moyenne	3,4	5,1	5,2	0	4,4
Somme	2134,0	991,0	2732,0	0	5857,0
Emploi supp.					
Compte	620	194	526	1	1341
Non manq.	620	194	526	1	1341
Moyenne	3,4	2,8	2,3	0	2,9
Somme	2134,0	536,5	1217,3	0	3887,8

Tableau 56 - Somme - Emploi total/supplémentaire des/hors réserves (données pondérées)

	Des/hors réserves		Total
	Oui	Non	
Emploi tot.			
Compte	671	670	1341
Non manq.	671	670	1341
Moyenne	3,8	4,9	4,4
Somme	2582,0	3275,0	5857,0
Emploi supp.			
Compte	671	670	1341
Non manq.	671	670	1341
Moyenne	2,7	3,0	2,9
Somme	1844,8	2043,0	3887,8

Annexe F
Résultats de 1993

Résultats financiers normalisés selon l'aide autorisée (1993 - données non pondérées ou filtrées)

	Aide totale autorisée (1993)							
	< 15 000 \$		15 000 \$ à 50 000 \$		50 000 \$ à 250 000 \$		> 250 000 \$	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats fin. normalisés (1993)								
Pas d'interview	4	4,5	4	3,0	1	1,0	1	5,9
Fermées pour raisons financières	4	4,5	4	3,0	1	1,0	0	5,9
Fermées/inactives	12	13,7	9	6,7	4	4,2	1	5,9
Actives - pas de données financières	28	31,3	19	14,1	11	11,5	1	5,9
Pertes importantes	18	20,2	39	28,9	17	17,7	3	17,6
Faibles pertes	8	9,0	18	13,3	21	21,9	6	35,3
Faibles profits	8	9,0	20	14,8	23	24,0	2	11,8
Profits importants	7	7,9	22	16,3	18	18,8	3	17,6
Total	89	100,0	135	100,0	96	100,0	17	100,0

Résultats financiers normalisés selon le type de projet (1993 - données non pondérées ou filtrées)

	Type de projet							
	Démarrage		Acquisition		Expansion/ Modernisation		Indéterminé/ Autre	
	Compte	%	Compte	%	Compte	%	Compte	%
Résultats financiers normalisés (1993)								
Pas d'interview	3	2,6	1	1,3	4	3,1	2	15,4
Fermées pour raisons financières	3	2,6	3	3,9	2	1,5	1	7,7
Fermées/inactives	12	10,3	7	9,1	7	5,3	0	0,0
Actives - pas de données financières	24	20,7	9	11,7	26	19,8	0	0,0
Pertes importantes	30	25,9	14	18,2	30	22,9	3	23,1
Faibles pertes	21	18,1	13	16,9	17	13,0	3	23,1
Faibles profits	10	8,6	19	24,7	21	16,0	2	15,4
Profits importants	13	11,2	11	14,3	24	18,3	2	15,4
Total	116	100,0	77	100,0	131	100,0	13	100,0

Annexe G : Normalisation des données financières

Bulletin 4
Normalisation des données financières

Le 13 novembre 1992

1. Les deux premières pages des données financières (c'est-à-dire le Bilan et l'État des résultats) doivent reposer uniquement sur l'information fournie par l'entreprise. Celles-ci pourraient nécessiter une certaine manipulation (p. ex. la combinaison des données sur les traitements et la rétribution de la direction pour obtenir les «traitements et salaires» sur le questionnaire). Les données des termes financiers qui vous ont été fournies vous guideront dans cette tâche. En cas de doute, téléphoner à Julia Hibberd.

2. La troisième page des données financières (sous le titre *Autres renseignements nécessaires*) vous permet d'indiquer que compte tenu de la connaissance qu'a votre bureau de l'entreprise, le traitement versé à la direction doit être rajusté. Cette section est extrêmement importante, car des paiements inexacts à la direction risquent de fausser les données financières. Deux situations surtout doivent retenir l'attention :
 - (i) le propriétaire s'est considérablement sous-payé pour permettre à l'entreprise de survivre. Il n'est pas rare que les propriétaires d'entreprises nouvelles ou en expansion se versent un salaire inférieur au taux standard. Un rajustement ne s'impose que dans les cas où il y a vraiment eu exagération.

 - (ii) le propriétaire s'est considérablement surpayé et il a saigné l'entreprise. Là encore, il n'est pas rare que le(s) propriétaire(s) d'une entreprise florissante s'accorde(nt) une augmentation. Des rajustements ne s'imposent que lorsque les salaires sont exagérément élevés et font paraître peu rentable une entreprise qui est très rentable.

Dans ces deux situations extrêmes, vous devez présenter les données fournies par l'entreprise comme à l'habitude à la page 2 sous «Traitements et charges sociales» et le rajustement proposé de même que la raison du rajustement à la troisième page. Vous trouverez au tableau ci-joint les traitements à utiliser pour des entreprises de taille et de secteur différent.

3. Vous recevrez sans aucun doute des états financiers de qualité variable. Vous ne devez en aucun cas rajuster les données fournies par une entreprise. Vous devez plutôt fournir votre propre évaluation de la fiabilité des états financiers et les raisons de cette évaluation (voir Observations).

Grille salariale pour la normalisation du revenu

Complexité	Micro-entreprises capital inférieur à 15 000 \$	Petites entreprises moins de 5 employés	Moyennes entreprises 5 à 10 employés	Grosses entreprises 10 employés et plus
Moins grande compétence (commerce de détail / services / secteur primaire / etc.)	****	20 000 \$	30 000 \$	40 000 \$
Plus grande expertise (foresterie / construction / agro-industrie / transporteurs aériens / mails / fabrication / etc.)	****	30 000 \$	45 000 \$	60 000 \$

**** Pour les micro-entreprises, utilisez un salaire de 20 000 \$ et calculez au prorata le revenu du propriétaire en fonction du temps qu'il consacre chaque année à l'entreprise; p. ex., 25 % du temps donnerait un salaire de 5 000 \$.

Annexe H : Questionnaire de l'étude

Examen financier des entreprises subventionnées par EAC

Projet n° : 1 _____
N° de référence de GGI : _____

Section A : Examen du dossier

Nom du client :

Nom du propriétaire/directeur :

Montant de l'aide autorisée :

Planification d'entreprise : 2 _____

Marketing : 3 _____

Équipement : 4 _____

Exploitation : 5 _____

Soutien à l'entreprise : 6 _____

Aide totale autorisée : 7 _____

Montant déboursé : 8 _____

Autres fonds versés par EAC

Montant	Année	Objet
9	10	11
12	13	14
15	16	17

Emplacement :

Description du projet (*ce qui a été fait*)

Numéro(s) de téléphone essayé(s) : _____

Présent numéro de téléphone : _____

Agent de développement actuel : _____

Bureau d'EAC : _____ Code du bureau d'EAC (GGI) ¹⁸ _____

Comptable : Nom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Télécopieur : _____

Si un prêt a été autorisé comme partie intégrante du financement global du projet :

Établissement de crédit :

(Si le nom de l'établissement ne figure pas dans le dossier, le demander par téléphone.)

Nom : _____

Personne-ressource : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Montant du prêt déboursé : ¹⁹ _____

Paiements à jour : ²⁰ 1 - Oui

2 - Non

3 - Ne sait pas

Si la réponse est *Non*, quel est l'arriéré? Mois ²¹ _____

Montant ²² _____

Le promoteur a-t-il investi dans le projet?

²³ 1 - Oui

2 - Non

3 - Ne sait pas

Si la réponse est *Oui*, combien? ²⁴ _____

En quoi a consisté sa contribution? (Nota : Il peut y avoir plus d'une réponse)

Source	Code	Montant
Encaisse du requérant	25	26
Prêt personnel	27	28
Contribution de la bande	29	30
Contribution fédérale	31	32
Contribution provinciale	33	34
Actifs	35	36
Contribution d'autres sources	37	38

LE MONTANT TOTAL DOIT ÊTRE ÉGAL AU CHIFFRE INSCRIT DANS LE CHAMP 24!

Renseignements tirés du dossier :

- 39 1 - L'entreprise a fait faillite.
- 2 - L'entreprise a cessé ses activités.
- 3 - On sait que l'entreprise est en exploitation.
- 3 - L'entreprise est censée être en exploitation.

État du projet :

- 40 1 - Projet mené à bien (code 608)
- 2 - Paiement final demandé (code 605)
- 3 - Demande présentée (code 601)

Cette entreprise a-t-elle déjà reçu une aide dans le cadre du Programme de développement des entreprises autochtones, du Programme de développement économique des autochtones ou des Ententes spéciales d'aménagement rural et de développement agricole?

- ⁴¹ 1 - Oui
- 2 - Non
- 3 - Ne sait pas

Si le code est 601

Tous les paiements de capital ont-ils été versés?

- ⁴² 1 - Oui
- 2 - Non
- 3 - Ne sait pas

Observations sur le projet ou l'entreprise :
GGI ⁴³ _____

Code de

Section B : Examen du dossier (à confirmer au moment de l'interview)

	Dossier	Interview
B1 Nature de l'entreprise	_____	_____
	_____	_____
		Code CTI à 4 chiffres ⁴⁴ _____
		Code CTI (GGI) ⁴⁵ _____

B2 Type de projet	<input type="checkbox"/> ⁴⁶ 1 Démarrage	<input type="checkbox"/> ⁴⁷ 1 Démarrage
	<input type="checkbox"/> 2 Acquisition	<input type="checkbox"/> 2 Acquisition
	<input type="checkbox"/> 3 Expansion/modernisation	<input type="checkbox"/> 3 Expansion/modernisation

B3 L'entreprise est-elle située dans une réserve?

<input type="checkbox"/> ⁴⁸ 1 Oui	<input type="checkbox"/> ⁴⁹ 1 Oui
<input type="checkbox"/> 2 Non	<input type="checkbox"/> 2 Non

Note à l'intervieweur : Au point B4, il est nécessaire de confirmer si les propriétaires / directeurs dont le nom a été tiré du dossier sont toujours les mêmes. Toutefois, il n'est pas nécessaire de remplir les cases d), c) et d).

B4a) D'après nos dossiers, les personnes suivantes sont propriétaires de l'entreprise ou la gèrent. Est-ce exact?

a) Propriétaire(s)	b) Statut	c) Sexe	d) Âge	e) Expérience	f) Années de scolarité
	50	51	52	53	54
	55	56	57	58	59
	60	61	62	63	64
	65	66	67	68	69
	70	71	72	73	74
Directeur					
	75	76	77	78	79

b) Codes de statut
 Indien inscrit II
 Indien non inscrit
 Métis
 Inuit
 Non-autochtone
 Ne sait pas
 Ne répond pas

e) Codes d'expérience
 INI Oui O
 M Non N
 I

c) Codes de sexe
 Sexe masculin
 Sexe féminin

f) Codes d'éducation
 NA f) Codes d'éducation
 NSP Inscrire le nombre d'années
 NRP d'éducation systématique. Inclure
 l'enseignement primaire,
 secondaire et postsecondaire.

d) Codes d'âge
 30 ans ou moins
 31 à 44 ans
 45 ans ou plus

M
 F

g) Directeur
 S'il s'agit d'une personne autre que
 le propriétaire, indiquer son nom au
 tableau et remplir les cases b à f.

B5 Par qui l'entreprise est-elle dirigée?

⁸⁰ 1 - Homme

2 - Femme

3 - Mari et femme

- Autre (préciser) _____

B6a Un soutien à l'entreprise est-il inclus dans la lettre d'offre?

⁸¹ 1 - Oui

2 - Non

B6b Si *Oui*, quel était le montant autorisé pour le soutien à l'entreprise? ⁸² _____

B6c Le soutien à l'entreprise a-t-il été utilisé par le client?

⁸³ 1 - Oui

2 - Non

B7 Y avait-il un agent de service externe?

⁸⁴ 1 - Oui

2 - Non

Section C : Questionnaire d'interview

J'appelle à propos de l'entreprise _____ Pourrais-je parler à (nom du propriétaire / directeur)?

C1a) Quel est le statut actuel de l'entreprise?

- ⁸⁵ 1 - Active
- 2 - Temporairement inactive (relance prévue) (Passer à C.2)
- 3 - Fermée pour des raisons financières (Passer à b) ci-dessous)
- 4 - Vendue (Voir la note à l'intervieweur)
- 5 - Fusionnée (Voir la note à l'intervieweur)
- 6 - Acquis par _____ (Voir la note à l'intervieweur)
- _____
- 7 - Fermeture volontaire (Passer à b) et c) ci-dessous)
- ___ 8 - Autre (préciser) _____
- _____

*** Note à l'intervieweur :** Si le nouveau propriétaire est un autochtone, l'intervieweur devrait essayer de le rencontrer et de poursuivre l'entrevue.

C1b) *Si l'entreprise a cessé ses activités :*

- i) Quand l'entreprise a-t-elle été créée? Mois ⁸⁶ _____ Année ⁸⁷ _____
- ii) Quand l'entreprise a-t-elle fermé ses portes? Mois ⁸⁸ _____ Année ⁸⁹ _____

C1c) *En cas de fermeture volontaire*

Pourquoi l'entreprise a-t-elle fermé ses portes? Code de GGI ⁹⁰ _____

TERMINER L'INTERVIEW

C2 Quel est votre poste dans l'entreprise?

- 1 - Unique propriétaire
- 2 - L'un des propriétaires
- 3 - Directeur
- 4 - Employé
- 5 - Conjoint, enfant ou parent du propriétaire
- 6 - Ami du propriétaire
- 7 - Comptable (non-employé)
- 8 - Autre (préciser) _____

<p><i>Note à l'intervieweur :</i> Comme il est indiqué dans les instructions, l'entrevue devrait se faire avec le propriétaire ou le directeur à moins que cela s'avère impossible.</p>

C3a) À qui l'entreprise appartient-elle?

- 1 - Entreprise appartenant à la bande ou à la collectivité (passer à C4)
- 2 - Entreprise privée (passer à C3b))

C3b) L'entreprise :

- 1 - Est une société privée
- 2 - Est une société de personnes
- 3 - Appartient à une seule personne

C4) À quelle distance êtes-vous de la ville de plus de 25 000 habitants la plus rapprochée?

- 1 - Urbaine - située à moins de 50 kilomètres de la ville de plus de 25 000 habitants la plus rapprochée.
- 2 - Rurale - située dans un rayon de 50 à 350 kilomètres de la ville de plus de 25 000 habitants la plus rapprochée.
- 3 - Éloignée - située à plus de 350 kilomètres de la ville de plus de 25 000 habitants la plus rapprochée.

Note à l'intervieweur : Confirmer les données de la section B du questionnaire :
«Pourriez-vous m'indiquer si l'information que nous avons
dans nos dossiers est exacte?»

C5a) Quand l'entreprise s'est-elle lancée en affaires? Année 95 _____ Mois 96 _____

C5b) Y a-t-il eu des changements de propriétaire depuis?

⁹⁷ 1 - Oui

2 - Non

C5c) Si *Oui*, quand? Année 98 _____ Mois 99 _____

Quelle a été la nature du changement?

Il y a eu changement de propriétaire :

¹⁰⁰ 1 - Parallèlement au projet d'EAC

2 - Avant le projet d'EAC

3 - Depuis l'approbation du projet d'EAC

C6a) Combien d'employés à temps plein l'entreprise compte-t-elle actuellement (y compris les propriétaires exploitants)? Combien d'employés à temps partiel l'entreprise compte-t-elle actuellement?

	Actuellement	Avant le projet
À temps plein	101	102
À temps partiel	103	104

Définitions : *Employés* englobe les propriétaires exploitants et (ou) les directeurs

À temps plein veut dire 30 heures par semaine ou plus

À temps partiel veut dire moins de 30 heures par semaine

S'il s'agit d'un projet de «démarrage», passer à C7a).

S'il s'agit d'une «acquisition» ou d'une «expansion», passer à C6b).

C6b) Combien d'employés à temps plein et à temps partiel aviez-vous avant le lancement du projet? (*Inscrire les réponses dans la grille ci-dessus*)

C6c) Que serait-il arrivé aux employés déjà en poste si le projet n'était pas allé de l'avant?

¹⁰⁵ 1 - Tous seraient demeurés en poste.

2 - Quelques-uns auraient été mis à pied.

3 - L'entreprise aurait fermé ses portes.

4 - Autre (préciser) _____

- C7a) Parmi les employés à temps plein actuels, quel est le nombre d'autochtones et de non-autochtones? (*Inscrire les réponses ci-dessous*)
- C7b) Combien y a-t-il d'hommes et de femmes? (*Inscrire les réponses ci-dessous*)
- C7c) Parmi les employés à temps partiel actuels, combien y a-t-il d'autochtones et de non-autochtones? (*Inscrire les réponses ci-dessous*)
- C7d) Combien y a-t-il d'hommes et de femmes? (*Inscrire les réponses ci-dessous*)

	Autochtones	Non-autochtones	Hommes	Femmes
A temps plein	106	107	108	109
A temps partiel	110	111	112	113

Note à l'intervieweur : La réponse à la question C8 ci-dessous aidera à déterminer la nécessité de «normaliser» les données financières.

- C8 Comment le(s) propriétaire(s) est-il (sont-ils) rémunéré(s)? (p. ex. salaire régulier, petit pourcentage des bénéfices, etc.)

- C9a) Que serait-il arrivé à votre projet si vous n'aviez pu obtenir l'aide d'EAC?

- 114 1 - Le projet serait allé de l'avant.
 2 - Le projet aurait été retardé.
 3 - Le projet aurait été d'une plus petite envergure.
 ___ Autre (préciser) _____

- C9b) Si la contribution d'EAC avait pris la forme d'un prêt, auriez-vous quand même pu aller de l'avant avec votre projet?

- 115 1 - Oui
 2 - Non

C10a) Exportez-vous actuellement vos produits / services dans d'autres pays?

- 116 1 - Oui
 2 - Non

C10b) Si *Non*, passer à C11. Si *Oui*, où? (*Nota : Il peut y avoir plus d'une réponse.*)

- 117 1 - Allemagne
118 2 - Autre pays européen
119 3 - Asie du Sud-Est
 4 - Amérique du Sud
 5 - Amérique centrale
___ Autre (préciser) _____

C10c) Quelle est la valeur de vos exportations?

- 120 1 - < 50 000 \$
 2 - 51 000 \$ à 100 000 \$
 3 - 101 000 \$ à 500 000 \$
 4 - > 500 000 \$

C10d) Aimeriez-vous que nous communiquions votre nom à notre section commerciale pour qu'elle vous donne plus de renseignements?

- 121 1 - Oui
 2 - Non

C11 Votre entreprise utilise-t-elle un ordinateur personnel? Si *Oui*, à quelle fin (cocher toutes les réponses données)? Si *Non*, passer à la section D.

¹²² 1 - Traitement de texte

¹²³ 2 - Gestion de base de données

¹²⁴ 3 - Comptabilité

¹²⁵ 4 - Éditique

5 - Accès à Internet

Autre (préciser) _____

L'ordinateur que vous utilisez pour vos affaires est-il équipé de l'un des accessoires suivants (cocher toutes les réponses données)?

¹²⁶ 1 - Modem

¹²⁷ 2 - CD-ROM

¹²⁸ 3 - Lecteur optique

Section D : Information financière

Pour terminer, j'aurais quelques questions d'ordre financier à vous poser sur votre entreprise :

D1 Quand prend fin l'exercice financier de l'entreprise?

¹²⁹Mois _____ ¹³⁰Jour _____

Note à l'intervieweur : Si l'entreprise appartient à un seul propriétaire et que l'interviewé ne peut répondre à la question, inscrire le 31 décembre ci-dessus (c'est-à-dire 12,31).

D2 À quel intervalle les états financiers sont-ils dressés?

¹³¹ 1 - Mensuellement

2 - Trimestriellement

3 - Annuellement

___ Autre (préciser) _____

9 - Pas du tout

Note à l'intervieweur : Si le répondant indique qu'aucun état financier n'est établi, poser les questions suivantes :

- Y a-t-il un état financier pour l'année terminée en (année indiquée à D1)?
- (Dans la négative) L'entreprise fait-elle une déclaration d'impôt?
- (Dans la négative) Votre prêteur exige-t-il un état financier annuel?

Si la réponse est toujours *Non*, mettre fin à l'entrevue.

D3a) Qui dresse l'état financier de fin d'année?

¹³² 1 - Direction

2 - Teneur de livre de l'extérieur

3 - Comptable de l'extérieur

D3b) Les états financiers de fin d'exercice sont-ils vérifiés?

¹³³ 1 - Oui

2 - Non

D4 Vous servez-vous de vos états financiers pour prendre des décisions de gestion ou faire des projections?

¹³⁴ 1 - Oui

2 - Non

D5 Les états financiers sont-ils disponibles pour l'année financière la plus récente?

¹³⁵ 1 - Oui

2 - Non, pas encore

3 - Non, ils ne seront pas établis

D6 Pour combien d'années antérieures des états financiers ont-ils été dressés?

¹³⁶ 1 - Aucune

2 - Une

3 - Deux

4 - Trois

5 - Quatre ou plus

D7a) Dans le cadre de cette étude, nous demandons les états financiers des deux années les plus récentes pour lesquelles il en existe. Ces états financiers sont-ils disponibles?

¹³⁷ 1 - Oui

2 - Non

3 - Dans les dossiers

D7b) Quand pouvez-vous me les envoyer?

D7c) Vous est-il possible de me les envoyer par télécopieur?

D7d) Donc, puis-je m'attendre à les recevoir d'ici au _____?

Je vais vous rappeler si je ne les reçois pas d'ici au _____.

Merci beaucoup de votre aide

À L'USAGE DE GGI SEULEMENT :

Pas de données financières 138 1

Pas d'interview 139 1

Annexe I : Définitions des termes financiers

Définitions des termes financiers

ACTIF

Encaisse : figurent ici les pièces de monnaie et billets de banque, les chèques, les mandats, les bons de poste, les mandats à vue et les soldes sous forme de dépôts à vue et de dépôts d'épargne, en devises canadiennes ou étrangères. Les découverts bancaires et les chèques en circulation peuvent être déduits de l'encaisse; dans les cas où le découvert excède le solde de l'encaisse, la différence figure au passif à court terme sous la dénomination *Emprunts bancaires*. L'encaisse ne prend pas en compte les dépôts à terme, les certificats de placements garantis, les dépôts-swaps et les dépôts en réserve tels que les dépôts en espèces détenus pour des soumissions et des contrats. Sont également exclus les lingots d'or détenus par les sociétés minières, car ils sont considérés comme une partie des stocks.

Valeurs réalisables : figurent ici les actions, les obligations (garanties ou non), les bons du Trésor et les obligations du gouvernement canadien, les titres des administrations provinciales et municipales et tous les types de titres négociables détenus comme placements de portefeuille courants ou à court terme. Sont aussi compris les certificats de dépôt garanti, les dépôts à terme, les effets de commerce et des sociétés de financement, les dépôts bancaires fournis en nantissement et les acceptations de banque. Dans le secteur financier, où les sociétés ne font souvent aucune distinction entre l'actif à court terme et celui à long terme, le poste des valeurs réalisables revêt un caractère plutôt flou. Dans le cas des fonds mutuels, les valeurs réalisables figurent parmi les placements à long terme. Dans celui des courtiers en valeurs mobilières, les valeurs réalisables qui font partie des stocks sont prises en compte. Enfin, les actions de filiales et de sociétés affiliées ne sont pas enregistrées ici, mais sont comprises dans les placements à long terme dans des sociétés affiliées.

Comptes à recevoir : figurent ici les montants facturés au titre de la vente de biens et de services, déduction faite des rabais et des créances douteuses. Les sommes dues par les sociétés affiliées ne sont pas données ici, mais plutôt au poste *Dû par des sociétés affiliées*. Les prêts consentis par certaines institutions financières comme les sociétés d'acceptation et de financement de ventes sont comptabilisés avec les *Prêts et billets à recevoir*. Les dividendes et les intérêts courus à recevoir figurent dans les *Autres actifs à court terme*.

Stocks : figurent ici tous les actifs, tels que les matières premières, les demi-produits et les produits finis, acquis pour la revente dans le cours normal des affaires. Les terrains, bâtiments et autres biens immobiliers sont classés comme stocks quand ils sont destinés à la revente et que celle-ci fait partie du cours normal des affaires. Les montants susmentionnés sont bruts et les déductions pour réserves se trouvent dans les *Autres surplus*. Les stocks de l'industrie de la construction englobent le montant qui correspond à la valeur des facturations proportionnelles relatives aux contrats.

Dû par des sociétés affiliées : il s'agit des comptes à recevoir et des autres sommes à court terme dues par les sociétés affiliées et associées, y compris les dividendes de ces sociétés, les montants dus par leurs actionnaires ou administrateurs ainsi que les sommes à court terme dues par des entreprises (constituées ou non en société) en participation.

Dépôts et avances : il s'agit des postes à court terme tels que les provisions pour contrats, les avances aux fournisseurs et les dépôts auprès de fiduciaires.

Prêts à recevoir : comprend les hypothèques mobilières des sociétés non affiliées et non associées, les prêts à demande des banques ou des sociétés de fiducie et les autres prêts des sociétés non affiliées.

Autres actifs à court terme : comprend les disponibilités non prises en compte ailleurs, comme les comptes-clients accumulés, les sommes à recevoir des salariés de l'entreprise et l'apport de financement des concessionnaires automobiles. Les dividendes et les intérêts courus à recevoir de sociétés non affiliées et non associées figurent également à ce poste. Les frais payés d'avance y figurent aussi.

Autres actifs : ce sont les éléments à long terme qui ne sont pas précisés dans les autres postes, par exemple, les conteneurs, les valeurs de rachat de polices d'assurance-vie, l'achalandage, les marques de commerce, les concessions, le bétail et les sièges à la bourse des valeurs. Figurent aussi les frais différés, c'est-à-dire les dépenses qui doivent procurer des avantages durant plusieurs exercices successifs, comme les remises sur émissions d'obligations, les dépenses d'organisation et les frais d'outillage et de mise au point.

PASSIF

Emprunts bancaires : figurent ici les découverts bancaires et les chèques en circulation, de même que les prêts à court terme consentis par les banques à charte canadiennes.

Emprunts à court terme : ce sont ceux dus aux actionnaires, aux banques étrangères, aux sociétés de financement, aux administrations publiques et aux sociétés autres que les sociétés affiliées et les banques à charte canadiennes. Les certificats garantis et le passif-dépôt des institutions de dépôt figurent également ici, comme les hypothèques mobilières.

Comptes à payer : ne sont compris ici que les comptes-fournisseurs et les billets «commerciaux» à payer. Les montants de cette nature dus aux sociétés affiliées ou aux entreprises en participation (non constituées en société) sont donnés au poste *Dû à des sociétés affiliées*. Les comptes à payer englobent aussi les dividendes à verser en espèces et les intérêts courus sur obligations (garanties ou non) à intérêt conditionnel.

Dette à long terme exigible : il s'agit des versements à court terme des fonds d'amortissement, des hypothèques et des autres dettes à long terme.

Avances et paiements anticipés : figurent ici les montants perçus pour des marchandises à livrer ou des services à effectuer dans le courant de l'année, ainsi que les sommes reçues au titre des paiements proportionnels et des avances sur hypothèques, dans le cas des entrepreneurs.

Dû à des sociétés affiliées : figurent ici les comptes-fournisseurs et les autres montants dus aux sociétés affiliées et aux entreprises en participation, exception faite des dividendes.

Autres passifs à court terme : figurent ici les intérêts payables, tous les impôts à payer (y compris les impôts retenus sur le revenu des salaires), les taxes de vente, les réserves pour hypothèques déduites des hypothèques à court terme et les réserves déduites des *Dépôts et avances* et des *Prêts à recevoir*. Sont comprises ici les charges courues, telles que les provisions pour garanties.

Revenu différé : figurent ici tous les revenus et recettes perçus avant d'être vraiment gagnés, à l'exclusion des avances et paiements anticipés de nature courante. On retrouve par exemple le bénéfice différé sur les ventes à tempérament, les intérêts ou frais de service non gagnés, les subventions d'exploitation non amorties, les loyers reçus à l'avance et les services de transport vendus à l'avance.

Dû aux actionnaires ou affiliées : ce poste englobe toutes les dettes à long terme, les dividendes et les hypothèques dus aux actionnaires ou aux sociétés affiliées.

Impôts sur le revenu différés : figurent ici les impôts différés sur le revenu accumulés et pouvant être payés en une année ultérieure à cause de différences de période entre les méthodes comptable et fiscale. Il s'agit surtout de différences entre l'amortissement comptable et l'amortissement fiscal.

AVOIR

Actions ordinaires : il s'agit des actions ordinaires identifiées comme telles au bilan. À défaut d'identification comptable de la part de la société, les actions avec droit de vote sont comprises ici.

Actions privilégiées : il s'agit des actions privilégiées identifiées comme telles au bilan. À défaut d'identification comptable de la part de la société, les actions sans droit de vote sont comprises ici.

Bénéfices réinvestis : il s'agit des bénéfices accumulés dont la société peut se servir pour verser des dividendes ou à d'autres fins; les chiffres sont nets des déficits accumulés. Ce poste peut également s'intituler «surplus gagné», «bénéfices non répartis» ou «compte de réserve». Dans le cas de succursales canadiennes non constituées en société d'entreprises étrangères constituées en société, il comprend aussi le compte du siège social. Enfin, il englobe les bénéfices réinvestis affectés à des fins spéciales, telles que les réserves pour éventualités, et les excédents de capital réservés au rachat d'actions privilégiées. Les chiffres donnés ici correspondent au «solde de clôture» des *Bénéfices réinvestis*.

Surplus d'apport : il s'agit de la partie du produit de la vente d'actions qui dépasse la valeur nominale des actions. Figurent aussi les dons à la société et les subventions d'équipement.

Autres surplus : figurent ici les plus-values d'expertise telles que l'excédent de la valeur estimée des immobilisations sur leur valeur comptable nette, l'excédent de la valeur marchande des placements sur leur coût et la réévaluation des stocks. Ne figure pas l'excédent de capital produit par le rachat d'actions privilégiées, élément pris en compte dans les *Bénéfices réinvestis*.

REVENU

Ventes (Produits) : il s'agit du produit de la vente de biens après déduction des taxes de vente et d'accise, des escomptes, des rabais, des remboursements, des ventes à l'intérieur de la société et de la soustraction. Le transport est inclus lorsqu'il fait partie du prix d'achat. Les ventes résultant d'activités non assimilées ne sont pas prises en compte ici, mais plutôt dans les *Autres revenus*. Les ventes des entreprises en participation sont données ici, si l'entreprise exerce la même activité que la société et si l'entreprise et la société disposent chacune d'un actif égal ou supérieur à 5 millions de dollars, ou qu'elles réalisent chacune des ventes égales ou supérieures à 1 million de dollars. Dans les industries liées aux ressources, les ventes des produits englobent parfois le coût de certaines redevances versées à la Couronne et données sous *Redevances*, mais considérées comme des frais inadmissibles aux fins fiscales. Dans les industries du pétrole et du gaz naturel, cependant, les ventes ne prennent pas en compte les «revenus présumés» qui représentent la «redevance» spéciale versée au gouvernement et correspondant à la différence entre la valeur marchande réelle des produits pétroliers vendus et leur valeur marchande équitable autorisée par le gouvernement et présentée comme revenus dans les livres de la société.

Ventes (Services) : figure ici le produit de la vente de services tels que le transport, l'entreposage, les réparations et la gestion, déduction faite des rabais, remboursements et taxes de vente. Aucun coût de marchandises vendues n'est enregistré à ce poste. Dans le cas de l'imprimerie et de l'édition, les produits de la vente de publicité sont considérés comme des ventes d'un service, alors que les recettes provenant de la vente de périodiques par abonnement et au numéro sont traitées comme des ventes de produits.

Loyers (Biens immobiliers) : il s'agit du montant brut reçu pour la location d'appartements, de bureaux, d'usines, de maisons, de terrains, etc. Le revenu provenant de l'affermage des droits d'exploitation des ressources naturelles (droits pétroliers et miniers, par exemple) est compris dans les *Autres revenus*. Par contre, les locataires doivent inclure ici les recettes au titre de la location des biens immobiliers.

Loyers (Autres) : ce poste englobe le produit de la location de machines et de matériel, de navires, de films et de chambres d'hôtel, de motel et de pension. Il comprend aussi les recettes provenant de la location de biens d'équipement.

Commissions : ce montant représente les recettes des sociétés qui jouent le rôle d'intermédiaires lors de la vente ou de l'achat de biens ou de services. Peuvent

être pris en compte ici les institutions financières, les courtiers en Bourse, les agences immobilières, d'assurance et de publicité, et les négociants en céréales. Les bénéfices réalisés sur le commerce des valeurs mobilières sont compris ici.

Intérêt sur obligations : ce poste englobe les primes et intérêts réalisés sur les obligations garanties et non garanties. Dans le cas des émissions étrangères, les montants donnés sont nets des retenues fiscales étrangères. L'intérêt versé au titre d'obligations à intérêt conditionnel est exclu lorsque le bénéficiaire le déclare comme un dividende aux fins de l'impôt. L'intérêt sur les bons du Trésor et les certificats de placement figure depuis 1977 parmi les *Autres revenus d'intérêt*; ce changement a eu une incidence appréciable sur la ventilation des revenus d'intérêt des sociétés de fiducie.

Intérêt sur hypothèques : il s'agit de l'intérêt brut provenant d'hypothèques canadiennes sur biens immobiliers. Sont exclus l'intérêt sur hypothèques mobilières et sur obligations hypothécaires, de même que les intérêts hypothécaires capitalisés.

Autres revenus d'intérêt : figure ici l'intérêt provenant de comptes en banque, d'hypothèques mobilières, de comptes-clients, de prêts et de billets à recevoir. Le poste comprend également, depuis 1977, l'intérêt sur les bons du Trésor et les certificats de placement.

Dividendes : il s'agit des revenus sous forme de dividendes reçus en espèces ou en actions et crédités aux revenus de placement ou au compte d'attente de la société. Figure ici l'intérêt reçu au titre des obligations à intérêt conditionnel. Les dividendes d'émissions étrangères sont présentés nets des retenues fiscales étrangères. En revanche, les ristournes ne sont pas comprises ici, mais plutôt dans les *Autres revenus*. Les dividendes présumés font partie des *Postes extraordinaires*.

Autres revenus : ce poste englobe divers revenus non précisés ailleurs tels que les redevances, le recouvrement de frais partagés et les subventions. Il comprend aussi, depuis 1973, les intérêts capitalisés, qui étaient antérieurement déduits des frais d'intérêt; ceux-ci sont maintenant présentés bruts. S'agissant des subventions reçues pour l'achat d'immobilisations, la plupart des sociétés ne les présentent pas dans leur état des résultats, préférant énumérer au bilan les avoirs nouvellement acquis sur une base nette. Les avoirs du bilan sont ensuite majorés du montant de la subvention reçue. En contrepartie, un montant correspondant est ajouté au *Surplus d'apport* dans le bilan.

DÉPENSES

Coût des biens vendus : ce poste englobe les achats plus la différence entre les stocks d'ouverture et les stocks de clôture. Il comprend les frais généraux directs, mais ne prend pas en compte les coûts directs de main-d'oeuvre.

Achats et matières premières : bien que ce poste rende généralement compte du coût des matières brutes utilisées dans la fabrication ou, dans le cas du commerce de gros et de détail, de celui des biens acquis pour la revente, il ne s'agit pas d'un poste «pur». La valeur des matières premières est en effet obtenue indirectement, en retranchant du coût des marchandises vendues les coûts de main-d'oeuvre directs et indirects et les frais généraux tels que les réparations aux bâtiments, la dépréciation et les impôts fonciers. Lorsque les états financiers ne ventilent pas le coût des marchandises vendues, la valeur résiduelle des matières premières peut englober la totalité ou une partie des éléments susmentionnés, y compris les frais d'éclairage, de chauffage, d'électricité, d'assurance, de transport, etc. Dans les industries extractives, les «matières premières» représentent principalement certains frais de forage et d'extraction que la société a inclus dans le coût de ses marchandises vendues; elles ne prennent cependant pas en compte les frais d'exploration et de mise en valeur ni les frais liés à l'acquisition de droits miniers (qui sont comptabilisés avec les redevances, l'épuisement, etc.). En ce qui concerne les minéraux métalliques, les frais de fonte et d'affinage interviennent pour une partie importante du coût des marchandises vendues et constituent par le fait même une part appréciable des matières premières. Les achats de minerai auprès de tiers figureraient, bien sûr, dans le coût des matières.

Traitements, salaires et charges sociales : il s'agit de l'ensemble des dépenses au titre des jetons de présence des administrateurs et des traitements, salaires et gratifications des employés et dirigeants de la société, y compris les montants versés à ce titre et comptabilisés dans le coût des marchandises vendues. Les charges sociales telles que les primes d'assurance collective et les contributions aux régimes de retraite, d'indemnisation des accidents du travail et d'assurance-chômage figurent ici.

Entretien et réparation : figure ici le coût des matières et pièces requises pour réparer les actifs immobilisés. La rémunération de ceux qui procèdent à l'entretien et à la réparation n'est pas comprise ici, mais figure avec les *Traitements et salaires*.

Loyers : sont donnés ici les frais de location de terrains, d'immeubles, de machines et d'outillages, y

compris ceux de biens immobiliers en ainsi que de machines et d'outillages en location-vente.

Redevances : ce poste donne le coût des droits d'exploitation des ressources naturelles (réserves de pétrole et de gaz naturel, gisements minéraux et concessions forestières, par exemple) et des droits de propriété incorporelle (droits d'auteur, concessions, brevets et droits de représentation, par exemple). Le «revenu présumé» des sociétés pétrolières et gazières ne figure pas parmi les redevances, puisque les sociétés le déduisent de la partie «revenus» et de la partie «frais» de leur état financier.

Intérêt sur dette obligataire : il s'agit des intérêts et des frais d'escompte à l'émission versés sur les obligations garanties, non garanties et hypothécaires. Dans les cas où les frais d'intérêt sont capitalisés, ils sont donnés ici. Les intérêts sur certificats garantis des sociétés de fiducie et certificats de placement, qui figuraient ici avant 1977, paraissent maintenant avec les *Autres dépenses d'intérêt*. Les intérêts sur obligations à intérêt conditionnel ne sont pas présentés ici comme une dépense, mais sont plutôt portés au poste des «dividendes en espèces déclarés» sous *Bénéfices réinvestis*.

Intérêt sur dette hypothécaire : ce poste concerne uniquement les intérêts et frais d'escompte sur hypothèques immobilières. Il englobe par ailleurs les intérêts hypothécaires capitalisés, qui sont considérables dans le cas des sociétés classées dans la construction ou parmi les agents et promoteurs d'immeubles.

Autres dépenses d'intérêt : ce sont les intérêts et agios sur les emprunts bancaires, les comptes-fournisseurs, les hypothèques mobilières, les emprunts et billets à payer et les certificats de placement et des sociétés de fiducie. Avant 1977, les intérêts sur certificats garantis des sociétés de fiducie et certificats de placement figuraient sous la dénomination *Intérêt sur dette obligataire*. Cette modification de la ventilation des intérêts a eu une incidence appréciable sur les données déclarées pour les sociétés de fiducie. Les autres dépenses d'intérêt capitalisées sont également comprises ici.

Autres impôts : il s'agit notamment des taxes municipales, des taxes d'affaires, des taxes d'eau, des frais d'immatriculation de véhicules automobiles et du coût de permis de vente de boissons alcoolisées. Ne sont pas compris les impôts sur le revenu, les taxes provinciales sur l'extraction minière ou l'abattage, et les taxes de vente et d'accise.

Amortissement : ce poste représente la proportion du prix coûtant ou de la valeur comptable des actifs corporels immobiliers qui est imputée à l'année en

cours pour fins comptables. La méthode employée par une société pour déterminer le montant en cause peut différer sensiblement de celles prescrites par le règlement de l'impôt sur le revenu pour le calcul de la déduction pour amortissement.

Autres frais : il s'agit des frais non mentionnés ailleurs, tels que les dépenses au titre des fournitures de bureau, les réserves pour créances douteuses, les

dons de charité, les frais de gestion, de publicité et de voyage, et la part des frais partagés qui revient à la société. Certains frais de gestion peuvent ne pas figurer à l'état des résultats de la société, mais être capitalisés et paraître uniquement au bilan.

Postes extraordinaires : il s'agit des plus-values ou moins-values nettes de capital réalisées par les sociétés lors de la cession des actifs et déclarées dans l'état des résultats ou celui des bénéfices réinvestis.

Frais d'occupation : ce poste englobe l'amortissement, l'entretien et la réparation, le combustible, les commodités et les loyers.

Explication des données des tableaux financiers

L'explication suivante des données inscrites suit l'ordre dans lequel les données apparaissent dans les tableaux. On trouvera une explication plus détaillée de chacun de ces termes dans la section précédente ou dans la publication de Statistique Canada intitulée *Statistique financière des sociétés, catalogue 61-207, 1978*.

BILAN

Actif

Encaisse	=	Encaisse
Valeurs réalisables	=	Valeurs réalisables
Comptes et billets à recevoir	=	Comptes à recevoir + dû par des sociétés affiliées
Stocks	=	Stocks
Tous les autres actifs à court terme	=	Dépôts + prêts à recevoir + autres actifs à court terme
Total des disponibilités	=	Total des disponibilités
Immobilisations (net)	=	Total des immobilisations (net)
Tous les autres actifs à long terme	=	Total des autres actifs
Actif total	=	Actif total

Passif et avoir

Billets à payer (à court terme)	=	Emprunts bancaires + prêts à court terme
Dette à long terme exigible	=	Dette à long terme exigible
Comptes et billets à payer	=	Comptes à payer + dû à des sociétés affiliées
Avances et paiements anticipés	=	Avances et paiements anticipés
Tous les autres passifs à court terme	=	Autres passifs à court terme + provision pour moins-value
Total des exigibilités	=	Total des exigibilités
Dette à long terme (net)	=	Dette à long terme (net)
Tous les autres passifs à long terme	=	Revenu différé + impôts sur le revenu différés + autres passifs
Avoir	=	Dû aux actionnaires (à long terme) + avoir total
Total, passif et avoir	=	Total, passif et avoir

DONNÉES SUR LE REVENU

Revenu

Ventes (produits)	=	Ventes (produits)
Ventes (services)	=	Ventes (services)
Autres revenus	=	Loyers (biens immobiliers) + loyers (autres) + commissions + intérêt sur obligations + intérêt sur hypothèques + autres revenus d'intérêt + dividendes de sociétés étrangères (net) + dividendes de sociétés canadiennes (brut) + autres revenus (mis à part les postes extraordinaires)
Revenu total	=	Tous les revenus

Dépenses

Frais d'exploitation directs	=	Coût des biens vendus + traitements, salaires et charges sociales + frais d'occupation
Coût des biens vendus	=	Achats et matières premières - stocks de clôture + stocks d'ouverture
Traitements, salaires et charges sociales	=	Traitements et charges sociales (frais directs) + traitements et charges sociales (frais indirects)
Frais d'occupation	=	Amortissement + entretien et réparation + combustible + commodités et loyer
Frais d'exploitation indirects	=	Frais financiers + frais généraux et administratifs + autres frais
Frais financiers	=	Frais d'intérêt et de banque + intérêt sur dette hypothécaire + redevances + honoraires professionnels
Frais généraux et administratifs	=	Publicité + frais de livraison + assurance
Autres frais	=	Réserves pour créances douteuses + autres impôts + dons de charité + autres déductions
Total des frais	=	Total des déductions - [taxes provinciales sur l'extraction minière et l'abattage + pertes en capital] (mis à part les postes extraordinaires)

QUEEN E 78 .C2 F514 1996 c.2
Goss Gilroy Inc.
Le rendement financier et la

DATE DUE
DATE DE RETOUR

CARR McLEAN

38-296

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



111826

GOSS GILROY INC., Ottawa, Canada
Tel: (613) 230-5577 • Fax: (613) 235-9592 • E-mail: ggi@ggi.ca

